

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



• **Quelle issue
pour les peuples
d'Europe ?**



Manifestation devant le "mur de séparation", à Jérusalem-Est.

• **Palestine :
le mouvement
des Palestiniens
pour le droit
à la nation**



Manifestation de travailleurs allemands à l'appel de leurs syndicats.



Manifestation à Mexico (24 avril 2005).

• **Amérique latine :
pour la souveraineté des nations**

N° 48 nouvelle série (n° 654) - février 2006 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** p. 3
(Par Daniel Gluckstein)
- **Palestine : le mouvement des Palestiniens pour le droit à la nation** p. 9
(Par François Lazar)
- **Notes sur la situation aux Etats-Unis (deuxième partie)** p. 15
(Par Alan Benjamin)
- **Dossier Europe**
- **Dix ans après les “accords de Dayton” : la “rebalkanisation” des Balkans** p. 25
(Par Dominique Ferré)
- **L’Union européenne, une machine à balkaniser tout un continent. Quelle issue pour les peuples d’Europe ?** p. 37
(Par Christel Keiser)
- **Extraits du bulletin n° 2 de la commission ex-URSS** p. 51
- **Afrique des Grands Lacs : “plans de paix” et PPTE** p. 63
(Par Kageyi Méthode)

- **Afrique :**
socialisme ou barbarie
(deuxième partie) p. 71
(Par Meziane Diop)

- **A propos de la politique**
du courant Grant-Woods
(première partie) p. 81
(Par Jean Alain)

- **Amérique latine :**
pour la souveraineté des nations
(chronique des sections
de la IV^e Internationale) p. 91
(Par Jean-Pierre Raffi)

Notes éditoriales

Le précédent numéro de *La Vérité* a consacré un article au MERCOSUL (marché commun du Cône Sud, en Amérique latine). Il y était démontré qu'en dépit des proclamations de certains responsables, le MERCOSUL, loin de permettre la défense des intérêts spécifiques des nations latino-américaines face à la puissance des Etats-Unis, est en réalité un instrument directement relié à l'ALCA, c'est-à-dire à la politique d'assujettissement que l'impérialisme américain prétend imposer à toutes les nations du continent.

L'auteur de l'article, Mickaël Mana, montrait combien les mécanismes du MERCOSUL s'apparentent à ceux de l'Union européenne.

Il n'y a là nul hasard.

De passage en Algérie au début du mois de février 2006, le président brésilien, Lula, principal animateur du MERCOSUL, a déclaré à la presse algérienne :

“Nous avons la question de l'intégration régionale. Par le biais du MERCOSUL (...), nous développons notre force. Vous-mêmes êtes sur le point de réaliser votre volonté d'intégration par le biais du Maghreb arabe. Les pays en développement doivent s'inspirer de l'exemple de l'Europe, qui, grâce à son intégration, est devenue aujourd'hui une puissance” (La Tribune d'Alger, 8 février 2006).

On notera que cette interview a été donnée par Lula à la veille du “Sommet de la gouvernance progressiste”, auquel il devait participer les 11 et 12 février 2006 à Pretoria, en Afrique du Sud.

Curieuse “gouvernance progressiste”, en l'occurrence ! Ce sommet rassemblait Lula, Tony Blair — Premier ministre britannique, coresponsable avec Bush de l'atroce guerre en Irak — et aussi Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ; Peter Mendelson, commissaire au Commerce de l'Union européenne, ou encore le dirigeant socialiste français Dominique Strauss-Khan, ancien ministre de l'Economie. Avec une représentation officielle des sommets de l'OMC et de l'Union européenne, avec l'adjoint de Bush dans la guerre en Irak, on a du mal à imaginer ce que pouvait avoir de “progressiste” le sommet d'Afrique du Sud.

En ce début d'année 2006, Lula assume pleinement le rôle de porte-parole des exigences de l'impérialisme américain dans le monde entier, le rôle qu'il avait joué lors du sommet de l'OMC à Hong-Kong et dans le sommet des Amériques tenu à Mar del Plata, en novembre 2005 (1). C'est le rôle qu'il joue dans le MERCOSUL. Et c'est un rôle qu'il joue au Brésil même en poursuivant avec acharnement une politique de défense des intérêts des multinationales, des grandes banques et des grands propriétaires terriens, avec son ministre du Développement agricole, le responsable du Secrétariat unifié (2), Miguel Rossetto.

L'Union européenne est donc pour Lula source d'inspiration et exemple à suivre. Qu'en est-il ?

Dans son article publié dans ce numéro, Dominique Ferré souligne l'accélération du processus de “balkanisation” à l'est de l'Europe. Au moment même où Lula prétend que l'Europe est une grande puissance, on parle d'ériger le Kosovo, cette enclave suroccupée par les troupes américaines, en un Etat prétendument indépendant... et

(1) Voir le dernier numéro de *La Vérité*.

(2) Secrétariat unifié : organisation internationale dont est membre la LCR française, par exemple, usurpant le nom de “IV^e Internationale”.

aussitôt intégré à l'Union européenne, comme, avant lui, d'autres micro-Etats issus de la décomposition de l'ex-Yougoslavie et des Balkans.

N'assiste-t-on pas ici non seulement à une véritable "rebalkanisation" des Balkans, mais aussi, partant d'elle et s'étendant à tout le continent, à une marche à une balkanisation de toute l'Europe ? Finalement, est-ce que l'Union européenne n'est pas la balkanisation de l'Europe ?

Cette question, soulevée dans l'article de Christel Keiser, a une portée plus générale. Qu'il s'agisse de l'Union européenne, du MERCOSUL, du prétendu "Grand Moyen-Orient" ou du Grand Maghreb arabe, ou encore de l'Union africaine (3), n'est-ce pas finalement, sous l'égide de l'impérialisme américain, une politique visant à disloquer les nations, à les émietter, à leur faire perdre tout attribut de souveraineté, à laquelle on assiste aujourd'hui ?

S'agissant de l'Europe, l'article de Christel Keiser met en évidence le double procédé auquel a recours l'impérialisme face à la résistance des masses, qui, sur tout le continent, cherchent à se dresser contre ses plans destructeurs.

D'une part, il accélère les réformes institutionnelles, dont le contenu est l'atomisation des nations, leur éclatement et, à travers cela, l'atomisation de la classe ouvrière. Il est singulier de constater que le retour sur le devant de la scène italienne de Romano Prodi, le père des "vingt petites Italies", va de pair avec la prétendue "réforme du fédéralisme" en Allemagne et avec l'accélération du processus dit de "régionalisation" en France. Sous ces formes différenciées — que l'on retrouve également en œuvre aujourd'hui même en Grande-Bretagne, ou encore dans l'Etat espagnol —, de quoi s'agit-il, sinon de "balkaniser" les classes ouvrières et les nations, de les éclater pour mieux détruire toutes les conquêtes qui font que les classes ouvrières sont classes et la démocratie démocratie ?

Mais il est singulier de constater également qu'à travers cette politique, et pour la mettre en œuvre, il est indispensable de recourir à ce qu'on appelle désormais la politique des "grandes coalitions".

C'est le gouvernement SPD-CDU (parti social-démocrate-démocratie chrétienne) en Allemagne ; c'est la coalition Prodi avec le Parti de la refondation communiste en Italie ; c'est, en France, pour la première fois depuis l'échec de la "gauche plurielle" aux élections de 2002, le "comité national" regroupant tous les partis de la gauche.

Cette politique de grande coalition trouve des formes différentes selon les conditions institutionnelles de chaque pays. Mais on remarquera qu'elle combine à la fois la politique de "grande coalition au sommet" et la politique de "grande coalition" dans le cadre de la mise en œuvre de la balkanisation. Les réformes institutionnelles, qui attribuent un rôle subsidiaire grandissant — sans leur donner les moyens — aux collectivités territoriales, ne sont possibles qu'à la condition d'associer les partis qui ne sont pas au pouvoir à l'application des politiques de privatisation et de démantèlement.

C'est ainsi qu'en Italie, le coup d'envoi des politiques de déréglementation et de privatisation a été donné dans des régions gouvernées par la "gauche" de manière parfaitement synchronisée avec les contre-réformes de Berlusconi.

En Allemagne, la brèche ouverte dans la convention collective des fonctionnaires territoriaux l'a été d'abord par le gouvernement de coalition incluant le PDS (c'est-à-dire l'ex-Parti communiste est-allemand) dans le Land de Berlin, permettant d'ouvrir la voie à l'offensive dans tous les Länder contre la convention collective des employés.

(3) On lira à ce sujet dans ce numéro l'article de Kageyi Méthode consacré à la région des Grands Lacs et la deuxième partie de l'article de Meziame Diop.

En France, les exécutifs des régions, très majoritairement gouvernées par la gauche (vingt exécutifs de région sur vingt-deux), ainsi que des départements (dont près de la moitié sont dirigés par les partis de “gauche”) appliquent scrupuleusement les transferts décidés par le gouvernement. Et même quand ils élèvent des protestations verbales, dans les faits, ils prennent en charge les politiques de privatisation, de démantèlement des droits ouvriers exigées par l’Union européenne.

Car cet assujettissement à la politique de “grande coalition” de tous les partis de la gauche institutionnelle dans ces différents pays suppose un cadre commun : l’Union européenne, ses traités, ses directives, sa Banque centrale, son “Parlement”.

Il est significatif que, face à la résistance des masses, l’impérialisme ait non seulement recours aux appareils qui dirigent les organisations politiques de gauche (et, à travers elles, cherchent à s’assujettir les organisations syndicales elles-mêmes), mais qu’il en appelle également, de manière de plus en plus systématique, au Secrétariat unifié.

C’est le cas, on le sait, au Brésil. Depuis près de trois ans, le Secrétariat unifié participe à un gouvernement de privatisation, de massacres de paysans à qui on refuse la terre et de remise en cause de la souveraineté de la nation brésilienne (4).

C’est le cas, sous une autre forme, en Allemagne, où, à l’intérieur du PDS, on retrouve la section du Secrétariat unifié.

C’est le cas — on le verra dans l’article de Christel Keiser — en Italie, où les dirigeants pablistes (5), membres du Parti de la refondation communiste, protestent du bout des lèvres contre l’éventuelle participation de ce parti au gouvernement Prodi, mais se prononcent pour le soutien électoral à la coalition dirigée par Prodi sur la base de son programme de mise en œuvre des directives européennes et du traité de Maastricht.

En France, pour la première fois, la LCR a officiellement franchi le cap, s’intégrant au comité national de la gauche constitué le 8 février 2006.

Le fait que l’impérialisme ait à ce point besoin de recourir à ceux qui usurpent le nom de la IV^e Internationale est d’une certaine manière l’hommage du vice à la vertu. C’est un hommage rendu à la IV^e Internationale, celle qui, fidèle à son programme, combat pour l’indépendance de classe, celle à qui Trotsky a prescrit qu’elle ne saurait trouver aucune place dans aucune coalition de front populaire et de coalition avec l’impérialisme (6).

Quelle conclusion en tirer, sinon, comme le suggère Christel Keiser, que l’existence même des nations d’Europe, la possibilité pour elles de trouver une issue, passe d’abord et avant tout par la rupture avec l’Union européenne, c’est-à-dire le démantèlement des institutions de cette “Union” : Banque centrale européenne, Parlement européen, traité de Maastricht, directives, qui, en aucune manière, ne peuvent être gérées de manière humaine et sociale, puisque leur fonction est le démantèlement des nations sous l’égide de l’impérialisme américain ?

Quelle issue en dehors du combat pour les Etats-Unis socialistes d’Europe, “*les Etats-Unis ouvriers et paysans d’Europe*”, pour reprendre la formule de Trotsky, lesquels exigent comme préalable le démantèlement des institutions de l’Union européenne ?

Cette question se trouve posée sous une autre forme dans les développements en cours au Moyen-Orient. On remarquera que Lula, en fidèle agent de l’impérialisme américain qu’il est devenu, a pris soin, à Alger, de revendiquer toute la panoplie des

(4) Voir par exemple l’article “*Où va le Brésil...*”, de Fabio Moraes, dans *La Vérité*, n° 45.

(5) Du nom de Pablo, ancien dirigeant de la IV^e Internationale, qui a ouvert la voie au courant révisionniste liquidateur dont l’actuel Secrétariat unifié est l’héritier.

(6) Et cela vaut aussi pour le courant *Militant*. Lire l’article de Dominique Ferré dans ce numéro.

institutions régionales par lesquelles l'impérialisme prétend remettre en cause la souveraineté des peuples.

Après avoir fait l'éloge de l'Union européenne, il s'est donc référé au Maghreb arabe, c'est-à-dire à ce "Grand Maghreb arabe" par lequel l'impérialisme prétend remettre en cause le droit à la nation pour les peuples du Maghreb — et, au-delà, pour l'ensemble du Moyen-Orient, le "Grand Moyen-Orient", vocable sous lequel l'impérialisme prétend remettre en cause le droit à la souveraineté et à l'indépendance des nations pour toute la région, comme nous l'avons démontré dans cette revue (7).

Ces propos prennent une résonance particulière alors que viennent de se dérouler les élections palestiniennes. Dans l'article proposé par François Lazar dans ce numéro de notre revue, l'évidence est mise sur le fait qu'aucune solution au Moyen-Orient ne saurait se dégager tant qu'est nié le droit imprescriptible du peuple palestinien à se constituer en nation, tant qu'est nié le droit au retour.

Cette aspiration des nations à recouvrer leur souveraineté, cette exigence de rupture avec l'impérialisme oppresseur et exploiteur, ne sont-elles pas un trait marquant de toute la situation mondiale ?

Les développements en cours au Mexique, en Bolivie, en Uruguay (*lire l'article de Jean-Pierre Raffi*) ne l'illustrent-ils pas ?

Tous ces éléments convergent vers un point unique : la politique de l'impérialisme américain.

A de nombreuses reprises, nous avons démontré dans les colonnes de notre revue que le régime de la propriété privée des moyens de production, entré depuis des décennies dans sa phase de décomposition et de putréfaction — que Lénine avait défini dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* — ne pouvait se survivre à l'échelle mondiale qu'au prix de la destruction en masse des forces productives et des nations. Et nous avons souligné que cette destruction en masse des forces productives et des nations menaçait l'existence de toutes les nations, y compris la nation des Etats-Unis.

Significatif, de ce point de vue, est l'article publié le 11 février 2006 (8) par Paul Craig Roberts. Paul Craig Roberts n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier, il n'a rien d'un politicien progressiste, c'est un ancien secrétaire adjoint au Trésor de l'administration Reagan aux Etats-Unis dans les années 1980.

Et pourtant, dans cet article, Roberts commente les chiffres du Bureau des statistiques du travail de janvier 2001 jusqu'à janvier 2006 en ces termes :

« La croissance de l'emploi durant les cinq dernières années a été la plus faible jamais enregistrée. Il s'en faut de 7 millions d'emplois créés pour que l'économie américaine se maintienne simplement au taux d'emploi correspondant à l'augmentation de la population (...). Durant les cinq dernières années, l'économie américaine a connu une perte nette d'emplois dans tous les secteurs de la production des marchandises (...). L'industrie manufacturière américaine a perdu 2 900 000 emplois, ce qui représente environ 17 % de la totalité de la force de travail employée dans le secteur manufacturier (...). Pas un seul secteur de l'activité manufacturière n'a créé de nouveaux emplois. Le déclin dans quelques-uns de ces secteurs manufacturiers est plus proche de la situation d'un pays saturé par les bombardements durant une guerre que d'une super-économie présentée comme "faisant l'envie du monde entier". Les équipements en communication ont perdu 43 % de leur force de

(7) Voir l'article « *L'Afrique du Nord dans le dispositif du "Grand Moyen-Orient" (GMO)* », d'Amira Salem, dans *La Vérité*, n° 45.

(8) Counterpunch.org – Weekend Edition : *Nuking the Economy*.

travail. Le secteur des composants électroniques et des semi-conducteurs, 37 %. La force de travail employée dans le domaine de l'informatique, des produits électroniques, a décliné de 30 %. Les équipements électriques ont perdu 25 % de leurs employés. La force de travail utilisée dans les moteurs de véhicules a baissé de 12 %. Les fournitures et autres produits relatifs ont perdu 17 % de leur main-d'œuvre. Les entreprises d'appareils ont perdu près de la moitié de leur force de travail. L'emploi dans le textile a baissé de 43 %. Le papier, les produits papetiers ont perdu 20 % de leur force de travail. La force de travail utilisée dans le domaine du plastique et du caoutchouc a baissé de 15 %. Même les entreprises produisant des boissons et du tabac ont vu diminuer de 7 % leur main-d'œuvre. Les emplois qualifiés, supposés remplacer les emplois perdus dans le domaine de la manufacture, dans le cadre de la nouvelle économie mondialisée, n'ont jamais vu le jour. Ainsi, le secteur de l'informatique a perdu 17 % de ses emplois, tandis que les télécommunications ont perdu 25 %. Même les emplois dans le domaine du gros et du détail dans le commerce ont baissé (...). Et il y a aujourd'hui 209 000 emplois de moins dans l'encadrement et la contremaîtrise qu'il y a cinq ans (...). Tous les discours à propos du manque d'emplois dans le domaine des ingénieurs relèvent d'une ignorance absolue. Il y a plusieurs centaines de milliers d'ingénieurs américains sans emploi depuis des années. Aucun étudiant ne veut préparer un diplôme qui n'est rien d'autre qu'un droit d'entrée pour la soupe populaire. Beaucoup d'ingénieurs m'ont écrit qu'ils n'arrivaient pas à obtenir un emploi dans le commerce chez Wal-Mart, parce que leur niveau d'instruction fait d'eux des personnes surqualifiées. L'externalisation des emplois de l'ensemble de la production a conduit les Etats-Unis à une situation de haut degré de chômage parmi les secteurs des personnels les plus diplômés. Le niveau apparemment bas du chômage n'inclut pas les travailleurs découragés (...). Les allocations de chômage étaient supposées aider les gens durant la période du cycle durant laquelle ils étaient sans emploi. Aujourd'hui, le chômage est permanent (...). Les économistes qui regardent au-delà des communiqués de presse politiques estiment que le véritable taux de chômage aux Etats-Unis se situe entre 7 et 8,5 % (...). A moins que les statistiques du Bureau du travail falsifient les chiffres ou que les entreprises elles-mêmes donnent des rapports qui sont contraires aux faits, alors les Etats-Unis traversent une période de dépression sur le plan de l'emploi. La plupart des économistes refusent de reconnaître ces faits, parce qu'ils soutiennent la mondialisation. C'est une situation "gagant-gagnant", disent-ils. Ils ont tort (...). Les économistes se sont discrédités eux-mêmes. Cela est particulièrement vrai pour les "économistes du marché libre". »

Paul Craig Roberts est, répétons-le, un infâme réactionnaire. La seule solution qu'il voit à la crise de l'économie américaine est d'arrêter l'immigration, puisque, relève-t-il, "le total des emplois créés dans le secteur privé en cinq ans est inférieur de 500 000 emplois à une année d'immigration légale et illégale".

Naturellement, on le laissera responsable de ses conclusions politiques. Il n'en reste pas moins que les chiffres qu'il donne, basés sur des statistiques officielles traitées par lui — et il est bien placé pour le faire —, montrent à quel point est justifié le mot d'ordre de la coalition américaine ouvrière US Labor Against the War (USLAW), qui déclare qu'il faut combattre contre la guerre de Bush, aussi bien la guerre vers l'étranger que la guerre à l'intérieur du pays.

D'ailleurs, Roberts lui-même conclut ainsi son article :

"Les sondages indiquent que l'administration Bush est couronnée de succès dans sa campagne visant à attiser la peur et l'hystérie à propos de l'Iran. Le secrétaire à la Défense promet aux Américains une guerre qui durera des décennies. Est-ce que la mort sur un champ de bataille est la solution trouvée par Bush à la crise de l'emploi ? Est-ce que les Asiatiques vont financer une guerre de décennies pour un pays en faillite ?"

Encore une fois, le mouvement ouvrier ne saurait d'aucune manière prendre à sa charge les conclusions politiques du réactionnaire Roberts. Mais le tableau est saisissant.

Le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production ne survit qu'au prix d'une faillite grandissante, qui détruit toutes les nations, à commencer par la nation américaine.

On mesure, dans ces conditions, l'extraordinaire importance du combat engagé aux Etats-Unis mêmes pour aider la classe ouvrière de ce pays à s'ouvrir une voie indépendante, c'est-à-dire tout à la fois à préserver l'indépendance de ses organisations de classe — et notamment à combattre contre la scission du mouvement syndical depuis le dernier congrès de l'AFL-CIO (9) —, mais aussi aider aux Etats-Unis mêmes à ouvrir la voie de l'indépendance politique du mouvement ouvrier, de sa rupture avec le Parti démocrate. C'est le combat pour le Labor Party, pour des candidatures ouvrières indépendantes, et, singulièrement, pour des candidatures ouvrières noires indépendantes, qui prennent, dans le contexte de l'après-Katrina à La Nouvelle-Orléans, une importance considérable.

C'est l'enjeu, tout particulièrement, du débat ouvert pour le IX^e Congrès de Socialist Organizer, à propos duquel Alan Benjamin revient dans ce numéro de *La Vérité*.

A l'heure où l'impérialisme prétend multiplier les bruits de bottes aux quatre coins du monde, menaçant dans une sorte de fuite en avant de généraliser les interventions et les occupations militaires dans le monde entier, l'issue positive pour la paix entre les peuples et pour la reconstruction d'une économie mondiale de plus en plus dévastée ne peut venir que de l'action commune des opprimés et des exploités du monde entier.

Celle-ci ne peut se déployer qu'à la condition d'une totale indépendance vis-à-vis de toutes les institutions de la classe capitaliste, aux plans international et continental.

Cette unité des opprimés et des exploités intègre en son centre les classes ouvrières du monde entier et leur organisations, à commencer par la classe ouvrière des Etats-Unis elle-même, dont le principal ennemi n'est pas à l'extérieur de ses frontières, mais à l'intérieur. La classe capitaliste, à commencer par la plus puissante du monde, celle des Etats-Unis, est l'ennemi des travailleurs et des peuples du monde entier.

C'est à conforter cette indispensable unité mondiale de la lutte de classe que la IV^e Internationale et ses sections entendent contribuer, dans leur action au quotidien comme par la publication de cette revue.

Daniel Gluckstein

(9) Voir l'entretien avec Alan Benjamin, « *La scission de l'AFL-CIO et la nouvelle "gouvernance mondiale"* », dans *La Vérité*, n° 45.

Palestine : le mouvement des Palestiniens pour le droit à la nation

Par François Lazar

Depuis la mise en œuvre du plan de désengagement unilatéral de la bande de Gaza par Ariel Sharon, en août et septembre 2005, les “séismes” politiques ne cessent de se succéder en Palestine. Il y a eu le sabordage du parti traditionnel de la droite israélienne, le Likoud, par son président en titre, Ariel Sharon, et la constitution d’un nouveau mouvement appelé Kadima (“En avant” en hébreu), puis l’élection à la tête du Parti travailliste d’un syndicaliste d’origine marocaine, Amir Peretz (dans un parti jusqu’alors exclusivement dirigé par des Juifs “ashkénazes”, d’origine européenne). Peu de temps après, Ariel Sharon, Premier ministre en fonction, devait sombrer dans le coma à la suite d’une attaque cérébrale. Enfin, le 25 janvier, le mouvement de la résistance islamique, le Hamas, considéré par l’Europe et les Etats-Unis comme une organisation terroriste, emportait, loin devant le Fatah de Mahmoud Abbas, la majorité absolue des sièges au Parlement de l’Autorité palestinienne.

Devant cette accélération, et avant d’aller plus loin dans le détail de ces événements, plusieurs questions se posent. La première concerne les conditions d’existence dans lesquelles se trouve plongé le

peuple palestinien depuis la fondation de l’Etat d’Israël en 1948. Avance-t-on ici vers une résolution démocratique de la question nationale palestinienne, c’est-à-dire du droit, tout simplement humain, de tous les réfugiés de revenir chez eux, dans les villes et villages d’où ils ont été violemment expulsés depuis 1948 ?

Les événements énumérés plus haut augurent-ils d’une amélioration des conditions d’existence des populations juives qui vivent à l’intérieur de l’Etat d’Israël et se trouvent confrontées à une précarité grandissante ? Peut-on parler de perspectives de paix dans une situation où un Etat surarmé domine et écrase un peuple entier, cherchant à lui interdire jusqu’au droit d’exister ? Chacun n’est-il pas à même de constater que, quasiment tous les jours, il y a des morts, des expulsions, que tous les jours la construction du mur se poursuit en Cisjordanie ? Le chaos n’existe-t-il pas depuis soixante ans ?

Comment prétendre, comme le font George Bush — véritable maître de la situation — et ceux qui lui sont liés, qu’un Etat palestinien sans continuité territoriale, dans les limites étroites de ce que lui concéderait l’Etat hébreu, renonçant à la revendication

cation du droit au retour des réfugiés, pourrait devenir une solution ? La démocratie politique, c'est-à-dire l'établissement des droits égaux entre Juifs et Arabes de Palestine dans un seul Etat, laïque et démocratique, position défendue par la IV^e Internationale depuis plus de soixante ans, n'est-elle pas la seule solution conforme aux besoins fondamentaux des peuples de la région ?

IL Y A UNE NATION PALESTINIENNE

La nation palestinienne s'est constituée à travers les pires bouleversements. La spoliation des terres, l'expulsion violente de 850 000 habitants sur une population totale d'environ un million en 1948, cet attachement viscéral à la terre, le refus de se soumettre sont à l'origine de l'émergence et de l'imprégnation des revendications démocratiques palestiniennes, cimentées par l'exigence du droit au retour, indissociable du droit à la nation.

La partition de la Palestine en 1947 (alors sous mandat britannique) entre l'Etat d'Israël et la monarchie hachémite de Jordanie, puis la négation du droit même d'exister pour le peuple palestinien sont à l'origine du chaos épouvantable dans lequel se trouve plongé le Moyen-Orient depuis soixante ans. La question nationale palestinienne, produit direct de la décadence de l'impérialisme, fondée sur la crise du système de la propriété privée des moyens de production, représente le mouvement infatigable des réfugiés et de leurs descendants qui veulent retourner dans leur pays.

Dans un article publié le 2 février, le journal français *Le Monde* rapporte à ce propos les faits suivants :

« Ici, comme vraisemblablement dans la douzaine de camps de réfugiés palestiniens du Liban, la corruption de l'Autorité palestinienne et sa mauvaise gestion des territoires sont bien sûr évoquées, mais la priorité des gens est ailleurs. Qu'ils soient jeunes ou vieux, parqués ici depuis 1948 avec leurs descendants — ce sont les plus nombreux — ou depuis 1967, au gré des vagues d'expulsions de leur terre, qu'ils se disent pro-Fatah, partisans du Hamas ou d'autres mouvements, ils n'ont qu'une expression à la bouche : "le droit au retour" (...). »

L'article poursuit en citant une jeune réfugiée :

« Elle reproche à l'Autorité palestinienne d'avoir accepté le principe de la création d'un Etat sur les seuls territoires occupés par Israël en 1967. "Cela signifie que nous autres, réfugiés, sommes totalement hors jeu, alors que l'Etat doit être celui de tous les Palestiniens et inclure le droit à leur retour dans leurs foyers", explique la jeune femme, originaire de Safad, dans le nord de la Palestine du mandat britannique. »

A ce propos, la question du droit au retour nécessite de balayer le mythe sioniste du manque de place, et du fait qu'à présent, le retour des réfugiés, en plus de compromettre la nature théocratique de l'Etat d'Israël (nous y reviendrons), se heurterait à la présence de populations juives. Dans son *Atlas of Palestine – 1948*, l'historien palestinien Salman Abou Sitta a parfaitement démontré, cartes à l'appui, que 90 % des sites des villages détruits sont toujours inoccupés, généralement recouvert de parcs et de forêts pour en cacher les vestiges encore visibles.

La question des réfugiés touche directement l'ensemble de la population palestinienne mondiale, estimée à environ 9 millions d'individus. Pas une seule famille n'a été épargnée par la "nakba", c'est-à-dire la "catastrophe", commencée en 1948. La population palestinienne est composée de trois grands ensembles : les habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, et les Palestiniens de la diaspora, dont près de 3 millions vivent dans des camps de réfugiés, constituent les deux premiers groupes. Les Palestiniens de l'intérieur, citoyens "israéliens" de seconde zone, sont quant à eux les descendants directs de ceux qui n'ont pas été expulsés en 1948. Cette population en proie à la ségrégation raciale représente environ 1,3 million d'individus. Parmi eux, pour ne prendre que cet exemple, 70 000 bédouins du Néguev-Naqab (région située au sud de la Cisjordanie) vivent dans des villages "non reconnus" depuis 1948, véritables bidonvilles laissés sans eau ni électricité et continuellement menacés d'être rayés de la carte.

A propos de la construction du "mur de séparation" en Cisjordanie occupée, l'universitaire israélien Neve Gordon écrivait le 14 juillet 2004 (article publié sur www.counterpunch.org) :

“Le dénommé mur de séparation est constitué d’une série de clôtures, tranchées, murs et routes de contrôle, qui n’ont pas été établis sur la frontière internationalement reconnue entre Israël et les territoires occupés de Cisjordanie et Jérusalem-Est, mais plutôt profondément à l’intérieur des territoires palestiniens. La longueur de la totalité du mur projeté, qui serpenterait autour des colonies juives et ceinturerait les villages palestiniens, transformés en quelque sorte en îles, est d’environ 650 km — plus que deux fois la longueur de la frontière internationale. Il passe souvent au sein même des communautés palestiniennes, ce qui sape l’argument d’un mur construit pour séparer les Israéliens des Palestiniens, et ainsi d’assurer la sécurité des premiers (...). Plus de 875 000 Palestiniens seront directement affectés par le mur, soit 38 % de la population de la Cisjordanie. Les enfants sont déjà dans l’impossibilité de rejoindre leur école, les adultes leur travail, les malades leur hôpital (...).”

Poursuivant son analyse, Neve Gordon indique, dans une nouvelle analyse (“*Le Hamas : le legs de Sharon ?*”, dans www.inthesetimes.org) rédigée le 23 janvier 2006 :

« Géographiquement, la barrière est censée élargir le territoire internationalement identifié comme étant israélien en annexant la terre de Cisjordanie, tout en créant des enclaves autonomes pour les Palestiniens. L’itinéraire de la barrière taille en pièces le territoire palestinien en seize petites enclaves internes contenant des villes et villages particuliers. En outre, il coupe la Cisjordanie en au moins deux (nord-sud) et peut-être quatre plus grandes enclaves (le nord est divisé en trois morceaux, nord d’Ariel, sud d’Ariel et sud de Jéricho). En tenant compte de la bande de Gaza, il apparaît clairement que lorsque la barrière sera complète, le futur “Etat palestinien” se composera de trois à cinq régions principales. Ces régions seront presque totalement closes les unes par rapport aux autres, alors qu’Israël continuera d’exercer un contrôle effectif sur toutes les frontières et qu’il pourra les rendre étanches lorsqu’il le voudra. Ce qui est nouveau à propos de la barrière, ce n’est pas la tentative de créer des enclaves dans les territoires occupés, mais c’est l’effort qui vise à transformer ces enclaves en entités quasi indépendantes et qui formeront ostensiblement un Etat palestinien. »

Est-ce là un “Etat” palestinien ?

LE “MUR” EST L’EXPRESSION MÊME DE LA DÉCOMPOSITION IMPOSÉE À TOUTES LES POPULATIONS

Selon un rapport de l’ONU, cité par le journal israélien *Haaretz*, le 8 décembre 2005,

“le nombre de Palestiniens vivant dans la pauvreté a augmenté, pour atteindre les deux tiers cette année (...). On considère que le seuil de pauvreté s’applique à ceux qui vivent avec moins de 2,2 dollars par jour. Mais la moitié de ceux qui vivent dans la pauvreté, soit quelque 1,2 million de Palestiniens, vivent avec 1,6 dollar par jour ou moins.”

Dans la bande de Gaza, les pauvres représentent 78 % de la population (dont 80 % ont moins de 25 ans). La pauvreté est la conséquence des enclaves, des destructions de récoltes, c’est-à-dire d’une occupation militaire qui dure depuis plus de quarante ans.

La répression féroce à l’encontre des Palestiniens, la confiscation des terres, qui dure depuis soixante ans, sont-ils une réponse aux aspirations des populations juives ? Alors que le coût de la construction du “mur de sécurité” s’élève à plus d’un milliard et demi d’euros et que les dépenses considérables de l’Etat hébreu en matière de sécurité débouchent sur des profits extrêmement juteux pour une petite minorité, les Israéliens s’enfoncent également chaque jour davantage dans la crainte vis-à-vis de l’avenir, dans l’incompréhension et dans la décadence. En septembre 2005, le rapport de l’Institut national (israélien) d’assurance indiquait qu’en un an, en 2004,

“110 000 personnes avaient rejoint le cercle de la pauvreté (...). Le nombre total d’enfants pauvres en Israël a atteint 700 000, marquant une augmentation de 14 % dans l’année.”

Le même rapport indiquait que la pauvreté touche 49,9 % des familles arabes, contre moins de 20 % des familles israéliennes.

Cette situation concerne 60 % des enfants arabes, soit 420 000 enfants.

En tout, 720 000 enfants vivent sous le seuil de pauvreté dans l’Etat d’Israël, pour une population totale de 5,8 millions d’habitants.

Dans un commentaire publié par *Yediot Aharonot*, le journaliste Sever Plocker indiquait (9 août 2005) :

“A présent, la pauvreté est l'échec le plus flagrant du sionisme ; c'est une disgrâce, une bombe sociale à retardement.”

Un autre rapport, réalisé par le centre “Adva” pour la recherche sociale dans l'Etat d'Israël, indique :

“Les 20 % d'Israéliens les plus favorisés ont, à eux seuls, gagné 44 % de l'ensemble des revenus l'an dernier, contre 40 % en 1990 (...). Les salariés ashkénazes (Juifs originaires des pays d'Europe non méditerranéens) ont en moyenne des revenus 36 % plus élevés que ceux de leurs compatriotes séfarades (Juifs originaires des pays méditerranéens), et les revenus des femmes sont en moyenne 63 % inférieurs à ceux des hommes” (dépêche AFP, 13 décembre 2005).

Le sionisme, qui met en œuvre la négation totale du droit des Palestiniens à la nation, ne programme-t-il pas également la destruction de la “démocratie” pour les Juifs, condamnés à devenir également des parias ?

Le sionisme était censé apporter une solution au règlement de la question juive. Le mur, la répression, la propre décadence de la société israélienne démontrent qu'il plonge tous les peuples, y compris le peuple juif, dans l'impasse et la barbarie. Encore une fois, y a-t-il une solution en dehors de l'établissement des droits égaux ?

Dans le cadre de la conquête et du contrôle absolu du “Grand Moyen-Orient” par l'impérialisme américain, qui s'étend, selon George Bush, de la Mauritanie au Pakistan et qui contient la majeure partie des réserves énergétiques mondiales, l'Etat hébreu est dorénavant appelé à coopérer comme ses voisins arabes, tous voués à la décadence. Les peuples vont-ils accepter ? L'impérialisme avance en fonction de la définition de ses besoins propres, sans être capable de mesurer les effets de sa politique, comme on le voit aujourd'hui en Irak.

LA POLITIQUE AMÉRICAINE À L'ŒUVRE

La disparition soudaine d'Ariel Sharon de la scène politique mondiale a certainement créé un moment de déroute dans la

“classe” politique israélienne. Pourtant, il sera très vite remplacé par son bras droit, Ehoud Olmert. La mise en œuvre de la politique américaine n'attend pas.

Le 25 janvier, 1,3 million d'électeurs palestiniens — sur plus de 6 millions en âge de voter à travers le monde — étaient donc appelés à désigner leurs élus au Parlement (sans pouvoir et sous contrôle militaire) de l'Autorité palestinienne.

L'alternative posée par la “communauté internationale” (lisez l'impérialisme américain) conformément aux plans du “Grand Moyen-Orient”, dont la mise en œuvre passe par la dislocation de tous les cadres organisés, n'est-elle pas de créer un Etat-ghetto palestinien, et peu importe qu'il soit religieux s'il s'intègre dans l'ordre établi, à côté d'un Etat-ghetto israélien, fondé sur des critères ethniques ? Peut-il y avoir une solution démocratique conforme aux droits de tous les peuples dans ce cadre-là ?

Devant le résultat des élections, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a dû admettre que

“le peuple palestinien a des besoins d'ordre humanitaire. C'est une population très pauvre. Mais le fait est que les Etats-Unis considèrent ou ont classé le Hamas comme une organisation terroriste, et nous n'allons évidemment pas fournir de l'aide à une organisation terroriste” (dépêche Reuters, 27 janvier 2006).

Nous ne saurons pas ici pourquoi la population palestinienne est pauvre et a des besoins d'ordre humanitaire. N'est-ce pas le fondement de la situation actuelle, comme nous l'avons vu plus haut ? Chacun peut interpréter les résultats comme il l'entend : les faits sont là, les Palestiniens des territoires occupés ont voté pour leur libération et pour le droit au retour.

Dans l'Etat hébreu, le Premier ministre par intérim, Ehoud Olmert, vient quant à lui d'affirmer que son gouvernement n'aura aucun contact avec le Hamas, qui, dans les conditions actuelles, “ne peut être considéré comme un interlocuteur”. Cette attitude est permanente et n'est pas liée à la nature du Hamas. De son vivant, Yasser Arafat était déjà présenté par le gouvernement israélien comme un obstacle à la paix. Un an après sa mort, le ministre israélien de la Défense, Shaül Mofaz, indiquait au quotidien *Yediot Aharonot* qu’*“il n'y a personne avec qui parler (...). Israël devra attendre jusqu'à la*

prochaine génération de dirigeants palestiniens” pour un accord de paix.

Que constatons-nous trois semaines après la proclamation des résultats ? Des dirigeants du Hamas expliquent, à l’instar de Khaled Mechaal, chef du bureau politique, dans une interview à la BBC le 8 février dernier :

“Nous disons maintenant que si Israël se retire derrière les frontières de 1967, il pourrait y avoir la paix et la sécurité dans la région, et des accords entre les parties jusqu’à ce que la communauté internationale trouve un moyen de résoudre les problèmes de tous (...). La trêve serait de longue durée.”

Commentaire du Figaro (9 février) :

“Mechaal effectue une évolution significative en plaçant le règlement définitif du conflit entre les mains de la communauté internationale.”

C’est-à-dire dans la perspective des deux Etats. A une question posée par l’hebdomadaire allemand *Der Spiegel* (6 février 2006) sur le fait de savoir si le Hamas acceptera les accords d’Oslo, Khaled Mechaal répond :

“Le but de cet accord n’était pas de mettre en œuvre les droits des Palestiniens. Les accords ont échoué, comme nous l’avions prédit. Néanmoins, nous devons les considérer comme un fait (...).”

Plus loin, Mechaal indique à propos du président de l’Autorité palestinienne :

“Nous avons un grand respect pour lui. Il a supporté les élections avec dignité et nous prévoyons de travailler avec lui, plus que le Fatah n’a travaillé avec lui, en fait.”

Dans un article publié par le quotidien israélien *Haaretz*, jeudi 2 février, Amira Hass commente ainsi une interview donnée par le principal dirigeant du Hamas en Cisjordanie, Ismail Haniya :

“(Comme Arafat avant lui) Haniya est certain d’assister à un retrait progressif de l’occupant, sans saisir la manière pernicieuse par laquelle Israël aggrave son emprise des terres de Cisjordanie. Comme Arafat, Haniya reprend la vieille définition de l’occupation, qualifiant celle-ci de simple présence militaire, sans saisir la façon dont l’occupant enserme les libertés des personnes. On peut supposer que le Hamas accordera une part importante des promesses faites au peuple par Haniya : l’amélioration du fonctionnement de la fonction publique, de la gestion des fi-

nances, de la sécurité publique, ainsi qu’une meilleure écoute de la population. Mais et la libération ? Et la liberté ? Par quels moyens Gaza est-elle supposée se libérer ? Haniya semble non seulement sous-estimer le contrôle assuré par Israël sur la bande de Gaza, mais surtout, il semble avoir des difficultés à imaginer ce qui se passe en Cisjordanie.”

L’objectif de constituer un pseudo-Etat palestinien ne mène-t-il pas à l’impasse ?

Enfin, et cela pour la première fois depuis 1948, le Premier ministre israélien par intérim, Ehoud Olmert, a indiqué dans le même temps à la télévision israélienne qu’il entendait “fixer des frontières définitives à l’Etat d’Israël”, qui intégreraient les principaux blocs de colonies en Cisjordanie et la totalité de la ville de Jérusalem :

“Nous allons nous séparer de l’essentiel de la population palestinienne (...). Cela nous contraint à nous séparer de territoires où Israël est présent aujourd’hui.”

Ce à quoi Condoleezza Rice a répondu que “personne ne devrait prédéterminer de façon unilatérale le résultat d’un accord sur le statut final”, dans la mesure où, estime Rice, le Hamas devra en passer là où Arafat est passé.

Dans l’Etat d’Israël, un mouvement se profile, convergeant vers les positions américaines. Avec les déclarations de Peretz au congrès du Parti travailliste qui vient de se tenir et à la “conférence d’Herzliya” (qui regroupe une fois par an les principaux décideurs de l’Etat), disant que, sous sa direction, le gouvernement israélien garderait les “blocs de colonies” incrustées dans la Cisjordanie. Avec Netanyahu, président du Likoud, déclarant qu’Israël ne devait pas garder les régions de Cisjordanie à concentration de populations arabes. Olmert, quant à lui, a déclaré à cette même conférence que “la démographie sera la frontière géographique” d’Israël. On arrive à présent, de part et d’autre de la Ligne verte (qui représente depuis 1967 la séparation entre la Cisjordanie et l’Etat d’Israël), à l’objectif de Bush, et auparavant de Clinton en 2000 à Camp David.

LE COMBAT POUR UN SEUL ÉTAT

Alors même que viennent de se dérouler les élections au Parlement de l’Autorité

palestinienne, se préparent pour le mois de mars 2006 les élections au Parlement de l'Etat d'Israël, la Knesset. On ne saurait séparer le sort des "Arabes israéliens", plongés dans la ségrégation raciale, du sort de tous les Palestiniens, dont la revendication centrale du droit au retour est plus que jamais menacée. Dans une tribune consacrée à ce sujet, Ameer Makhoul, président de l'association de Palestiniens de l'intérieur Al Ittijah, indiquait, le 13 janvier :

"Deux batailles électorales vont se dérouler, auxquelles participent deux composantes du peuple palestinien, chacune à part, de façon distincte, l'une en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec quelques habitants de Jérusalem occupée, pour élire le Conseil législatif palestinien, dans le cadre de l'Autorité palestinienne, dont la souveraineté est limitée ; et l'autre, à laquelle participent les Palestiniens à l'intérieur de la Ligne verte, pour élire des représentants dans un Parlement qui n'est pas le leur, dans un Etat qui n'est pas le leur, qui est la Knesset israélienne (...). L'état de fragmentation est ce qui domine sur le plan palestinien (...), il vise à morceler la question palestinienne, faisant d'elle des questions que l'on pose sur les Palestiniens, mais sans aucun lien palestinien entre elles."

D'un côté comme de l'autre, la revendication fondamentale du droit au retour et de la constitution d'un seul Etat, sur tout le territoire historique de la Palestine, n'aura pas le droit de cité pendant le scrutin. Qui doit décider pour le peuple palestinien ? Par-delà les frontières imposées dans le sang, le peuple palestinien, dont on veut faire un peuple de parias, ne demande pourtant qu'à vivre libre dans son pays. Est-ce là une demande exorbitante ? C'est le sens de l'initiative prise par le Comité palestinien pour le droit au retour (section France), qui dit :

"Avant les accords d'Oslo et l'instauration du Conseil législatif, c'était l'Organisation de libération de la Palestine et surtout le Conseil national palestinien (Parlement en exil) qui regroupaient les représentants des Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur. Elles étaient les seules instances souveraines habilitées à la prise de décisions et des orientations politiques concernant le projet national de libération (...). Le processus actuel de négociation nous exclut de notre droit au retour, et de notre droit légitime à la démocratie."

Nous réclamons l'application de notre droit au retour sur notre terre, comme précisé par le droit international.

Nous réclamons le pouvoir de voter pour nos propres représentants au Conseil national palestinien, l'assemblée souveraine de l'OLP, notre seul et légitime représentant."

Ne s'agit-il pas là d'une initiative d'unité, qui, indépendamment des positions de chacun sur l'évolution du Conseil national palestinien depuis sa création en 1964, est à même de regrouper dans une initiative commune toutes les parties arbitrairement séparées de la nation palestinienne ?

Encore une fois, nous posons la question : y a-t-il une autre solution que la constitution d'un seul Etat garantissant les droits égaux de toutes les composantes, arabes et juives, de la nation palestinienne ? La résolution du Deuxième Congrès mondial de la IV^e Internationale en 1948, qui traitait de ce sujet, ne conserve-t-elle pas toute son actualité ?

« La IV^e Internationale repousse comme utopique et réactionnaire la solution "sioniste" à la question juive : elle déclare que la répudiation totale du sionisme est la condition sine qua non pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire d'exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire de faire appel à l'immigration d'opresseurs dans les pays coloniaux en général. Elle soutient que la question de l'immigration et des rapports entre Juifs et Arabes ne peut être convenablement décidée qu'après l'expulsion de l'impérialisme, par une Assemblée constituante librement élue avec pleins droits pour les Juifs comme minorité nationale. »

C'est la raison pour laquelle la IV^e Internationale soutient le développement de la revue *Dialogue*, dont le sous-titre est : "Revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine – Pour le droit au retour, pour un seul Etat." Les événements ne démontrent-ils pas la nécessité d'ouvrir largement la discussion sur ces questions aujourd'hui, de permettre les échanges entre militants, pour dégager, sur la base des faits, les solutions conformes aux intérêts fondamentaux de tous les peuples ?

François Lazar

Notes sur la situation aux Etats-Unis

(deuxième partie)

Par Alan Benjamin

Le IX^e Congrès national de Socialist Organizer se tiendra quelques semaines après le discours de Bush sur “l’état de l’Union”, dans lequel il annonçait un budget de 2,77 milliards de dollars, qui augmente les prévisions budgétaires pour l’armée et la “sécurité intérieure” dans des proportions astronomiques et réduit de façon drastique les budgets de 141 programmes sociaux. Ce projet de loi a été adopté par les deux Chambres en décembre, mais, à cause de changements intervenus dans la représentation sénatoriale, il doit à nouveau être présenté à la Chambre des représentants lorsque la session parlementaire reprendra ses travaux après l’interruption des vacances d’hiver, et il sera très probablement adopté.

Le projet de loi portant sur le budget fédéral prévoit une réduction des dépenses de santé pour les personnes âgées (programme Medicare) de 36 milliards de dollars. D’autres réductions tout aussi révoltantes sont également prévues, comme par exemple la mise en extinction sur cinq ans du fonds spécial d’un milliard pour la petite enfance, ainsi que la liquidation totale du programme Com-

modity Supplemental Foods (assistance pour la nourriture et les produits de première nécessité), qui assure une aide aux personnes âgées à bas revenus, aux femmes enceintes et aux enfants en situation de précarité financière. Il n’est pas surprenant que tout le budget prévu pour l’aide aux victimes de Katrina subisse des coupes claires.

Pour le seul Etat de Californie, on estime que le projet de budget fédéral se soldera par un minimum de 3,1 milliards de réductions dans les dépenses sociales.

Alors que Bush attaque les secteurs les plus vulnérables de la classe ouvrière au niveau social, il poursuit sa politique de réduction d’impôts pour les secteurs les plus riches de la population. Tout cela au nom de la réduction du déficit budgétaire.

US Labor Against the War a porté l’appréciation suivante sur le budget et la

Ces notes sont extraites de la deuxième partie du rapport préparatoire au congrès de Socialist Organizer, qui combat aux Etats-Unis pour le programme de la IV^e Internationale. La première partie a été publiée dans *La Vérité*, n° 46.

guerre dans un appel à manifester à New York le 29 avril :

«La guerre en Irak coûte des milliards de dollars détournés des budgets nécessaires pour satisfaire des besoins humains tels que les emplois, la santé, le logement, l'éducation, les infrastructures, les dispositions à prendre pour les victimes de catastrophes, la reconstruction des régions du golfe du Mexique dévastées par les ouragans, la protection de l'environnement, etc.

Des millions de dollars sont pris dans la poche des contribuables pour alimenter les caisses des patrons copains et coquins de l'administration Bush (...) dans une guerre qui a servi d'écran de fumée derrière lequel les patrons se sont déchaînés contre les travailleurs et contre nos syndicats : les retraites annulées, les emplois délocalisés et privatisés, les usines liquidées, les conditions de travail aggravées, les immigrants désignés comme boucs émissaires et les garanties que nous avons réussi à obtenir par nos combats, réduites à néant.

Pour les riches, des exemptions d'impôts, pour les patrons, des subventions, et c'est nous qui devons nous serrer la ceinture.»

LA GUERRE ET LA MONTÉE DE LA CRISE

Noam Chomsky, l'analyste politique bien connu, déclarait dans une interview au *Seattle Weekly* (9 décembre 2005) :

« Aucune de ces attaques contre les travailleurs, aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'étranger, ne pourrait avoir lieu s'il existait un parti d'opposition. La politique des démocrates est si proche de celle des républicains qu'ils ne peuvent rien faire contre ces attaques. Quand ils ouvrent la bouche sur l'Irak, George Bush ou Karl Rove les apostrophent pour leur dire : "Comment pouvez-vous critiquer quoi que ce soit ? Vous avez tous voté les crédits de guerre." Et, au fond, oui, ils ont raison. »

C'est parfaitement juste. Comme en témoigne la position prise par Nancy Pelosi, de San Francisco, à la tête de la minorité parlementaire démocrate. Tout récemment, M^{me} Pelosi a pris des positions nettement plus tranchées contre la guerre

en Irak, mais elle a continué à soutenir les augmentations des dépenses militaires. En décembre, elle a approuvé les 8 % d'augmentation des dépenses militaires et les 7 % d'augmentation du budget de la sécurité intérieure. Après le discours de Bush sur "l'état de l'Union", M^{me} Pelosi a indiqué qu'elle voterait à nouveau pour les augmentations de dépenses militaires.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de contradictions à l'intérieur des deux partis du patronat américain et entre eux. Au contraire. La corruption flagrante qui existe aux plus hauts sommets de l'administration Bush est si vivement dénoncée que les politiciens des deux bords ne peuvent pas faire comme s'ils l'ignoraient. Karl Rove et Lewis Libby, les conseillers de Bush et de Chesney les plus écoutés, risquent à tout moment d'être mis en accusation pour mise en danger de la sécurité du pays pour avoir fait des révélations sur un agent de la CIA dans un article qui dévoile les gigantesques manœuvres de manipulation des médias auxquelles se livre le gouvernement.

Le sénateur Bill Frist, chef du groupe des sénateurs républicains, fait l'objet d'une enquête pour délit d'initié. Tom Delay, chef de file des parlementaires républicains, s'est fait épingleur pour corruption active (financement illégal de la campagne électorale).

Ce ne sont que quelques cas parmi les plus importants. Et quand un ancien aide de camp du général Colin Powell critique ouvertement l'administration Bush et l'accuse de jouer les "cow-boys" en politique étrangère, on peut se dire que ce pays est plongé dans une grave crise politique.

Le scandale de l'espionnage des citoyens américains mis en place par Bush suscite l'indignation auprès de larges secteurs de la population. Bush a donné le feu vert pour ce programme sans en avoir eu l'autorisation préalable, et encore moins avoir consulté les membres du Congrès.

Et puis, il y a la crise économique, qui s'aggrave et contribue à déstabiliser encore plus le corps politique.

Fin janvier, la compagnie Ford Motor annonçait la fermeture de quatorze usines

dans tout le pays et le licenciement de 30 000 travailleurs, ce qui équivaut à 25 % de tous ses salariés en Amérique du Nord.

Cette annonce succède à une déclaration des responsables de General Motors indiquant qu'ils ont l'intention de procéder à 30 000 suppressions d'emplois aux États-Unis et au Canada, et à une autre déclaration de responsables de Daimler-Chrysler de supprimer 6 000 emplois administratifs.

En tout, sur les cinq années qui viennent de s'écouler, ceux que l'on appelle les "trois grands" de la construction automobile aux États-Unis ont déjà annoncé — ou sont sur le point de le faire — des plans de 140 000 licenciements, ce qui équivaut à un tiers de leurs employés.

Selon l'économiste Charles Mc Million, qui s'exprimait dans le numéro du 19 janvier de *Manufacturing & Technology News*, pendant les cinq ans qui viennent de s'écouler sous la présidence de Bush, l'industrie a perdu 16,5 % d'emplois aux États-Unis. Les secteurs les plus durement touchés sont les industries de la confection, du textile, du matériel de télécommunication et des semi-conducteurs. Dans ces secteurs industriels, la main-d'œuvre a diminué de 37 à 46 %. En une demi-décennie, les grandes industries ont enregistré une énorme perte de substance.

Mark Dudzik, responsable national du Labor Party, a résumé ainsi l'année 2005 dans un éditorial publié dans le numéro de janvier 2006 du journal *Labor Party News* :

"Après une année comme 2005, pouvons-nous encore croire que les démocrates ont constamment été à côté de la plaque ? Quand allons-nous enfin admettre qu'ils sont tout simplement incapables de formuler, et encore moins de se battre, pour une politique qui réponde aux besoins réels et qui puisse susciter l'adhésion populaire ?"

LE COMBAT POUR UN LABOR PARTY

Cela fait quinze ans, depuis que Socialist Organizer existe, que nous mettons au centre de notre activité politique la construction d'un parti ouvrier aux États-Unis. A maintes reprises, nous avons

déclaré que la tâche politique principale à laquelle les travailleurs de ce pays sont confrontés est d'amener les syndicats à rompre avec le Parti démocrate et à construire leur propre instrument politique, un Labor Party (parti ouvrier), en faisant alliance avec tous les groupes d'exploités et d'opprimés.

Dans des articles publiés dans *La Vérité*, nous avons apporté des témoignages de notre combat pour le parti ouvrier. Socialist Organizer a peu à peu trouvé sa place comme un courant du mouvement ouvrier, menant un combat acharné pour un Labor Party qui présenterait des candidats aux élections contre les démocrates et les républicains, donnant aux travailleurs de ce pays le moyen de se faire entendre tout en mettant en avant la rupture avec les partis du patronat.

Lors du dernier congrès national du Labor Party à Washington, en juin 2002, notre prise de position pour présenter des candidats a été approuvée par plus de 30 % des délégués. 175 délégués au congrès ont pris part à un groupe de réflexion sur des candidatures indépendantes du Labor Party ; y participaient certains des membres les plus influents du Labor Party, y compris Donna Dewitt, secrétaire générale adjointe de l'AFL-CIO de Caroline du Sud, et Baldemar Velasquez, président du FLOC (comité d'organisation des travailleurs agricoles).

Depuis l'élection de George W. Bush en novembre 2000, le Labor Party n'a pas progressé. La raison première de cette absence de progression se trouve dans le mouvement ouvrier en général. Depuis la "sélection" de George W. Bush (car, en fait, il s'agit d'une élection "volée", il n'a pas vraiment été élu par une majorité) en 2000, le mouvement ouvrier dans son ensemble est paralysé par la politique du "moindre mal". On nous a expliqué : maintenant, il faut se "débarrasser de Bush", ce qui signifiait qu'il fallait voter pour les démocrates, qui représentaient le "moindre mal". La majorité des syndicats nationaux qui avaient lancé le Labor Party ont quitté le navire, à commencer par le syndicat qui avait été à l'origine du Labor Party, le syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'atome (OCAW).

La débâcle du Parti démocrate en 2004 — combinée à la crise généralisée de la direction du mouvement ouvrier dans son ensemble (qui a cependant un bon côté, puisque cela a ouvert une large discussion sur le fait que le Parti démocrate ne défendait pas et ne se battait pas pour les intérêts de la classe ouvrière) — a ouvert une situation nouvelle dans ce pays, qui est mûr pour la construction du Labor Party et pour que des candidats du Labor Party se présentent aux élections.

Fait plus important encore, le Labor Party a repris des couleurs, surtout grâce à l'activité de Mark Dudzic, son nouveau responsable national, qui a vigoureusement dénoncé la campagne présidentielle de Kerry et lancé un vibrant appel aux syndicats pour les convaincre de soutenir le Labor Party. Dudzic a montré que, jamais, dans l'histoire récente des Etats-Unis, il n'y avait eu si peu de différences entre les candidats de la classe dirigeante. Il a également montré que les démocrates s'obstinaient à poursuivre leur stratégie consistant à rivaliser avec les républicains, ce qui les avait menés à l'échec — ce que nous avons appelé (le programme) "républicain allégé".

Le premier résultat du tournant de la situation politique après la campagne de Kerry et la résurgence de Dudzic et du Labor Party, c'est que la direction nationale du syndicat des sidérurgistes américains (USWA) vient d'adopter une résolution de soutien au Labor Party et pour lui apporter des ressources financières très importantes. Le président de l'USWA, Leo Gerard, né au Canada, élevé dans le moule du NDP, qui combat pour le système de sécurité sociale basé sur la répartition, a été un des orateurs remarquables lors du congrès de 2002 du Labor Party à Washington, mais à l'époque, le syndicat des sidérurgistes n'avait pas encore apporté son soutien officiel au Labor Party. Cela représente un progrès important. L'USWA est actuellement le syndicat des travailleurs de l'industrie le plus important dans le pays, puisque le PACE (résultant de la fusion entre l'OCAW et le syndicat des ouvriers des papiers et cartons) a fusionné avec le syndicat des sidérurgistes.

Mais Dudzic et le Labor Party ne se sont pas contentés de dénoncer la poli-

tique du Parti démocrate. Pour la première fois depuis le lancement de l'organisation Labor Party Advocates, en 1991, ils ont décidé de présenter un candidat du Labor Party à l'élection de l'Assemblée de Caroline du Sud en novembre 2006 — une campagne prise en mains par la très active section locale du syndicat des dockers ILA de Charleston et soutenue par l'AFL-CIO de Caroline du Sud. Cela représente un gigantesque pas en avant dans la construction du Labor Party.

Il faut également noter que ce n'est pas une candidature de "fusion" — c'est-à-dire un candidat qui se présenterait à la fois sur une liste Labor Party et sur une liste d'un autre parti, comme le Parti démocrate. Le règlement électoral dans beaucoup d'Etats, y compris la Caroline du Sud, autorise ce genre de campagne électorale sur un "ticket fusionné", comme on l'appelle. Le Parti communiste, par exemple, s'est illustré au fil des années pour avoir toujours cherché à promouvoir des "tickets fusionnés" avec des candidats se présentant à la fois comme candidats démocrates et candidats de l'American Labor Party (de la fin des années 1930) ou candidats du "Parti du progrès" (dans les années 1960). Aujourd'hui, l'exemple le plus connu d'un parti qui met en avant de tels "tickets fusionnés" est le Working Families Party ("Parti des familles ouvrières") de l'Etat de New York.

Dès le départ, le Labor Party actuel, fondé à Cleveland en 1996, a adopté la position qu'il ne soutiendrait ni les démocrates ni les républicains. Puis, en 1998, il a adopté un principe électoral selon lequel tous les candidats du parti devaient avoir une base réelle dans les syndicats et devaient rejeter tout "ticket fusionné". Le fondateur du Labor Party, Tony Mazzocchi, comprenait que des pressions énormes s'exerceraient sur le parti quand celui-ci commencerait à présenter ses propres candidats, pour l'amener à se présenter sur des "tickets fusionnés" ou amener ses candidats à soutenir les démocrates au niveau national.

Des pressions se sont déjà exercées en Caroline du Sud pour que le comité d'organisation du Labor Party se présente sur un "ticket fusionné". Mais, comme l'a indiqué Adolph Reed, responsable du

Labor Party, dans le numéro de février 2006 de *Labor Party News*, le parti a très tôt rejeté cette approche de “fusion”, s’est engagé à présenter un candidat et un programme sur une ligne d’indépendance.

Cette résistance aux pressions est la marque d’une véritable volonté du Labor Party. C’est crucial non seulement pour mettre en avant la rupture nette avec les “républocrates”, mais c’est aussi la garantie que le candidat se présentera au service des travailleurs et de leur combat. Le Labor Party a adopté un programme de progrès ; il se prononce pour le système de sécurité sociale basé sur la répartition, l’abrogation de la loi Taft-Hartley, la gratuité des études supérieures, une diminution très importante du budget de guerre pour que les fonds puissent être utilisés à des fins sociales, etc. Le seul moyen qui garantisse que les candidats du Labor Party soient fidèles au programme du parti et responsables devant le parti dans sa totalité est qu’ils se présentent strictement sur le programme du parti. Le respect du mandat est au cœur d’un mouvement ouvrier indépendant.

A Socialist Organizer, nous avons l’importante responsabilité de soutenir et de faire avancer la campagne électorale du Labour Party en Caroline du Sud. Depuis notre création en 1991, nous espérons arriver à montrer aux syndicalistes de ce pays qu’on peut réussir, que c’est possible. En Caroline du Sud, tout est prêt pour que ce soit fait. Il y faut non seulement notre soutien par nos prises de parole et nos tracts, mais aussi notre soutien matériel.

Durant les premiers mois de 2006, il faut que nous organisions des réunions pour lever des fonds pour le Labour Party de Caroline du Sud. Le premier obstacle majeur et de faire enregistrer le parti. Cela demande beaucoup d’argent, car il faut que des militants sillonnent l’Etat, afin de récolter les 10 000 signatures de personnes qui veulent que le Labour Party se présente aux élections.

Nous avons besoin de lever des milliers de dollars pour faire face à cette campagne. Il faut que chaque adhérent, chaque militant de Socialist Organizer s’implique dans la campagne. Il faut que nous expliquions largement que cette campagne en Caroline du Sud montre la

voie pour tous les travailleurs, aussi bien dans cet Etat que dans tout le pays.

Il faut que nous construisions Socialist Organizer pour pouvoir construire un véritable Labor Party dans ce pays. Une section américaine de la IV^e Internationale comptant quelques centaines de membres, la majorité bien enracinés dans le mouvement ouvrier, pourrait avoir une influence énorme pour fournir un point d’appui et construire le Labor Party au plan national.

C’est faisable ; mais cela demande davantage que de bonnes intentions. Cela demande que Socialist Organizer élabore un plan de construction du parti ; cela demande une vigilance constante de la part de la direction.

Il faut aussi que nous changions petit à petit, régulièrement, avec patience et conviction, la façon dont nous fonctionnons depuis que notre mouvement est né.

Cela nous amène à la campagne que nous menons pour des candidatures ouvrières aux élections locales et régionales en 2006, et surtout la campagne pour un candidat noir indépendant à l’élection présidentielle de 2008.

Comme les camarades le savent, nous avons lancé un appel pour ces candidatures au début de 2005. Notre appel a été bien reçu, mais cela ne s’est pas matérialisé en 2005 — qui n’était pas une année électorale et pendant laquelle peu d’élections se sont déroulées.

A Sacramento, un groupe de syndicalistes — comprenant l’ancien secrétaire général adjoint de l’union locale de l’AFL-CIO de Sacramento — a invité un représentant de Socialist Organizer à deux reprises pour présenter cet appel à des candidatures locales ouvrières indépendantes lors d’une réunion de militants ouvriers locaux tenue dans cette ville.

Tout est prêt pour que nous poursuivions la discussion avec ces militants, afin de déterminer si une campagne électorale indépendante spécifique peut être lancée à Sacramento en novembre 2006. Il existe une solide force militante dans le Local 1 000 (section locale) du syndicat SEIU (employés), qui pourrait agir pour lancer cette campagne. Ce type de combat exige qu’une ou plusieurs sections syndicales locales y prennent part.

Sans aucun doute, l'existence d'un candidat du Labor Party en Caroline du Sud sera un point d'appui pour tous nos combats dans d'autres villes.

Cependant, alors que nous nous engageons dans cette action pour l'année qui vient, il y a un obstacle que nous devons absolument éviter. Nous devons exclure la possibilité que les candidats ouvriers indépendants se présentent sur une liste du parti Vert. Sous prétexte de gagner des voix, cela réduirait à néant le caractère indépendant de ces candidatures. Les Verts ne représentent absolument pas un moyen d'action pour une politique d'indépendance de classe ; ils représentent un obstacle dans cette voie.

Sans aucun doute, le fait que les syndicats n'aient pas réussi à construire leur propre Labor Party a laissé un vide politique que les Verts ont occupé, et les syndicalistes et militants s'y sont engouffrés pour exprimer leur condamnation des démocrates. En fait, une grande proportion de la base électorale du Labor Party s'est résignée à voter pour les Verts simplement parce qu'ils voulaient faire quelque chose, et c'est tout ce qu'ils avaient sous la main.

Les Verts ne sont pas un parti de la classe ouvrière. C'est le parti de la "société civile", un parti de collaboration de classe. En 2004, le courant majoritaire des Verts a ouvertement et publiquement soutenu John Kerry, celui qui a déclaré au grand patronat qu'il serait le meilleur P-DG pour le pays. Le principal courant minoritaire, qui n'a pas quitté le parti quand celui-ci a apporté son soutien à John Kerry, a soutenu le "ticket" Nader-Camejo, qui, lui aussi, a apporté en sous-main son soutien aux démocrates en passant un accord pour appeler à voter démocrate dans les "États décisifs", à charge de revanche. Les deux courants des Verts considèrent qu'il est à la fois légitime et nécessaire de soutenir les démocrates — surtout les démocrates de Kucinich. Aucun des deux courants ne considère que la classe ouvrière, ses organisations et ses syndicats représentent la base pour reconstruire la société dans l'intérêt de la majorité ouvrière.

Ce n'est pas tout. Les Verts — tous les courants — sont les promoteurs des campagnes pour "le commerce équitable" ou

"le commerce responsable". Depuis trois ans, Global Exchange (*une ONG — NDLR*) —, en liaison avec les Verts, organise ce qu'ils appellent des fêtes de l'environnement dans les grandes villes des États-Unis. Ces rassemblements mettent en exergue les grandes firmes qui s'intitulent "citoyennes", parce qu'elles respectent "*les codes de bonne conduite*" à l'usage du patronat. Lors de ces fêtes sont aussi organisées des tables rondes entre la communauté des "militants" et la communauté "du monde des affaires" concernant les "*challenges de la nouvelle économie globale*" et la nécessité d'établir de nouveaux "*partenariats*".

Peu importe que ces entreprises pratiquent une comptabilité en partie double, comme par exemple le fabricant de jouets Mattel, en Chine, ou qu'elles délocalisent l'essentiel de leurs activités vers des ateliers où les employés n'ont pas le droit de se syndiquer. Lors de ces fêtes, les Verts accordent leur label à ces entreprises avec toutes sortes de cérémonies de remises de prix et autres. Ces entreprises peuvent ainsi à moindre frais se payer une bonne publicité, puisqu'elle reçoivent l'appellation de firmes "*de commerce équitable*", dignes du "*label social*".

LE COMBAT POUR UN PARTI OUVRIER NOIR

Dans *La Vérité*, n° 38-39, la rédaction a publié une longue contribution intitulée : "*Les fondements théoriques de notre combat pour un parti ouvrier noir aux États-Unis.*"

Cet article expose en détail pourquoi, depuis le congrès de fondation de Socialist Organizer, en février 1991, nous appelons à l'organisation politique indépendante des travailleurs noirs à l'intérieur du Labor Party.

Voici ce que nous déclarions dans la résolution politique adoptée à la huitième convention de Socialist Organizer, en novembre 2003 :

"Depuis sa fondation en 1991, Socialist Organizer (...) appelle à la constitution d'un parti ouvrier noir, tout en étant conscient de la nécessité d'aider le

futur parti ouvrier noir à s'orienter vers le Labor Party, afin qu'il ne se détache pas du Labor Party et de la classe ouvrière en général, mais qu'il devienne — sous quelque forme particulière que ce soit — une composante essentielle et à part entière du Labor Party."

La résolution précisait :

"L'intégration d'un parti ouvrier noir comme composante noire du Labor Party sera décisive pour le développement du Labor Party et pour sa capacité à promouvoir de façon cohérente les intérêts de la classe ouvrière et de tous les opprimés."

Dans une contribution écrite adressée aux militants noirs des États-Unis qui ont soutenu le Tribunal international sur l'Afrique, le camarade Lybon Mabasa, président du Socialist Party of Azania (Afrique du Sud), expliquait l'importance de l'appel à la constitution d'un parti ouvrier noir, composante du Labor Party aux États-Unis. Il expliquait également pourquoi cet appel était crucial pour les peuples d'Afrique. Il est intéressant de citer ici quelques extraits de cette déclaration pour comprendre l'importance vitale de cette discussion parmi les militants ouvriers partout en Afrique :

"Nous, SOPA, soutenons l'appel à la constitution d'un parti ouvrier noir aux États-Unis, qui serait amené à s'intégrer au Labor Party comme composante de celui-ci. Les travailleurs noirs et la population noire des États-Unis — d'abord comme produit de l'histoire de l'esclavage, suivi de l'exclusion politique et économique pour des motifs racistes — ont la responsabilité de s'organiser en tant que tels à partir de la spécificité de leurs conditions de vie avant de rejoindre les autres travailleurs dans la lutte collective pour l'établissement d'un Labor Party. C'est en quelque sorte une lutte différente, mais similaire, de celle des Noirs d'Azanie (...).

Plus que pour toute autre minorité constitutive des États-Unis, c'est le travail atroce des esclaves — hommes et femmes — qui a contribué à établir la nation que constituent aujourd'hui les États-Unis d'Amérique. Ils ont littéralement construit ce pays au prix de leur sang et de leur sueur, pour le moins qu'on puisse dire (...).

Il faut que les travailleurs et que la population noirs s'organisent en un parti qui prendra la responsabilité de s'atta-

quer aux problèmes liés à leur situation particulière avant même d'envisager de rejoindre la lutte de la classe ouvrière américaine tout entière au sein du Labor Party (...).

Les travailleurs blancs et les travailleurs noirs doivent, comme classe, s'organiser ensemble au sein du Labor Party pour défendre leurs intérêts de classe. Cependant, aujourd'hui, pour des raisons historiques, les travailleurs blancs et les travailleurs noirs ne sont pas sur un pied d'égalité dans la lutte. Il y a des questions politiques nationales concernant les Noirs qui ne sont toujours pas réglées. C'est aux travailleurs noirs, à la population noire et à sa direction politique qu'il incombe d'établir un programme politique pour les résoudre."

Notre appel à la constitution d'un parti ouvrier noir, composante du Labor Party, n'est pas une abstraction ni une idée plaquée de l'extérieur sur la lutte des Noirs ; elle a une longue histoire derrière elle et s'enracine profondément dans le mouvement noir.

Aujourd'hui, en fait, de même que l'élection présidentielle de 2004 a suscité un débat au sein du mouvement ouvrier sur la nécessité d'un Labor Party, le débat se fait jour parmi les militants et syndicalistes noirs sur la nécessité de construire une organisation politique indépendante représentant les travailleurs noirs comme élément constitutif du combat pour l'indépendance de la classe ouvrière dans son ensemble.

C'est ce que mettent en lumière deux tracts diffusés à la Marche du million de travailleurs du 17 octobre 2004, à Washington.

Voici ce qu'on peut lire dans le tract du Black Workers Unity Mouvement (BWUM) :

"Les deux grands partis ont un accord tacite de ne rien faire qui pourrait remettre en cause la domination des grandes entreprises sur le système électoral ni perturber le programme mondial de l'impérialisme américain. S'attaquer aux droits démocratiques des Afro-Américains est la pierre angulaire de la destruction des droits démocratiques de toute la classe ouvrière des États-Unis."

L'initiative qu'ont prise des travailleurs noirs de la section 10 de l'ILWU (le syndicat des dockers de la côte ouest) d'appeler à la Marche du

million de travailleurs, avec comme but de construire l'unité de la classe ouvrière et une action politique indépendante, rend compte de l'importance d'une direction ouvrière noire dans la lutte pour la démocratie et des changements profonds.

L'indépendance politique des Afro-Américains vis-à-vis du Parti démocrate est un élément clé du mouvement pour l'action politique indépendante de la classe ouvrière et pour la constitution d'un parti politique de masse ayant pour base la classe ouvrière. Cela constituerait en effet un pas important vers l'autodétermination des Afro-Américains.

Pour ancrer et développer plus avant la direction ouvrière noire, les travailleurs noirs ont besoin d'une organisation nationale, le BWUM, pour les aider à se positionner et à coordonner leurs actions dans un souci d'efficacité et pour fournir une direction aux masses afro-américaines et à la classe ouvrière (...). Les travailleurs noirs doivent s'organiser pour s'assurer que le débat pour la démocratie afro-américaine et l'autodétermination ait un contenu internationaliste et ouvrier.

De même, dans une brochure diffusée par la Black Workers' League (Ligue des travailleurs noirs) à la Marche du million de travailleurs, il est écrit :

«La rupture des masses noires avec le Parti démocrate pour constituer un parti ouvrier indépendant représenterait une avancée certaine vers l'autodétermination et le pouvoir ouvrier. La constitution d'un Congrès national des travailleurs noirs contribuerait à renforcer à l'intérieur du mouvement ouvrier la lutte contre l'oppression nationale des Afro-Américains, tout en maintenant leur indépendance et en laissant l'initiative au mouvement de libération africain dirigé par des ouvriers noirs.»

Ces textes sont très prometteurs et dénotent une résurgence de la volonté des travailleurs noirs d'avoir des organisations indépendantes des patrons et de leurs agents.

Dans l'article de *The Organizer* (automne 2005) sur la "Marche du million de travailleurs et plus" à Washington, nous avons fait un pas en avant dans la discussion lorsque nous avons montré la nécessité de faire campagne pour la rupture totale avec le Parti démocrate au sein du Mouvement pour la Marche du million

de travailleurs et fait remarquer, entre autres, que Louis Farrakhan, qui dirige la "Nation de l'Islam" (Nation of Islam), faisait apparaître la nécessité de présenter un candidat noir à l'élection présidentielle de 2008.

La conclusion de l'article sur la "Marche du million de travailleurs et plus" était la suivante :

«Il est clair que le Mouvement pour la Marche du million de travailleurs et plus a un rôle important à jouer pour étendre cette discussion aux centaines de milliers de travailleurs noirs qui ont trouvé une source d'inspiration dans la Marche du million de travailleurs et plus du 15 octobre, et qui cherchent des solutions à leurs problèmes les plus pressants.

Farrakhan et Jesse Jackson ne prendront pas la tête de ce mouvement pour un programme ouvrier et une politique indépendante tant qu'ils resteront mariés au Parti démocrate, bien qu'ils émettent des critiques et que leur position soit de plus en plus difficile à tenir. Ils ne seront obligés de rompre avec le Parti démocrate — et on ne peut exclure une telle possibilité — que par un puissant mouvement de la base qui rejette toute tentative de subordination des intérêts de la classe ouvrière. Construire un tel mouvement, voilà la tâche du Mouvement pour la Marche du million de travailleurs.»

C'est dans les organisations noires, et particulièrement celles du sud des Etats-Unis, que l'appel à présenter des candidatures noires indépendantes a le plus d'écho. Par exemple, Black Workers For Justice (BWFJ), à la suite du désastre causé par l'ouragan Katrina, appelle à la création d'un parti noir pour la justice et la reconstruction dans la région du golfe du Mexique.

Saladin Muhammad, du BWFJ, a fait un plaidoyer pour un tel parti dans une lettre à la rédaction de *The Organizer* (janvier-février 2006) sur l'importance de la déclaration d'USLAW ("Mouvement ouvrier américain contre la guerre en Irak") concernant l'ouragan Katrina. Voici ce qu'il écrivait :

« La déclaration d'USLAW à propos de Katrina est un événement très important. Cela peut élargir et approfondir la lutte contre la guerre. Aussi important, sinon plus : cela peut faire fusionner l'aile ouvrière du mouvement pacifiste avec le mouvement afro-américain pour la justice et la reconstruction de la

région du golfe du Mexique, qui fait partie du sud des États-Unis, où vivent et travaillent la majorité des Afro-Américains et où les grandes luttes des Noirs pour les droits civiques ont commencé à s'exprimer officiellement pendant la première période de la reconstruction de l'Union (1).

Cette lutte présente de nombreuses possibilités de développer des forces politiques, la conscience des masses et des alliances stratégiques pour entamer une contre-offensive face à l'impérialisme américain, au lieu de se contenter de rester sur la défensive.

Un mouvement et un programme pour la justice et la reconstruction dans le Sud a besoin de soutien à l'échelle nationale et internationale, en particulier des secteurs de la classe ouvrière. Il faut que le programme politique de reconstruction de La Nouvelle-Orléans et de sa région soit défendu par un parti politique indépendant. Je crois qu'il faut considérer cela comme partie intégrante de la lutte pour l'autodétermination des Afro-Américains et le pouvoir ouvrier, même si ce n'est qu'un pouvoir partagé à cette étape.

La reconstruction des villes et des quartiers doit comprendre l'organisation d'une "Assemblée constituante" composée de délégués d'entreprises, des quartiers, des étudiants, des femmes, des minorités opprimées, et ainsi de suite, pour élaborer, voter et lutter pour un train de mesures démocratiques.

Construire un parti pour la justice et la reconstruction serait la forme essentielle d'une politique indépendante. Il est important qu'il soit construit à partir de la majorité noire, du mouvement ouvrier, des quartiers ouvriers et de toutes ses composantes.

Une partie du combat doit se mener contre le nettoyage ethnique de la majorité noire par la livraison des quartiers détruits à la classe moyenne blanche. Pour faire pièce à la stratégie de nettoyage ethnique, il faut préserver la majorité noire comme groupe ayant ses intérêts propres. »

Aujourd'hui, la création d'un parti pour la justice et la reconstruction dans le golfe du Mexique ne serait pas très différente de celle du Freedom Now Party ("Parti pour la liberté maintenant") dans le Midwest et ailleurs au début des années 1960 à partir du mouvement étudiant noir.

The Organizer rapportera les discussions avec des militants noirs sur cette

question primordiale dans chacun de ses numéros. Le travail en cours du Tribunal international sur l'Afrique nous permettra d'alimenter un débat et d'approfondir sur la nécessité d'une politique noire indépendante, à la fois en 2006 et en 2008. Ce domaine de notre travail politique revêt une importance exceptionnelle.

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE EN IRAK

L'un des thèmes de ce congrès de Socialist Organizer et de ce projet de résolution politique est la nécessité de se réappropriar les meilleures traditions du mouvement trotskyste aux États-Unis. L'une des meilleures de ces traditions est le combat contre la guerre mené dans les années 1960 et au début des années 1970 par le Socialist Workers' Party et la Young Socialists' Alliance : un combat de front unique avec de puissantes manifestations, dont le mot d'ordre central était le retrait immédiat des troupes.

Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, l'opposition à la guerre et à l'occupation de l'Irak par les États-Unis croît rapidement dans ce pays. Les sondages montrent régulièrement qu'entre 55 et 60 % de la population pensent qu'il faudrait que les troupes américaines rentrent rapidement, si ce n'est tout de suite.

Il y a donc là la base de l'organisation de grandes manifestations pour exiger la fin de l'occupation américaine en Irak et le retour immédiat des troupes aux États-Unis, des slogans qui doivent aller de pair avec l'exigence que cesse la guerre contre la classe ouvrière ici, sur le territoire national ("*De l'argent pour l'emploi, l'instruction et la santé, pas pour la guerre !*").

Nous pensons qu'il faut faire régulièrement de grandes manifestations de rue pacifiques pour faire cesser cette guerre. C'est ce qui a prouvé son efficacité pour arrêter la guerre de l'impérialisme américain au Vietnam. Cette stratégie est fondée sur les points suivants :

(1) Après la guerre de Sécession (note du traducteur).

a) La nécessité d'un front unique.

Cela veut dire que des gens ayant des points de vue divers et variés sont cordialement invités à participer et venir s'exprimer, y compris des républicains et des démocrates, à condition qu'ils acceptent de parler dans le cadre des revendications de la manifestation ("Arrêt de l'occupation, retrait immédiat des troupes !") (...).

b) Des slogans pour agir.

Ce qui rend possibles l'action et le front unique, c'est un appel centré sur quelques mots d'ordre. A l'époque de la guerre du Vietnam, nous appelions cela le débat entre campagnes à revendication unique ou campagnes à revendications multiples. A l'époque, nous expliquions que le fait de multiplier les mots d'ordre avait tendance à aboutir à programme politique plutôt qu'à un front unique visant à l'action (...).

Cette orientation a finalement réussi à réunir les deux coalitions antiguerre adverses, l'UFPJ et ANSWER, et a abouti à un appel commun à la manifestation du 24 septembre à Washington, qui a rassemblé plus de 300 000 personnes, la plus grande manifestation depuis le début des opérations militaires il y a trois ans.

Aujourd'hui, au lendemain de la manifestation du 3 décembre de la coalition du Mouvement ouvrier contre la guerre en Irak (USLAW), il y a une situation nouvelle sur ce terrain, qui exige que nous changions de tactique.

Une large coalition d'organisations appartenant au courant dominant annonce une manifestation pacifiste sans précédent pour le 29 avril 2006 à New York.

Le comité d'organisation de USLAW s'est engagé à remuer ciel et terre pour inciter les syndicats à prendre la tête de la mobilisation pour la manifestation de New York pour faire cesser la guerre, ramener les troupes au pays et démanteler les bases américaines.

USLAW a joué un authentique rôle

d'avant-garde sur la base de l'indépendance politique. Cette position indépendante se traduit dans la déclaration sur la guerre en Irak adoptée à la réunion du comité de direction qui s'est tenue le 3 décembre à Chicago. Voici un extrait de cette résolution :

« Pour trop de dirigeants politiques, la "victoire" signifie faire combattre les Irakiens comme suppléants des troupes américaines pendant que celles-ci sont cantonnées dans des bases militaires permanentes et que le contrôle du Pentagone sur les fonds de reconstruction et les forces armées a pour conséquence d'avoir un gouvernement irakien à sa botte. Nous rejetons et nous nous opposons à de tels simulacres de plans pour arrêter cette guerre. Notre tâche est d'amplifier notre exigence du retrait immédiat des troupes à l'intérieur du mouvement ouvrier, d'unir nos forces avec tous ceux qui, de plus en plus nombreux dans le pays, protestent contre cette guerre, pour forcer nos dirigeants politiques à retirer toutes les troupes, à allouer aux Irakiens les fonds nécessaires à la reconstruction de leur pays et à utiliser l'argent des contribuables que nous sommes pour résoudre les graves problèmes sociaux que nous avons ici. »

Fin janvier, USLAW a sorti son propre appel à la manifestation du 29 avril, soutenu par une longue liste de syndicats. L'appel d'USLAW ouvre la voie, avec des revendications claires, de front unique :

"Le 29 avril, joignez-vous aux syndicalistes, aux organisations de minorités nationales, aux organisations religieuses, aux organisations qui défendent les droits civiques et la justice sociale, aux écologistes, aux étudiants et à des gens de toutes conditions sociales, pour dire au gouvernement :

– Cessez la guerre en Irak ! Démantelez les bases américaines !

– Rapatriement immédiatement de tous les soldats !

– De l'argent pour l'emploi, la santé, l'instruction et le logement, pas pour les guerres et les occupations !"

Alan Benjamin

Dix ans après les “accords de Dayton” : la “rebalkanisation” des Balkans

Par Dominique Ferré

Quelques jours après la mort du “président” du Kosovo, Ibrahim Rugova, le “groupe de contact” mis en place après les bombardements de l’OTAN en 1999 (composé des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l’Italie, de la Russie, de l’Allemagne et de la France) s’est réuni le 31 janvier pour discuter de “l’indépendance” du Kosovo, “indépendance” d’un territoire (1) minuscule toujours occupé par 30 000 soldats américains et européens. Hasard de calendrier, cette réunion a lieu dix ans après les “accords de paix” en Bosnie. Des accords connus sous le nom de la base militaire américaine où ils furent signés en novembre 1995 : les accords de Dayton. Accords signés, sous l’égide de l’impérialisme américain, par le Serbe Slobodan Milosevic (2) et le Croate Fandjo Tudjman, tous deux anciens dignitaires de la bureaucratie yougoslave, devenus chefs de guerre de leurs clans mafieux respectifs, et le “musulman” de Bosnie, Alija Izetbegovic. Ces accords, instaurant la “cantonisation” de la Bosnie-Herzégovine en une multitude de “territoires” ethniques, parachevaient la guerre de décomposition engagée dès 1990-

1991, qui allait aboutir à la destruction de la Fédération yougoslave (3).

Dix ans plus tard, difficile de masquer la réalité. Ce qu’un journaliste de Bosnie-Herzégovine — pourtant favorable à la politique des institutions impérialistes — décrit en ces termes :

« Cet accord tourne entièrement autour de l’appartenance ethnique et entérine la victoire des “purificateurs ethniques” (...). Dayton (...) a construit un Etat fictif sur une société divisée » (4).

DES “ÉTATS FICTIFS SUR UNE SOCIÉTÉ DIVISÉE” ET LIVRÉS AU CONTRÔLE DES MAFIAS

Un “Etat fictif sur une société divisée”. Est-ce seulement le cas de la Bosnie-

(1) “La mort d’Ibrahim Rugova vient de remettre la situation du Kosovo à la une de la presse (...). Le problème central des prochains mois sera de connaître le futur statut du Kosovo (...). Le groupe de contact (a affirmé) qu’il fallait trouver une solution en 2006 (...). Les droits des minorités sont fondamentaux et ils doivent être respectés, non

Herzégovine ? Qu'en est-il des "Etats" et territoires issus de la destruction de la Fédération yougoslave ? Dans un ouvrage qui vient de paraître, *Les Nouvelles Menaces des mafias*, Jean-François Gayraud, un policier français, donc sans aucun rapport avec le mouvement ouvrier, est amené à constater :

"Comment ne pas s'inquiéter, par exemple, que 50 % du PIB de l'Albanie, du Kosovo ou du Monténégro, candidats à l'Europe, proviennent de l'économie criminelle ?"

C'est un fait reconnu : les "Etats" des Balkans, en particulier ceux issus de la décomposition de l'ex-Yougoslavie, sont en réalité des entités mafieuses, entités contrôlées plus ou moins directement par un maillage de bases militaires américaines (*voir plus bas*). Ce qui amène l'auteur à conclure :

"Le mafieux (...) a trouvé dans les sociétés de marché l'espace idéal pour ses appétits prédateurs."

Cette remarque amène une question : est-ce le mafieux qui a trouvé dans "l'économie de marché" son espace idéal, ou bien est-ce la décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production qui entraîne la "mafiosisation" et la décomposition de toute la société ? Dix ans après les accords de Dayton, que les "grands de ce monde" présentaient alors comme "la solution" aux conflits des Balkans qu'eux-mêmes avaient provoqués et entretenus (5), il est nécessaire de tirer le bilan.

DES MILLIONS DE RÉFUGIÉS TOUJOURS CHASSÉS DE LEURS VILLES ET VILLAGES

Des centaines de milliers de travailleurs et de paysans, de jeunes, toutes nationalités confondues, ont été précipités en 1991 dans les horreurs des massacres et de la guerre de décomposition. Des millions d'autres ont été jetés hors de chez eux. D'après l'ONU, il y en avait 4 millions en 1994, et encore 1,4 million en 2002. Tout en précisant que

« beaucoup n'ont plus, ou n'ont jamais eu, le statut de réfugiés, un grand

nombre se sont déplacés à l'intérieur de leur Etat (...). Le retour des réfugiés dans leurs foyers d'avant-guerre était pourtant un des points clés de l'accord de paix de Dayton. Cependant, en 2001, le journaliste sarajévien Janez Kovac constatait qu'environ 1,2 million de Serbes bosniaques, de Croates et de musulmans n'était pas rentrés et que, pour les fonctionnaires internationaux, "à ce rythme, vingt-deux ans seraient nécessaires pour que tous les réfugiés rentrent dans la Fédération croato-musulmane, et quarante ans pour que les réfu-

seulement sur le papier, mais dans les faits. Tel est l'enjeu des négociations qui vont commencer." Qui écrit ainsi, créditant le sommet des "grandes puissances" impérialistes de la capacité de "trouver une solution" favorable aux peuples ? C'est Rouge, l'organe des pablistes français (n° 2145, février 2006, "Kosovo : après Rugova, l'indépendance ?"). Dans le soutien ouvert aux plans impérialistes en Yougoslavie, les pablistes n'en sont pas à leur coup d'essai, comme on le lira dans cet article.

(2) Slobodan Milosevic, que les Etats-Unis et l'Union européenne présentent aujourd'hui comme l'incarnation de la politique d'épuration ethnique, mettant en scène son "procès" au tribunal de La Haye, était donc, en 1995, un "chef d'Etat" respectable, avec qui les Etats-Unis signaient des "accords de paix".

(3) Cet "accord de paix" signé sur une base militaire américaine en 1995 s'inscrit dans la continuité des "plans de paix" signés sous l'égide de l'impérialisme américain, en particulier les accords d'Oslo (1993), niant le droit à la nation palestinienne et dont chacun peut constater qu'ils aboutissent aujourd'hui à une impasse totale en Palestine, tant pour les populations arabes que pour les Juifs. Citons également, en 1998, en Irlande, le "Good Friday Agreement", qui entérine la partition de l'Irlande dans le cadre de "l'Europe des régions".

(4) Goiko Beric, cité par *Le Figaro*, 21 novembre 2005.

(5) Pour la IV^e Internationale, il n'y a jamais rien eu "d'ethnique" dans la guerre de décomposition de la Yougoslavie. Voici ce qu'écrivait il y a dix ans un expert américain, Criton Zoakaos, économiste de *Polyeconomics* : « En 1987, l'ancienne Yougoslavie était encore un Etat qui fonctionnait. Le FMI (avec qui l'ancienne bureaucratie yougoslave avait passé des accords dès les années 1970 — NDLR) a alors décidé de prendre en main sa politique économique et de mettre en œuvre les thérapies de choc bien connues : dévaluation, gel des salaires et libération des prix (...). Quand la thérapie de choc initiale du FMI a frappé la Yougoslavie, la première forme revêtue par le désordre social ne fut pas celle de tensions ethniques, mais celle de grèves massives et répétées et d'autres actions ouvrières (...). En général, les gens ne se tournaient vers des solutions ethniques que lorsque toute possibilité pour eux d'une vie économique normale a été détruite. Le "nettoyage ethnique" n'est intervenu qu'après que la "thérapie de choc" du FMI eut fait son travail. »

giés rentrent en Republika Srpska, la moitié du pays contrôlée par les Serbes bosniaques” (...).

Loin de vouloir favoriser le retour de la région à la normalité, le gouvernement de Tony Blair n'a-t-il pas très sérieusement envisagé de profiter de son "anormalité", et sans doute compte tenu de l'expérience balkanique en matière de réfugiés, pour envisager de construire des camps de réfugiés en Albanie, afin d'y regrouper tous les clandestins qui font route vers l'Europe ? (Bernard Dreano, de l'ONG Helsinki Citizens' Assembly).

A la faillite du prétendu “accord de paix” de Dayton sur les réfugiés, le soi-disant “socialiste” Blair voudrait ajouter de nouvelles souffrances !

L'ENSEMBLE DES BALKANS SOUS DOMINATION DES BASES MILITAIRES AMÉRICAINES

Alors que l'impérialisme américain, par le biais de l'OTAN, était présent dans la région avec ses bases militaires en Grèce et en Turquie, soutenant les régimes les plus réactionnaires et les politiques les plus anti-ouvrières dans ces pays, les accords de Dayton ont été le point de départ d'une occupation militaire permanente de toute la région.

Etablissement de bases militaires en Bosnie et occupation en 1995-1996, puis implantation d'une base militaire américaine en Macédoine, bombardement de la Serbie et du Kosovo en 1999... L'OTAN peut aujourd'hui se féliciter que,

“tant la Bosnie-Herzégovine que la Serbie-Monténégro, qui ont été la cible d'une campagne aérienne soutenue par l'OTAN il y a un peu plus de cinq ans, sont candidates au programme de partenariat pour la paix de l'Alliance (l'OTAN — NDLR). L'Albanie, la Croatie, la FYROM (6) souhaitent adhérer à l'Alliance et fournissent déjà une contribution en personnel à des opérations de l'OTAN au-delà de la région euro-atlantique. Et les pays voisins — la Bulgarie, la Roumanie et la Slovaquie — sont devenus membres de l'OTAN” (L'OTAN dans les Balkans, rapport de l'OTAN, février 2005).

Une occupation militaire permanente qui ne cesse de s'accélérer et de s'étendre à toute la région. Ainsi, le président roumain Basescu déclare-t-il :

“Nous avons terminé les négociations sur les installations militaires américaines sur la côte de la mer Noire et peut-être dans d'autres zones de la Roumanie” (Euronews, novembre 2005).

En Bulgarie,

“2 000 à 3 000 militaires américains devraient être déployés sur le territoire” (Bulgarian News Service, 26 septembre 2005).

Quelle est la fonction de l'occupation militaire de tous les Balkans ?

N'est-ce pas la dislocation et la destruction jusqu'au bout de toutes les conquêtes, en particulier la propriété d'Etat instaurée après la guerre en Yougoslavie, Albanie, Roumanie et Bulgarie ?

LA DESTRUCTION DE LA PROPRIÉTÉ SOCIALE ABOUTIT À UN EFFONDREMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL GÉNÉRALISÉ

Au Kosovo, “libéré” par les forces de l'OTAN et occupé par elles, selon un rapport de la Banque mondiale,

“37 % des deux millions de Kosovars survivent avec moins de 1,42 euro par jour. Dans les enclaves où les 100 000 derniers Serbes du Kosovo vivent, la situation est encore plus grave.”

La Serbie

“a perdu au moins 200 000 jeunes ayant suivi des études universitaires, depuis le début des années 1990, selon des estimations modérées (...). Les indices du chômage des jeunes sont de 2 à 4 fois supérieurs aux indices généraux” (Osservatorio sui Balcani, 6 mai 2005).

(6) FYROM, c'est-à-dire littéralement (en anglais) “Ancienne république yougoslave de Macédoine”, tel est le nom honteux officiellement donné par les institutions impérialistes à la Macédoine, parce que la bourgeoisie grecque et ses alliés refusent le droit d'existence à la Macédoine au nom de leurs prétentions impérialistes.

En Albanie, selon la Fédération du syndicat de l'enseignement et de la science, "50 000 enfants albanais travaillent au noir" dans l'agriculture, "à laver des voitures, à faire les poubelles dans les rues, à nettoyer les vitres aux carrefours des grandes villes ou à mendier" (Korrieri, 19 octobre 2005).

En Grèce, premier pays des Balkans à être entré dans l'Union européenne, une étude présentant le "Portrait social de la Grèce 2003-2004" affirme :

"Le seuil de pauvreté correspondant à un revenu annuel de 5 000 euros (jusqu'à 60 % du revenu moyen en Grèce), 32 % des chômeurs et 27 % des retraités se trouvent en dessous de cette limite (...). Le pourcentage des Grecs qui risquent de se retrouver en dessous du seuil de pauvreté dépasse les 21 % de la population" (Eleftherotopia, 27 septembre 2005).

Un désastre généralisé qui frappe la Roumanie, la Bulgarie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Turquie... et qui n'épargne pas la Slovénie, elle aussi membre de l'Union européenne, hier décrite comme la "Suisse des Balkans", où le gouvernement vient de décréter le

"retrait immédiat de l'Etat dans la gestion de l'économie et de la sphère publique en général (comprenant la santé, l'école et les infrastructures) ; une réduction des droits syndicaux acquis (simplifiant les modalités de licenciement, réduisant drastiquement la période de préavis et abaissant les primes de licenciement et de services) ; une plus grande autonomie des négociations entre employeurs et employés, favorisant les contrats individuels au lieu des conventions collectives des organisations syndicales ; une plus grande "flexibilité", entendons précarité, de la force de travail, favorisant les contrats de travail ad hoc et sans garanties" (Osservatorio sui Balcani, 12 octobre 2005).

De ce point de vue, avons-nous tort de tirer le constat suivant : la destruction de la Fédération yougoslave, parachevée par les accords de Dayton, a entraîné dans l'ensemble des Balkans (et dans toute l'Europe) une accélération de l'offensive de l'impérialisme contre les peuples, qui, loin d'instaurer de nouveaux États, a étendu la dislocation mafieuse sous le contrôle direct des bases militaires impérialistes ?

L'UNION EUROPÉENNE, INSTRUMENT DE DESTRUCTION DES BALKANS AU COMPTE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

L'impérialisme américain est intervenu directement, par sa présence militaire. Cela correspond à sa politique de dislocation des nations, d'écrasement des peuples au compte de la préservation du régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production.

Mais qui peut nier qu'il ne s'est pas appuyé en permanence sur les institutions de la CEE (7), puis de l'Union européenne, pour disloquer les Balkans ?

En août 1991, le secrétariat international de la IV^e Internationale déclarait :

« L'action de tutelle de la CEE vise en fait à restaurer "l'ordre" nécessaire à la mise en œuvre des réformes, de s'opposer aux aspirations des peuples de Yougoslavie, qui ouvraient alors la voie aux peuples des Balkans, d'URSS, et plus généralement en Europe. C'est là le "nouvel ordre mondial" de Bush. »

Le "médiateur" de la CEE pour la Yougoslavie, Carl Bildt, déclarait, à la veille de Dayton :

"C'est vrai, nous ne pouvons rien faire sans les Américains (...). La relation atlantique est primordiale lorsqu'on parle de sécurité" (5 octobre 1995).

Voilà une déclaration qui règle leur compte à toutes les fables sur le fait que l'Union européenne (à propos des Balkans comme sur le reste) serait autre chose qu'un instrument de destruction de l'impérialisme américain.

Avons-nous eu raison, quelques semaines avant la signature des accords de Dayton, d'écrire ceci :

« L'impérialisme a poussé la Bosnie à déclarer son indépendance, pour ensuite faire adopter devant le conflit grandissant une proposition de "cantonisation" de cette république. Cette mesure prise sous la pression de la CEE a été imposée au gouvernement de Bosnie, qui l'avait

(7) CEE : Communauté économique européenne (également appelée "Marché commun"), l'une des institutions issues du "traité européen de Rome", qui précéda l'Union européenne.

d'abord rejetée. Cette "solution", d'ailleurs inapplicable en raison de l'extrême imbrication des peuples en Bosnie, visant à constituer des cantons serbes, musulmans et croates, ouvrirait la voie au dépeçage de la Bosnie par la guerre, car la Bosnie ne peut exister que comme État multiethnique. Et c'est aujourd'hui dans un déchaînement de violences et de barbarie visant à dresser les peuples les uns contre les autres que les nomenklaturas, mafias et cliques rivales conduisent au chaos et au massacre » (*La Vérité*, n° 16, novembre 1995, "1990-1995 : la guerre des grandes puissances contre les peuples de Yougoslavie") ?

Dix ans plus tard, le même Bildt déclare, à l'intention des dirigeants de la Bosnie qu'il a lui-même "cantonnée" et disloquée :

"Il est grand temps, pour les dirigeants politiques de Bosnie, de se réveiller. Les dépenses publiques doivent être réduites, les restructurations d'entreprises doivent être mises en œuvre, les lois du travail doivent être libéralisées, les impôts être baissés au lieu d'être augmentés (...)" (*International Herald Tribune*, 21 novembre 2005).

On lira dans l'article de Christel Keiser comment la politique de l'Union européenne vise aujourd'hui non seulement à "rebalkaniser" les Balkans, mais aussi à utiliser les Balkans pour "balkaniser" et disloquer l'ensemble des nations dans toute l'Europe. Pour l'Union européenne, il faut aller jusqu'au bout de la destruction des bases matérielles sur lesquelles avait été constituée en 1945-1946 la République fédérale de Yougoslavie : la propriété sociale établie sur la base de l'expropriation du capital et des grands domaines fonciers par les groupes de partisans qui s'étaient libérés eux-mêmes du fascisme.

LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE YOUGOSLAVIE (1946), PREMIER PAS VERS LA FÉDÉRATION BALKANIQUE : UN DÉBUT DE RÉPONSE POSITIVE AUX QUESTIONS SOCIALE ET NATIONALE

Dans la biographie qu'il vient de consacrer à *Léon Trotsky, révolutionnaire*

sans frontières, Jean-Jacques Marie rappelle à juste titre, à propos de l'Union soviétique :

"Trotsky était attaché à la défense de l'Union soviétique, malgré sa monstrueuse dégénérescence bureaucratique et policière, en raison du progrès que représentait la propriété d'État et la planification économique. Ce progrès ne pouvait, à ses yeux, être préservé que par l'extension de la révolution dans les principaux pays industrialisés. L'histoire l'a confirmé : en 1922, le revenu d'un citoyen soviétique était 33 fois plus bas que celui d'un citoyen américain. Malgré les destructions effroyables et les 27 millions de morts de la Seconde Guerre mondiale, qui a enrichi les États-Unis et assuré leur domination mondiale, malgré la course aux armements imposée par eux à l'URSS et malgré les faux frais énormes du parasitisme stalinien, la différence n'était que de un à quatre ou cinq en 1990, lorsque la décomposition de la bureaucratie dominante et la pression économique et militaire de l'impérialisme américain ont fait exploser l'Union soviétique."

Ne peut-on pas dire la même chose de la République fédérale de Yougoslavie ? Malgré la bureaucratie parasitaire de Tito et de ses successeurs, malgré la soumission croissante de cette bureaucratie, dès les années 1950, aux "réformes de marché" exigées par le FMI, avons-nous eu raison, nous, trotskystes, d'affirmer que la constitution de la République socialiste fédérative de Yougoslavie a été un pas en avant gigantesque pour tous les peuples de Yougoslavie ?

Qu'est-ce que la Yougoslavie à la sortie de la Seconde Guerre mondiale ? Dans un ouvrage paru dans les années 1960, on rappelle que

"le régime féodal a subsisté longtemps dans le Monténégro et en Macédoine, où les rapports capitalistes ne se sont greffés que lentement sur la structure économique du pays. En Croatie et en Dalmatie, les vestiges féodaux n'avaient nullement été entamés entre les deux guerres (...). 10 % de la population rurale étaient dépourvus de terre" (Nicolas Clarion, *Le Glacis soviétique*).

Un pays arriéré, semi-féodal, dans la région des Balkans particulièrement ravagée par la barbarie de la guerre. En décembre 1943, la revue *Quatrième Internationale* rappelle alors :

“Le pillage des deux pays (Grèce et Yougoslavie) par les occupants, la rupture des relations économiques avec les pays qui recevaient avant leurs exportations et qui les approvisionnaient en produits industriels, en céréales, sucre, riz, viande (...), ont provoqué, d’une part, une hausse extraordinaire du coût de la vie, et, d’autre part, une pénurie de vivres, qui, par moment, atteint les proportions d’une véritable famine.”

Qui peut contester que la révolution yougoslave, instaurant, contre la volonté de Staline, la République fédérale de Yougoslavie (*lire en encadré* : “Retour sur la révolution yougoslave, 1943-1946”), a apporté un début de réponse positive aux questions nationale et sociale ?

En juillet 1971, dans la revue *Est-Ouest*, un économiste bourgeois donne les statistiques suivantes :

“Le premier plan quinquennal yougoslave a introduit en 1947 le modèle soviétique de planification centralisée. Le plan englobait toutes les activités économiques ; il était détaillé et impératif (...). Les taux de croissance de l’économie yougoslave ont été élevés de 1947 à 1967 (6,85 % par an), plus élevés qu’en Yougoslavie d’avant-guerre (3,12 %). Ces taux ont cependant été réalisés grâce à un taux d’investissement et d’industrialisation très élevé.”

Il ajoute :

“La production industrielle s’est accrue de 588 % entre 1947 et 1965, la production agricole a augmenté (...) de 163 %.”

Certes, l’économie planifiée a été parasitée dès le début par la bureaucratie. Et celle-ci a, dès les années 1950, cherché à “réorienter l’économie vers le marché”, comme le rappelle le même auteur (y compris en maquillant ces “réformes” sous le nom d’“autogestion ouvrière”), puis a passé des accords avec le FMI. Mais il n’en demeure pas moins que l’expropriation du capital a permis d’arracher les peuples de Yougoslavie aux survivances du féodalisme médiéval pour en faire un Etat dans lequel, en 1989, le produit national brut par habitant était de 3 000 dollars, ce qui plaçait la Yougoslavie — selon les critères des statistiques officielles des institutions internationales — “*parmi les pays moyennement développés*”.

Et c’est non seulement sur le plan économique et social que la révolution expropriant le capital et la grande propriété foncière a apporté un début de réponse positive, mais également sur le plan de la question nationale.

Comme nous le rappelions dans *La Vérité*, en 1992 :

« En dépit des séquelles de l’oppression nationale de la monarchie serbe, en dépit des tentatives “nationalistes” de collaborer avec les nazis en Slovénie et surtout en Croatie (...), tous les peuples vont se rassembler dans l’armée des partisans dirigée par le PC de Tito. Les ouvriers et les paysans de toutes les nationalités sont unis dans le combat contre la guerre d’extermination de Hitler, contre la colonisation brutale et sauvage.

A la fin de la guerre, il y avait près de 500 000 partisans combattant pour une Yougoslavie débarrassée de l’oppression et de l’exploitation.

C’est pourquoi les tentatives imposées par Staline et Churchill de restaurer la royauté et l’Etat bourgeois firent long feu face à la mise en mouvement de millions de femmes et d’hommes, qui, en libérant le pays, en prenant le contrôle de la terre et des usines, n’entendaient pas remettre les clés à ceux qu’ils venaient de chasser. Contre Staline et les impérialismes (qui avaient décidé à Yalta que la Yougoslavie resterait dans la zone d’influence impérialiste), la puissance du mouvement populaire d’expropriation et l’effondrement de toutes les institutions étatiques bourgeoises poussent le PC de Yougoslavie à instaurer une république et à décréter l’expropriation des propriétaires fonciers et capitalistes, que les masses travailleuses avaient déjà commencé à réaliser. C’est ce mouvement qui a été à la base de l’unité des travailleurs de toutes nationalités. Tous — y compris les Serbes — se sont opposés à la restauration de la monarchie serbe et à son régime d’oppression et d’exploitation du travail. La marche à la propriété sociale par l’étatisation de la propriété privée donnait sa base matérielle à “l’aspiration yougoslave” des Slaves du Sud, cherchant à se rassembler dans un cadre de coopération qui aurait permis de jeter les bases du règlement du problème national. On voit dans ces conditions que le rejet des “solutions” impérialistes, les avancées sur la voie d’une société fondée sur l’expropriation des capitalistes, non seulement ne déchaînent

pas les "haines ancestrales", mais tendent à les résorber » (Lucien Gauthier, "La question nationale dans le miroir de la Yougoslavie", La Vérité, n° 4, octobre 1992).

La bureaucratie stalinienne, devant la puissance de la révolution yougoslave, ne put empêcher que le mouvement des masses impose la constitution d'une République fédérative de Yougoslavie. Mais elle va mettre toutes ses forces pour empêcher que la constitution de cette république fédérative ne s'étende par un mouvement presque naturel à l'ensemble des Balkans :

« Staline va bloquer toute marche en avant dans ce sens, en interdisant à la Bulgarie et à l'Albanie de participer à une quelconque fédération, et en livrant les partisans grecs à la sanglante répression de l'impérialisme britannique. Le 28 janvier 1948, la Pravda publiait une analyse de la situation dans les Balkans dans laquelle on pouvait lire que ces pays "n'ont pas besoin d'une quelconque fédération — confédération ou réunion douanière problématique et artificielle —, mais bien plutôt de la consolidation et de la défense de leur indépendance et de leur souveraineté" » (Lucien Gauthier, "La question nationale dans le miroir de la Yougoslavie", La Vérité, n° 4, octobre 1992).

Tandis que les partisans communistes grecs sont livrés par Staline à la répression de l'impérialisme britannique, Georges Dimitrov, dirigeant stalinien bulgare, dirigeant de l'Internationale communiste jusqu'à sa dissolution par Staline en 1943, retourné en Bulgarie après 1945, qui eut le malheur de répondre favorablement à la proposition de Tito d'engager des pourparlers pour l'établissement d'une Fédération balkanique, est convoqué à Moscou, d'où il ne reviendra jamais...

Malgré la politique de Staline, dans cette région des Balkans, où les peuples et nationalités sont imbriqués les uns dans les autres, où l'oppression séculaire, en particulier des Empires austro-hongrois et ottoman, a empêché que puissent se former de véritables Etats-nations, la révolution yougoslave née de la lutte commune des ouvriers et paysans de toutes les nationalités contre le fascisme et ses alliés "locaux" a ouvert la voie à une solution positive de la question nationale en établissant une fédération, c'est-à-dire une

union libre des nationalités sur un pied d'égalité, premier pas vers une fédération libre de l'ensemble des nations balkaniques.

Il ne s'agit pas de contester ici que la bureaucratie yougoslave a remis en cause cette égalité des nationalités garantie par la fédération, en particulier pour ce qui concerne les Albanais du Kosovo. Cependant, même dans le cadre d'un régime qui portait dès le départ les marques de la bureaucratie, l'expropriation du capital et de la grande propriété foncière a été un facteur de développement incontestable.

DIX ANS APRÈS DAYTON, L'UNION EUROPÉENNE EXIGE D'ALLER JUSQU'AU BOUT DE LA DESTRUCTION DES PEUPLES DES BALKANS ET DE LEURS CONQUÊTES SOCIALES

Dans le cadre du régime de la propriété privée des moyens de production à son stade de décomposition, y a-t-il un autre "avenir" possible pour les Balkans que la destruction de tout ce que les peuples ont construit et arraché dans la lutte contre le fascisme ?

Tout cela doit être détruit, et détruit jusqu'au bout.

Et c'est aujourd'hui encore l'Union européenne qui est au premier rang de l'offensive visant à détruire ce que les travailleurs avaient édifié.

Parmi les innombrables "mesures", "recommandations", "mémorandums" de l'Union européenne imposés aux pays des Balkans, qu'ils en soient membres ou non, citons en particulier, concernant la Roumanie :

"Finaliser la mise en œuvre de la réforme des services de santé" ; "améliorer l'adaptabilité de l'enseignement technique et professionnel aux exigences du marché du travail et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie" ; "mettre en œuvre un nouveau système national d'assistance sociale et de services sociaux" (Mémorandum conjoint sur l'inclusion sociale avec la Roumanie, Bruxelles, 20 juin 2005).

Cela n'aurait pas un rapport avec le plan de privatisations des écoles et des hôpitaux en cours en Roumanie ?

Concernant l'Albanie :

“La privatisation (...) des grandes entreprises a pris du retard.”

Concernant la Bosnie-Herzégovine :

“Le processus de privatisation doit s'accélérer.”

Concernant la Serbie-Monténégro :

“En Serbie, les principales évolutions positives ont été (...) des progrès supplémentaires en matière de restructuration et de privatisation du secteur bancaire. Cependant, l'inflation et la pression salariale se sont accrues (...). Au Monténégro, les principales évolutions positives ont été (...) la progression de la privatisation (...). (Cependant) la forte hausse des salaires a diminué la compétitivité” (Principales conclusions des rapports de suivi 2005 sur l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie-Monténégro et le Kosovo, 9 novembre 2005).

Concernant la Croatie, on regrette que

“peu de progrès ont été réalisés en matière de restructuration des grandes entreprises publiques”. “La Croatie doit poursuivre l'alignement de sa législation dans tous les domaines” (Principales conclusions des rapports de suivi 2005 sur la Croatie et la Turquie, 9 novembre 2005).

N'est-ce pas là l'aboutissement de la destruction-décomposition de la Fédération yougoslave, engagée en 1990-1991 par l'impérialisme américain et son instrument, l'Union européenne, s'appuyant sur les débris mafieux de la bureaucratie yougoslave (Milosevic, Tudjman, etc.) ?

LA RESPONSABILITÉ ÉCRASANTE DE TOUTES LES FORCES QUI REFUSENT DE ROMPRE AVEC L'IMPÉRIALISME

Toutes les forces politiques qui refusent de rompre avec l'Union européenne et l'impérialisme ont accompagné, d'une façon ou d'une autre, la guerre de destruction de la Fédération yougoslave, aboutissant au désastre entériné par les accords de Dayton.

Ecrasante est la responsabilité des ex-bureaucraties, devenues autant de mafias vendues à l'impérialisme. N'est-ce pas cela qui a conduit les Milosevic et Tudjman, anciens membres du comité central du Parti communiste de Yougoslavie, devenus chefs de milices, à conduire les nationalités au massacre, avant de signer ensemble les accords de cantonisation sur la base américaine de Dayton ?

Mais ne sont-ils pas aussi responsables, ceux qui, tels l'ancien ministre grec de la Défense, G. Arsenis, dirigeant du Parti socialiste grec (PASOK, membre de l'Internationale socialiste), déclarait en 1995 à propos des manœuvres de l'OTAN (et des troupes grecques) qu'elles avaient lieu

“dans le but que nous remplissons le rôle qui nous revient, étant donné notre position géographique et politique, et notre qualité de seul Etat européen membre de l'OTAN et de l'Union européenne dans cette région”.

Est-ce le rôle des Partis socialistes que d'organiser les manœuvres de l'OTAN contre les peuples des Balkans ? Est-ce le rôle des Partis socialistes de faire appliquer les plans de l'Union européenne ?

QUAND LE SU DE KRIVINE-ROSSETTO DÉCLARAIT QUE “LE MALHEUREUX PEUPLE DE BOSNIE ATTEND D'ÊTRE SOULAGÉ PAR LES TROUPES DES NATIONS UNIES”

L'article tiré de l'organe des pablistes français, déjà cité, qui s'en remet aux grandes puissances pour “trouver une solution” au sort des Albanais du Kosovo, n'est pas un “accident”. Peut-on passer sous silence le rôle du Secrétariat unifié de Krivine-Rossetto (8) ?

(8) Alain Krivine (France) et Miguel Rossetto (ce dernier étant le “ministre du Développement agricole” du gouvernement Lula au Brésil, ministre prétendument “révolutionnaire”, qui refuse de donner la terre au million de familles de paysans sans terre affamés qui campent sur les routes, tandis que les grands propriétaires terriens règnent sur d'immenses propriétés inexploitées) sont deux dirigeants du courant international appelé Secrétariat unifié (SU), qui se revendique frauduleusement du trotskysme.

Dans une lettre adressée à l'organisation grecque du SU, un camarade membre de la IV^e Internationale en Yougoslavie écrit :

« J'ai pris connaissance de la déclaration de l'OKDE datée d'août 2005, intitulée "Déclaration à propos de la IV^e Internationale". Bien que nous soyons membres de deux organisations distinctes qui se réclament de la IV^e Internationale, je souhaite porter à votre connaissance ces quelques réflexions.

Vous écrivez : "Sur un certain nombre de questions, notre direction est apparue comme faisant l'apologie de l'impérialisme (Yougoslavie)."

Je ne peux que partager cette appréciation. Nous, militants des Balkans, et en particulier en ex-Yougoslavie, depuis la guerre de dislocation de la Fédération yougoslave — provoquée par les grandes puissances impérialistes et les ex-bureaucraties devenues mafias —, nous avons vécu dans notre chair les crimes des grandes puissances impérialistes et de leurs institutions (...).

Est-il imaginable qu'une organisation se réclamant de la IV^e Internationale puisse en appeler ouvertement à l'intervention armée des Nations unies, comme l'a fait le SU en 1992 (dans Inprecor, n° 353, mai 1992) : "Le malheureux peuple de Bosnie attend d'être soulagé par les troupes des Nations unies" ?

Oui, nous parlons bien là des Nations unies, cette "caverne de brigands" impérialiste, comme disait Lénine à propos de la SDN, cette institution qui a été mandatée directement par Washington pour mettre la Bosnie sous tutelle ! »

POUR LE SU, "ON DOIT S'EMPARER (DES ACCORDS DE DAYTON) DANS TOUTES LES PARTIES DE LA BOSNIE ET DANS LES ÉTATS VOISINS"... COMME UN POINT D'APPUI "CONTRADICTOIRE" !

« Est-il possible d'écrire, à la veille de la signature des accords de partition de la Bosnie, sur la base militaire américaine de Dayton : "Les accords actuellement signés par toutes les parties imposent un débat spécifique. J'en ai dénoncé le caractère réactionnaire (impérialiste et entérinant les découpages ethniques),

mais aussi contradictoire (la reconnaissance d'un Etat bosniaque avec toutes ses composantes), et le cessez-le feu permet de mettre l'accent sur un processus politique. On doit s'en emparer dans toutes les parties de la Bosnie et dans les Etats voisins" (Catherine Samary, dans Rouge, organe de la LCR, 19 octobre 1995) ?

L'impérialisme ne sait-il pas ce qu'il fait ? Quand il fait signer les accords de Dayton et qu'il découpe la Bosnie en une multitude de petits "bantoustans" comme cela a été fait à Dayton, cela aurait un aspect "contradictoire", ce serait un point d'appui — même relatif — dont il faudrait "s'emparer" ? »

QU'EST-CE QUE L'UCK, QUE LE SU APPELLE À APPUYER MILITAIREMENT ?

« Comment est-il possible d'écrire, au moment où Serbie et Kosovo sont bombardés par les forces de l'OTAN : "L'amélioration du rapport de force sur le terrain passe par l'armement de l'UCK" (Rouge, n° 1826, 6 mai 1999). "Il faut donner le moyen aux Albanais et à l'organisation militaire de reconquérir leur droit de vivre au Kosovo, et de faire reculer les Serbes" (Rouge, n° 1822, avril 1999) ?

Vous savez ce qu'est l'UCK, cette prétendue "armée de libération du Kosovo". La presse impérialiste elle-même, tel le Wall Street Journal, écrit en son temps : "L'UCK a évolué du statut d'organisation hors la loi à celui d'allié ad hoc en Yougoslavie (...). Considérée l'an dernier par les officiels occidentaux comme un groupe terroriste, l'UCK est aujourd'hui acceptée comme un partenaire de l'OTAN (...), (avec) des sources comme Princ Dobroxi, qui se proclame le pourvoyeur de l'UCK, mais qui est aujourd'hui en prison à Prague (...). M. Dobroxi est considéré par la police tchèque comme l'un des plus grands barons du trafic d'héroïne d'Europe" (Wall Street Journal, 20 mai 1999).

Ces appels aux grandes puissances et à leurs valets étaient-ils "accidentels" ?

Il faut croire que non, puisqu'il y a un an, l'organe de la LCR française écrivait encore : "L'ONU retire ses troupes à partir de la mi-décembre 2004 pour les remplacer par des forces militaires euro-

peennes en forte diminution. De quel mandat et de quels moyens disposeront-elles pour éviter le pire ? Comment le peuple bosniaque peut-il croire en une vie meilleure quand son deuil est à ce point immense et son avenir paralysé ? Nous devons agir, d'urgence, encore, pour la Bosnie" (Rouge, n° 2087, novembre 2004).

Inutile de vous expliquer, à vous qui êtes dans les Balkans, les conséquences tragiques pour tous les peuples des Balkans de l'intervention des grandes puissances et de leurs institutions depuis quinze ans.

Alors que les peuples de toute l'Europe rejettent l'Union européenne, rejettent les interventions impérialistes, il faudrait s'y soumettre ?

(...) Voilà, camarades, les raisons pour lesquelles j'ai décidé de vous écrire.

Car nous estimons que ceux qui (...) ne condamnent pas, et pire, qui soutiennent les grandes puissances impérialistes et leurs institutions qui écrasent tous les peuples de Balkans, ceux-là n'ont rien à voir avec la IV^e Internationale. »

Peut-on ne pas partager cette appréciation ?

Y A-T-IL UNE AUTRE ISSUE ?

Alors, peut-on ne pas affirmer : ceux, tous ceux qui refusent de rompre avec

l'impérialisme et l'Union européenne ne font pas autre chose que d'accompagner la mise en place de la "balkanisation" sans fin des Balkans, et de toute l'Europe ?

A l'inverse, ne faut-il pas affirmer le droit au retour pour tous les réfugiés chassés de chez eux depuis 1991, pour tous les déplacés, pour toutes les populations "cantonnées" par Dayton ?

Ce qui suppose la reconstruction des villages, des villes, des usines et des fermes détruits depuis 1991, ce qui ne peut se faire que par le rétablissement et la reconquête de la propriété sociale imposée par les partisans en 1946.

Y a-t-il donc une autre issue que l'union libre et fraternelle des peuples et des nations des Balkans, la Fédération balkanique, union librement consentie des nations et des peuples débarrassés de l'exploitation et de l'oppression (intégrant la fédération libre des nations libres de l'ex-Yougoslavie), et reconnaissant les droits égaux de toutes les nationalités ?

Et cela ne suppose-t-il pas, tout de suite, la rupture avec l'Union européenne, l'OTAN et tous les "accords de paix" impérialistes ?

Ce sont ces questions que la IV^e Internationale soumet aux militants et aux organisations ouvrières des Balkans et d'Europe.

Dominique Ferré

Retour sur la révolution yougoslave de 1943-1946

Sans prétendre ici dresser un tableau de la révolution yougoslave, il convient de revenir sur les conditions dans lesquelles s'est constituée la République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY), dans le cadre de la vague révolutionnaire de 1944-1945, qui a vu des processus révolutionnaires se développer en France, en Italie et parmi les peuples coloniaux.

Dans les Balkans occupés et écrasés par la botte nazie, se développe un mouvement de résistance armée, composé de paysans et d'ouvriers des différentes nationalités de Yougoslavie (et également en Grèce) : les partisans. En avril 1943, John G. Wright décrit, dans la revue *Fourth International* ("Quatrième Internationale"), ce qu'il appelle "*la guerre civile en Yougoslavie*".

"La guerre civile en Yougoslavie"

« La présentation artificielle de Mikhaïlovich, "chef des Chetniks", comme organisateur d'une résistance effective aux envahisseurs fascistes, fait partie d'une vaste tromperie. Quelles que soient les obscurités qui existent sur les rapports entre Mikhaïlovich et les partisans, il est maintenant admis — même par Londres — que le rôle de Mikhaïlovich a été bien plutôt de contenir la résistance en Yougoslavie que de la développer. »

Il est également indéniable qu'une relation étroite existe entre la résistance en Yougoslavie et la résistance héroïque de l'Armée rouge et des masses soviétiques (...).

La dimension du mouvement des partisans

C'est seulement lorsque Hitler lança son assaut contre l'URSS que des troubles sérieux commencèrent en Yougoslavie. Ce que l'on peut considérer comme un rapport stalinien officiel sur le développement de la lutte de guérilla est maintenant disponible. Il est paru le 25 octobre 1942 dans Ogonek, hebdomadaire publié à Moscou :

"A l'automne de 1941, l'armée des partisans, qui consistait alors de détachements isolés agissant séparément, comptait entre 80 000 et 100 000 combattants (...). A la fin de l'année, ils avaient chassé les troupes d'occupation des deux tiers du territoire de la Serbie, de plus de la moitié du Monténégro et d'une partie importante de la Dalmatie, de la Bosnie et de l'Herzégovine ; et l'organisation armée des partisans commençait en Croatie, en Slovénie et en Slavonie". »

Les succès remportés par l'Armée rouge durant l'hiver de 1941 furent accompagnés non seulement par l'extension de la résistance en Yougoslavie, mais par sa coordination et sa centralisation :

« La direction du mouvement des partisans utilisa les mois d'hiver pour réorganiser ses forces. Des détachements furent transformés en brigades de choc et en bataillons. Un haut commandement de partisans et de volontaires fut établi, et des liens noués avec les partisans opérant en Albanie et en Grèce (...).

En Europe occupée, la question nationale fusionne organiquement avec la question sociale. Dans le cas de la Yougoslavie, le combat contre les armées occupantes ne pouvait se développer sans un affrontement immédiat avec les collaborateurs, à la tête desquels se trouvaient les propriétaires fonciers et les capitalistes, secondés par leurs bureaucraties centrales et locales. Les staliniens, en URSS comme à l'extérieur, ont cherché à cacher le fait essentiel que le mouvement de guérilla, bien qu'agissant dans le cadre de la "lutte de libération nationale", a tendu à prendre un caractère de classe dès qu'il est devenu un mouvement de masse. »

Citant une dépêche publiée à Stockholm, *Fourth International* informe « que "des mines de charbon, à Lesljanah, ont systématiquement été attaquées par des détachements impor-

tants comptant jusqu'à 400 partisans (...). Les autorités croates ont été contraintes d'envoyer des troupes régulières.»

La voix authentique de la classe dominante peut être entendue dans la manière même dont est rédigée cette dépêche : les autorités croates, c'est-à-dire les représentants des propriétaires fonciers, des propriétaires des mines, etc., "furent contraints" de défendre leurs intérêts et même leurs vies par l'appel à la force armée (...).

L'opposition des capitalistes est d'autant plus vive que la politique des guérillas, même sous direction stalinienne, est allée au-delà des confiscations partielles. "En Slovénie, le Front de libération a récemment confisqué la propriété des espions italiens et des traîtres à notre peuple et l'a distribuée aux paysans victimes de la terreur fasciste (...)" (Daily Worker, 28 juillet 1942). »

Mais alors que la bureaucratie stalinienne (caste parasitaire dont la politique est motivée par la défense des propres privilèges qu'elle pille sur le dos de la propriété d'Etat en URSS) tente de soumettre la résistance des peuples à une alliance avec la bourgeoisie (avec les Churchill, de Gaulle et Mikhaïlovich) "contre le fascisme", le militant trotskyste qui écrit cet article dans *Fourth International* note :

« Il ne faut pas oublier que cette politique de confiscation ne frappe pas seulement les propriétaires fonciers et les capitalistes yougoslaves qui collaborent directement avec les puissances de l'Axe (1), mais aussi ceux qui soutiennent Mikhaïlovich et le gouvernement en exil. Eux aussi relèvent de la catégorie des "traîtres à notre peuple" (...).

La paysannerie de Yougoslavie, qui veut la terre depuis des siècles, a utilisé l'occasion qui lui était donnée de partager les terres des grands propriétaires fonciers. Cet irréductible conflit de classe est nourri par la survivance à la campagne de conditions féodales, et ce, particulièrement, en Bosnie et en Herzégovine, où les réformes abolissant le servage ne furent introduites qu'en 1929 (...). Des mesures non moins radicales ont été mises en œuvre dans d'autres sphères de la vie économique du pays (...). D'après un témoignage de première main, à la fin du mois d'août 1941, "Uzice était contrôlée par nous (c'est-à-dire les partisans) et nous y tenions des usines dans lesquelles nous produisions différents types de biens" (Slobodna Rech, 2 mars 1943). »

La destruction du vieil appareil d'Etat par les partisans yougoslaves

Fourth International, se basant sur un document des partisans eux-mêmes, démontre comment « la destruction du vieil appareil d'Etat par les partisans yougoslaves signifie la tentative, au travers de la guerre civile, d'installer un nouvel Etat. Ce processus est décrit comme suit dans un document officiel des partisans yougoslaves : "Afin de rassembler toute la population pour poursuivre la lutte difficile contre l'occupant, il est nécessaire de créer des institutions publiques, répondant au mieux aux exigences de la situation, qui soient proches du peuple et dont nous devons prendre toute la charge au nom du peuple. L'ancien gendarme, l'ancien policier et l'ancien appareil local ne peuvent répondre à ces besoins, car cet appareil est infesté d'éléments au service de l'ennemi, parce que, jusqu'à présent, il a été au service de l'occupant et que celui-ci, par ses agents, conserve son influence sur eux. De plus, cet appareil ne bénéficie pas de la confiance du peuple et ne correspond donc pas aux besoins des jours critiques que nous vivons. Nous considérons que les comités de libération nationale que le peuple établit lui-même sont à cet étape les organes les plus adaptés sur lesquels nous pouvons nous appuyer" (La vérité sur la Yougoslavie, un rapport documentaire publié en janvier 1943 sous le patronage de Louis Adamic, Zarko Bunich et d'autres Américains d'origine yougoslave). »

Cette véritable révolution se heurte à la politique contre-révolutionnaire du stalinisme, et c'est contre Staline et son appareil que, poussée par la mobilisation révolutionnaire des masses, la direction des partisans, dirigée par le PC yougoslave de Tito, est amenée à proclamer la République fédérale en 1946.

(1) "Puissances de l'Axe" : Allemagne nazie, Italie fasciste et Japon.

L'“Union” européenne, une machine à balkaniser tout un continent

Quelle issue pour les peuples d'Europe ?

Par Christel Keiser

Dans l'article qui précède, Dominique Ferré montre comment la destruction de la propriété sociale en ex-Yougoslavie (sur injonction de l'impérialisme américain, du FMI et de l'Union européenne) conduit à un effondrement économique, social et politique généralisé, qui prend la forme d'une “rebalkanisation” sans fin.

Il note que, dans le même mouvement où ils favorisent la multiplication d'Etats croupions, les dirigeants de l'Union européenne les incorporent aux institutions européennes. Qu'est-ce que cela signifie ?

MAFIAS, CRISE DU GAZ ET UNION EUROPÉENNE

Dans une interview publiée le 2 février dernier par le quotidien bucarestois *Ziarul Financiar*, Jonathan Scheele, chef de la délégation de la Commission européenne à Bucarest, déclare :

“La Roumanie pourra représenter un modèle de succès à l'intérieur de l'Union

européenne, si elle remplit quelques conditions qui s'imposent.”

Parmi ces conditions : une réforme profonde de l'administration locale (“*ce qui est un élément capital*”) et de la fonction publique, et la décentralisation.

“Le problème n'est pas de savoir si la Roumanie intégrera l'Union européenne en 2007, mais plutôt en quelle mesure elle sera en état (...) de faire face aux défis qui découlent du statut de membre de l'Union européenne.”

dit Jonathan Scheele. L'objectif de Bruxelles n'est donc pas “d'intégrer” les Etats des Balkans et de l'est de l'Europe.

Il s'agit, d'une part, de pousser les gouvernants mafieux des Etats et pseudo-Etats des Balkans à aller jusqu'au bout de la destruction de ce qui reste de la propriété sociale ; d'autre part, de conduire à l'éclatement — sous couvert de régionalisation, décentralisation, autonomie... — des Etats et pseudo-Etats, et ainsi les utiliser comme une “masse de manœuvre” pour “balkaniser” toute l'Europe.

Exagération de notre part ? L'Ukraine, autre pays issu de l'éclatement de

l'URSS, est candidate à entrer dans l'Union européenne. La "crise du gaz" qui a marqué la fin de l'année 2005, entre la Russie, d'une part, et, d'autre part, l'Ukraine et la Géorgie, a illustré comment la décomposition mafieuse de l'ex-URSS se répand sur tout le continent (1).

Rappelons les faits : en juin 2005, la compagnie russe Gazprom dénonce l'accord de troc avec la compagnie ukrainienne Naftogaz. En novembre, la Russie exige un triplement du prix de vente du gaz russe à l'Ukraine. Le mois suivant, la compagnie russe menace de suspendre les livraisons à l'Ukraine à partir du 1^{er} janvier 2006. Le prix proposé à l'Ukraine pour 1 000 m³ de gaz russe est alors de 220 dollars.

Le 1^{er} janvier, le gaz est coupé, alors que l'hiver est particulièrement froid. Le 3 janvier, Gazprom et Naftogaz signent un accord fixant à 230 dollars le prix des 1 000 m³ de gaz, tout en autorisant l'Ukraine à payer 95 dollars à une mystérieuse compagnie, RosUkrEnergo, qui, officiellement, mélangera le gaz russe à du gaz à bas prix des pays d'Asie centrale. Quelques jours plus tard, les députés ukrainiens destituent le gouvernement du Premier ministre ukrainien, Youri Ekhanourov, lié au président Iouchtchenko, arrivé au pouvoir un an auparavant lors de la "révolution orange"... contre le candidat soutenu par Poutine. Les Etats-Unis protestent contre cette destitution.

Puis, des pipe-line servant à livrer du gaz russe à la Géorgie — dont le gouvernement est étroitement lié aux Etats-Unis depuis la "révolution de la rose" de 2003 — sont victimes de mystérieuses "explosions terroristes" non revendiquées, bloquant les livraisons de gaz russe à la Géorgie pendant quelques jours, en pleine vague de froid hivernal.

A l'ouest de l'Europe, les gouvernements des pays traversés et livrés par les gazoducs venus de Russie et transitant par l'Ukraine s'inquiètent sur la chute possible des livraisons.

Qu'y a-t-il derrière cette crise ? La destruction de l'URSS en 1990-1991 — dont la bureaucratie stalinienne, devenue courroie de transmission de l'impérialisme dans l'Etat ouvrier, a été un agent déterminant — a mis fin aux liens écono-

miques, dégagés du marché mondial, qui, même dans le cadre de l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré, subsistaient entre les différentes républiques. En particulier les liens — dénaturés et parasités par la bureaucratie — qui permettaient aux différentes républiques des échanges et un accès aux matières premières et aux sources d'énergie à des prix largement en dessous de ceux du "marché mondial".

Les mafieux russes, issus de la décomposition de la bureaucratie, contrôlent des réserves immenses en pétrole et en gaz. Ils sont en mesure de demander aux anciennes républiques soviétiques devenues "indépendantes" un prix se rapprochant du prix du marché mondial. Ce que ces anciennes républiques (telles l'Ukraine ou la Géorgie), dont l'économie s'est effondrée depuis quinze ans, sont incapables d'assumer. Cette exigence d'alignement sur les prix du marché mondial dans tous les domaines est d'ailleurs formulée par l'impérialisme américain via l'Organisation mondiale du commerce, à laquelle la Russie, comme l'Ukraine, sont candidates.

Mais "alignement sur les prix du marché mondial" ne signifie pas que s'instaure dans les républiques d'ex-URSS une "économie de marché", une économie capitaliste basée sur la propriété privée des moyens de production. Ni les exportations de gaz ni celles de pétrole, dont les gigantesques bénéfices sont empochés par quelques milliers de privilégiés vivant à Moscou et Saint-Pétersbourg, et surtout à l'étranger, ne sont investies dans une quelconque production industrielle. Un journal français note ainsi que

"l'accord gazier signé le 4 janvier à Moscou, après trois jours de coupure de gaz, s'avère particulièrement problématique du point de vue ukrainien. Kiev a accepté d'importer tout son gaz via une société très suspecte, RosUkrEnergo, contrôlée pour moitié par le géant russe Gazprom et pour moitié par... des investisseurs inconnus, qui se cachent sous le prête-nom de la banque autrichienne Raiffeisen. Il y a quelques mois, le parquet ukrainien avait d'ailleurs ouvert une

(1) A ce sujet, on lira dans ce numéro de *La Vérité* l'échange entre le Parti ouvrier révolutionnaire de Perm et la commission ex-URSS du secrétariat international.

enquête contre cette société, soupçonnée de liens avec le crime organisé et de détournement massif de fonds. Toujours selon l'accord, RosUkrEnergo achètera le gaz russe à 230 dollars les 1 000 m³, pour le revendre à l'Ukraine 95 dollars, après l'avoir mélangé aux importations de gaz turkmène, ouzbek ou kazakh, qui est beaucoup moins cher. Selon plusieurs experts, ce montage pourrait permettre à Gazprom et aux mystérieux actionnaires de RosUkrEnergo de détourner des sommes considérables, en vendant à l'Ukraine plus de gaz d'Asie centrale et moins de gaz russe" (Libération, 11 janvier 2006).

Ces faits témoignent de l'absolue mafiosisation de l'économie ukrainienne. Ils sont connus de tous. Et pourtant, le plus grand donateur et principal partenaire commercial de l'Ukraine n'est-il pas l'Union européenne ?

Depuis 1991, l'Union européenne a aidé l'Ukraine à hauteur de plus d'un milliard d'euros, en aides commerciales, assistance technique ou aide humanitaire (2). Depuis, la Commission européenne a lancé en mai 2003 sa "politique de nouveau voisinage", qui invite l'Ukraine à "respecter les valeurs qui fondent l'Europe communautaire". Ce qui s'est traduit par l'adaptation de la législation ukrainienne aux directives européennes, entraînant notamment le démantèlement du Code du travail ukrainien.

Faut-il poursuivre ? L'incorporation à marche forcée des pays issus de l'ex-URSS et soumis à une mafiosisation grandissante, et des Balkans "rebalkanisés" à l'Union européenne, c'est la marche à la balkanisation de toutes les nations enfermées dans le carcan de ladite Union européenne.

« A la "rebalkanisation" des Balkans s'oppose le mot d'ordre de fédération balkanique et de reconquête »,

écrit Dominique Ferré. A la balkanisation généralisée par l'Union européenne, ne faut-il pas opposer le mot d'ordre des "Etats-Unis socialistes d'Europe" ?

À NOUVEAU SUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

En 1923, Trotsky écrit :

"L'Europe n'est pas un terme géographique, mais un terme économique

incomparablement plus concret que le marché mondial. Si pour la péninsule des Balkans, nous avons déjà depuis longtemps reconnu la nécessité d'une fédération, il est temps maintenant d'envisager la réalisation de cette fédération pour l'Europe balkanisée."

Et Trotsky de répondre à une objection :

« Mais, pourra-t-on demander, pourquoi une fédération européenne et non pas mondiale ? Cette façon de poser la question est trop abstraite. Evidemment, l'évolution économique et politique mondiale tend à la réalisation d'une économie mondiale unique, avec le degré de centralisation qui correspondrait au niveau de la technique.

Mais il ne s'agit pas de la future économie socialiste mondiale. Il s'agit, pour l'Europe actuelle, de sortir de l'impasse. Il faut indiquer une issue aux ouvriers et aux paysans de l'Europe déchirée et ruinée — indépendamment de la cadence à laquelle marchera la révolution en Amérique, en Australie, en Asie, en Afrique.

De ce point de vue, le mot d'ordre des "Etats-Unis socialistes d'Europe" est sur le même plan historique que celui du "gouvernement ouvrier et paysan" : c'est un mot d'ordre transitoire indiquant une issue, ouvrant une perspective de salut, et par là même poussant les masses laborieuses dans la voie révolutionnaire » (3).

"Il s'agit pour l'Europe actuelle de sortir de l'impasse", écrit Trotsky en 1923. Mais l'"impasse" de 2006, celle du carcan destructeur dans lequel l'Union européenne plonge toutes les nations du continent, n'est-elle pas encore plus dislocatrice que celle de 1923 ?

Sortir de cette "impasse" peut-il signifier autre chose que de dégager les nations d'Europe, toutes les nations d'Europe, des institutions de l'Union européenne ?

N'est-ce pas le seul moyen de rompre avec la politique de dislocation des nations que l'Union européenne, outil de l'impérialisme américain (voir encadré sur la Banque centrale européenne), met en œuvre dans chacun de ses Etats membres ?

(2) Site <http://www.diploweb.com>

(3) "De l'opportunité du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe", paru dans la Pravda.

Avec la Banque centrale européenne, l'Union européenne dominion des Etats-Unis

L'édification de la Banque centrale européenne, prévue comme l'institution de l'euro par le traité de Maastricht, est une étape de plus dans la transformation de l'Union européenne en dominion des Etats-Unis. La Banque centrale européenne ne relève en effet du contrôle d'aucune institution élue. Cette "indépendance" la situe au-dessus de toutes les institutions, y compris au-dessus des institutions internationales de l'Union européenne elle-même. Elle signifie, en réalité, une subordination aux marchés financiers, eux-mêmes subordonnés aux intérêts du capital financier nord-américain régi par la Réserve fédérale.

L'article 108 du traité de Maastricht-Amsterdam stipule en effet :

"Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés par le présent traité (...), ni la BCE, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des Etats membres ou de tout autre organisme. Les institutions et organes communautaires ainsi que les gouvernements des Etats membres s'engagent à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer les membres des organes de décision de la BCE."

Et cette "indépendance" s'exerce sur un mandat clair. L'article 105 définissant le système européen des banques centrales (SEBC) indique :

"L'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix (...). Le SEBC agit conformément aux principes d'une économie de marché ouverte, où la concurrence est libre."

Et en vertu de ce principe de libre concurrence, la Commission européenne édicte des dizaines et des centaines de directives, que les Etats membres sont tenus de transposer et qui aboutissent notamment à la privatisation de tous les services publics.

N'est-ce pas le seul moyen de rompre avec la "balkanisation" de l'Europe, qui détruit toutes les conquêtes arrachées dans le cadre des Etats et des nations par les classes ouvrières, à l'est comme à l'ouest ?

Trotsky écrit dans le même article :

« L'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les questions essentielles de la reconstitution économique de l'Europe se manifeste de plus en plus nettement devant les masses laborieuses. Le mot d'ordre du "gouvernement ouvrier et paysan" va au-devant de cette aspiration croissante des travailleurs à trouver une issue par leur propre force.

Il est nécessaire maintenant d'indiquer d'une façon plus concrète cette issue : c'est la coopération économique la plus étroite des peuples d'Europe, seul moyen de sauver notre continent de la désagrégation économique et de l'asservissement au puissant capital américain. »

D'OÙ VIENDRA L'ISSUE ?

Cet article a été écrit il y a plus de 80 ans. Aujourd'hui, d'où peut surgir cette "coopération économique la plus étroite des peuples d'Europe", seul moyen de sauver notre continent "de la désagrégation économique et de l'asservissement au puissant capital américain" ?

Certainement pas de l'Union européenne, qui démantèle les économies et l'ensemble des forces productives, et les sacrifie sur l'autel des puissants intérêts du capital financier américain (voir encadré Arcelor et AEG).

Certainement pas du cadre de l'Union européenne, qui disloque les nations et les classes ouvrières elles-mêmes de chaque pays. La voie vers la "coopération écono-

mique la plus étroite des peuples d'Europe" passe par le démantèlement des institutions de l'Union européenne et du traité de Maastricht, condition pour ouvrir la voie à l'Union libre des classes ouvrières et des nations libres d'Europe.

La fin de l'année 2005 et le début de l'année 2006 sont marqués à l'ouest de l'Europe par un paradoxe majeur. D'une part, s'est exprimé, avec une force sans

précédent, le rejet de l'Union européenne et de sa politique de destruction (référendums en France et aux Pays-Bas, et, sous une autre forme, résultat des élections en Allemagne). Et pourtant, en ce début d'année 2006, l'Union européenne impose aux travailleurs les coups les plus brutaux, en particulier sous la forme de la dislocation des nations et des conquêtes de la classe ouvrière. Comment cela est-il possible ?

Arcelor et AEG : la destruction des forces productives

Le groupe sidérurgique Mittal, numéro un mondial dans le secteur de la sidérurgie, vient de lancer une offre publique d'achat sur le groupe Arcelor (Arcelor résulte d'une fusion en février 2001 du luxembourgeois Arbed, de l'espagnol Aceralia et du français Usinor). Le groupe Arcelor avait été créé sous l'égide de la Commission de Bruxelles, au nom de "la défense de l'industrie européenne". Au nom de la "concurrence libre et non faussée", l'Etat a dû se désengager et il n'existe plus d'actionnaire français dans le groupe depuis la sortie d'EDF en 2004.

Aujourd'hui, tous en appellent à l'Union européenne pour "défendre" le groupe européen. La commissaire européenne Nelly Kroes a rappelé les règles du marché et de l'Union européenne :

"Je suis contre les champions nationaux, pas franchement favorable aux champions européens, mais très favorable aux champions mondiaux présents en Europe (...). Je regrette que, pour des questions électorales à court terme, certains politiques soient parfois tentés de remettre en question la concurrence. La compétition est un challenge, pas une menace."

Rappelons que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a largement contribué à la montée en puissance du groupe Mittal, puisqu'elle a financé une partie de ses acquisitions, notamment un site au Kazakhstan et une aciérie au Mexique. La BERD lui a par ailleurs accordé deux prêts de 25 millions d'euros chacun pour l'achat de deux sites en Bosnie et en Macédoine.

Des milliers d'emplois ont été supprimés dans le secteur de la sidérurgie en France, en Belgique, en Espagne depuis quarante ans. La création d'un "groupe européen" en 2001, afin de "défendre l'industrie européenne", n'a fait qu'accélérer la liquidation de ce secteur.

C'est le même problème qui est posé à l'usine AEG-Electrolux de Nuremberg, en Allemagne. L'entreprise suédoise AEG juge le retour sur investissement offert à ses financiers insuffisant. Elle décide donc de délocaliser la production en Pologne, et donc de fermer l'usine de Nuremberg, après celle de Kassel. Le 20 janvier, le personnel vote à 96,4 % pour la grève illimitée. Les ouvriers ont rejeté jusqu'à aujourd'hui toutes les propositions faites, car ils veulent le maintien de la production et des emplois sur place. D'autant que J. Petres, président du syndicat IG-Metall, a révélé que 30 % des fonds investis pour la construction d'une usine en Pologne avaient été fournis par l'Union européenne dans le cadre de l'aide qu'elle apporte aux "nouveaux entrants" dans l'Europe des 25. Qui peut prétendre que l'Union européenne est autre chose qu'une machine à détruire les forces productives, qui constituent la base des nations ?

“RÉFORME DU FÉDÉRALISME” EN ALLEMAGNE

L'année 2005 s'est achevée, en Allemagne, par la formation du gouvernement de “grande coalition” (4).

Il aura fallu presque deux mois aux états-majors de la CDU-CSU et du SPD pour accoucher du programme de gouvernement. Un gouvernement où les postes décisifs ont été affectés aux dirigeants du SPD, Müntefering et Steinbrück, pour tenter de paralyser et de désorganiser toute réaction de la classe ouvrière allemande.

Merkel a consacré les premières semaines de son gouvernement à réorienter profondément la politique extérieure de l'Allemagne : voyages à Washington, Londres, Paris, Varsovie, Moscou et Vienne..., annonce du renforcement de l'implication de l'armée allemande en Afghanistan, dans les Balkans, projet d'envoyer des troupes au Congo.

Pour couronner l'ensemble, Merkel s'affichait le 1^{er} janvier à Vienne aux côtés du chancelier autrichien Schüssel pour soutenir vigoureusement le plan annoncé par ce dernier et remettre dans les délais les plus brefs à l'ordre du jour la “Constitution” européenne, rejetée en France et aux Pays-Bas.

Sur le plan intérieur, c'est le vice-chancelier, Müntefering, et le ministre des Finances, Steinbrück (SPD), qui sont à la manœuvre. D'abord, ils ont affirmé leur détermination à poursuivre les contre-réformes engagées par Schröder : réforme de la santé, réforme de la loi sur le travail, lois Hartz, accélération des privatisations, notamment dans les hôpitaux, et encouragement donné aux restructurations industrielles, avec les aggravations que Schröder avait lui-même introduites avant son départ, notamment dans la loi Hartz-IV.

Mais cela ne suffit pas. Dans le cadre de la préparation du budget, P. Steinbrück avait déclaré au *Berliner Morgenpost* (16 décembre 2005) :

“Il est clair pour le gouvernement et les fractions qui le soutiennent qu'en 2007, les limites du pacte de stabilité devront être strictement respectées (...). La décision que prendra le Parlement (...) est à respecter. Mais à la fin, les chiffres doivent coller.”

Difficile d'exprimer plus clairement le viol de toute souveraineté, revendiqué par un ministre (SPD), pour satisfaire aux exigences du pacte de stabilité et des traités qui fondent l'Union européenne.

Le même Peer Steinbrück a précisé devant la chambre de commerce et d'industrie (IHK), le 10 janvier 2006, que

“la situation des budgets publics ne permet plus de financer un Etat social dans les mêmes volumes que ceux pratiqués jusqu'à maintenant”.

Mais cela ne suffit pas. La dure réalité de la lutte de classe se rappelle à l'attention de tous sous la forme du déclenchement de la grève des fonctionnaires du Bade-Wurtemberg. Une grève qui sonne comme un avertissement jusque dans les sommets du SPD, où resurgit la crise qui avait été étouffée dans l'œuf quelques mois auparavant.

Quand Müntefering revendique de façon provocatrice le “pacte gouvernemental” qu'il a signé, piétinant les positions du SPD (même les plus timides et équivoques) pour s'aligner sur les exigences les plus radicales de l'aile la plus radicale de la CDU (comme par exemple le passage de l'âge de la retraite à 67 ans), c'est le tollé. Müntefering rappelle à l'ordre son monde :

“Vos critiques sont d'un niveau si bas que je vous dis d'arrêter immédiatement. Je n'ai pas oublié l'expérience de l'élection à la présidence du parti. Je dis stop !”

Mais il leur faut aller beaucoup plus loin. Pour briser la classe ouvrière et se mettre en conformité avec les institutions de l'Union européenne, resurgit la “réforme du fédéralisme”. En réalité, toutes les composantes de la “grande coalition”, des successeurs de Schröder aux dirigeants des partis bourgeois (CDU, CSU), avec l'appui des néo-staliniens du PDS (dont une partie de l'organisation allemande du Secrétariat unifié), sont engagées dans le processus visant à la dislocation de la nation allemande que le peuple et la classe ouvrière avaient réunifiée en 1989, contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne. Le dossier de la “ré-

(4) Voir l'article de Daniel Gluckstein, “L'actualité du combat pour le front unique sur le Vieux Continent”, dans *La Vérité*, n° 46.

forme du fédéralisme” ressort début 2006. Les propositions pour rendre la République fédérale eurocompatible sont :

- les universités et l'école sont transférées aux Länder ;

- les fonctionnaires d'Etat, jusqu'ici payés par l'Etat fédéral, sont transférés aux Länder, qui les paient et définissent leur temps de travail ;

- les administrations centrales de l'Etat fédéral sont pour l'essentiel transférées aux Länder ;

- l'habitat social, jusqu'ici financé par la République fédérale, ne relève plus d'elle ;

- le droit pénal, le droit de réunion, les droits de la presse, la réglementation du travail... sont transférés aux Länder ;

- le respect de la loi de péréquation financière garantissant la solidarité entre Länder et le droit de chaque citoyen de bénéficier des mêmes droits sociaux sur tout le territoire de la République fédérale n'est plus obligatoire.

- les Länder et les communes sont tenues de respecter le pacte de stabilité de l'Union européenne.

Le lien est immédiat avec la grève des fonctionnaires du Land de Bade-Wurtemberg, qui menace de s'étendre à tout le pays.

Le 2 février, 220 000 fonctionnaires communaux du Land de Bade-Wurtemberg décidaient à une majorité de 94,7 % de se mettre en grève à partir du lundi 6 février.

Ils exigent l'annulation de la décision du Land de les faire travailler 40 heures au lieu de 38,5 heures sans compensation de salaire, ainsi que l'annulation de la baisse de la prime du 13^e mois.

De quoi s'agit-il ? Le *Financial Times Deutschland* (7 février) résume le problème :

“Il s'agit d'une question de principe. Si l'Etat se conduit comme une entreprise privée, alors, il doit adapter sa politique des personnels à ses moyens financiers, et donc décider de coupes claires importantes (...). Revoir complètement les services que doit rendre l'Etat (...). Et décider que les entreprises privées peuvent fournir des services communaux ou de Länder de meilleure qualité à un meilleur prix.”

Ne sommes-nous pas au cœur des problèmes posés par la “réforme du fédéralisme” et de la mise en “eurocompatibilité” de l'organisation de l'Etat ? N'est-ce pas, répétons-le, la balkanisation des vieilles nations d'Europe de l'Ouest qui est en marche ?

Comment en est-on arrivés là ? Jusqu'à un passé récent, les fonctionnaires communaux et les fonctionnaires des Länder (ouvriers et employés) étaient couverts par une même convention collective (le BAT) à l'échelle de toute la République fédérale : même rémunération, mêmes horaires, mêmes acquis.

Comment une brèche a-t-elle pu être ouverte ? Ici intervient le rôle particulier du PDS, parti qui réunit, rappelons-le, les débris du vieux parti stalinien est-allemand et le Secrétariat unifié. C'est le gouvernement SPD-PDS du Land de Berlin qui, le premier, a dénoncé la convention collective (BAT), appelant les autres Länder à faire de même, sous les applaudissements de la CDU. Dans la foulée, les dirigeants du syndicat Ver.di ont signé la fin du BAT au profit d'une autre convention (le TVÖD). Cette nouvelle convention permet à chaque Land de renégocier à son niveau les horaires, les rémunérations... Tous les Länder de toutes couleurs politiques ont donc décidé d'augmenter les horaires de travail, sans compensation, afin d'économiser 250 000 postes de travail.

C'est contre cette infamie que se dressent les fonctionnaires du Bade-Wurtemberg et que sept autres Länder étaient en train de voter la grève pour la fin de la deuxième semaine de février. La direction du syndicat Ver.di, qui, en faisant sauter le verrou du BAT, a ouvert la brèche dans laquelle les Länder se sont engouffrés, est ainsi contrainte d'organiser la grève la plus importante de fonctionnaires que la République fédérale ait connue depuis quatorze ans.

C'est un fait : la subordination aux exigences de l'Union européenne, au pacte de stabilité, à la volonté de disloquer l'Etat fédéral, et, derrière lui, la nation, menace de mort le syndicat.

En se soulevant contre la privatisation de la fonction publique et des services publics dictée par Maastricht, les fonc-

tionnaires occupent le seul terrain sur lequel les syndicats peuvent exister de manière indépendante.

L'“EXPÉRIENCE” DE ROMANO PRODI EN ITALIE

Dans les semaines qui ont suivi la formation du gouvernement de “grande coalition” en Allemagne, Romano Prodi a été investi chef de la coalition baptisée “l'Unione” en Italie. Prodi bénéficie du soutien d'un large éventail de formations politiques, depuis les débris de la démocratie chrétienne jusqu'au Parti de la “refondation communiste” de Bertinotti, qui intègre en son sein la section italienne du Secrétariat unifié, en passant par les anciens staliniens reconvertis désormais membres de l'Internationale socialiste.

La place particulière de Prodi réside en ceci : comme président du Conseil, il a été à l'avant-garde de la dislocation de l'unité de la nation italienne en faisant adopter des réformes constitutionnelles qui ont fait dire que, désormais, il n'y avait plus une Italie, mais “vingt petites Italies”.

Son palmarès est éloquent.

Chef du gouvernement durant 28 mois, jusqu'en octobre 1998, Prodi a fait passer la loi Treu, imposant le travail précaire, la loi d'autonomie scolaire, la première réforme de la Constitution instituant la régionalisation et les lois de finances les plus strictes, entraînant des coupes drastiques dans tous les domaines.

Président de la Commission européenne de 1999 à 2004, il a organisé le passage à l'euro. C'est lui qui a élaboré la stratégie de Lisbonne, entraînant, au nom de la “libre concurrence”, la privatisation de l'eau, du gaz, de l'électricité. C'est lui qui a organisé le sommet de Barcelone en 2002, qui a imposé à tous les pays les “réformes” des retraites

C'est lui qui, comme président de l'IRI, a détruit 200 000 emplois dans la sidérurgie, a interdit, comme président de la Commission européenne, l'aide aux entreprises et ainsi permis d'organiser la destruction de Fiat. C'est lui qui a corédigé le projet de Constitution européenne.

Prodi, d'ailleurs, ne cache pas le programme qu'il entend mettre en œuvre :

“Remettre en cause les fondements du pacte de stabilité est un acte irresponsable. Nous ferons les réformes radicales dans le tertiaire, dans le commerce, dans les professions et les services de l'administration publique. Dans tous les cas, nous privatiserons, nous libéraliserons. Il faudra avoir du courage pour abattre la défense corporatiste des lobbies, qui, jusqu'à aujourd'hui, ont bloqué la situation. Il faudra faire vite.”

Programme de guerre contre la classe ouvrière ! Devant la presse, le 11 février 2006, Prodi a martelé : l'objectif est “le retour graduel du déficit dans les paramètres du pacte de stabilité” et la réduction des “charges (patronales — NDLR) exercées sur le travail” !

Qui peut penser que les millions des travailleurs italiens aspirent à cette politique ?

Les membres du Secrétariat unifié (courant “Sinistra Critica” du Parti de la refondation communiste) “critiquent” Prodi.

Mais ils ne font jamais allusion au fait qu'il a présidé la Commission européenne. Ils déclarent qu'il “faut un accord politico-électoral sur plusieurs points forts, pour chasser Berlusconi” (intervention de Gino Malabarba au CPN du Parti de la refondation communiste des 21 et 22 janvier 2006).

Dans cette réunion du Parti de la refondation communiste, qui doit se prononcer non seulement sur l'accord avec Prodi, mais sur le programme politique de la coalition entre le Parti de la refondation communiste et Prodi, intitulée “l'Unione”, on critique, certes, du côté du Secrétariat unifié, mais on ne dit mot de l'Union européenne.

Prenant la parole au nom du courant “Sinistra Critica”, S. Cannavo et F. Turigliatto, représentants du courant du Secrétariat unifié, déclarent voter contre la proposition de la direction du Parti de la refondation communiste de signer l'accord de gouvernement avec Prodi. Mais ils précisent que “Refondation communiste doit poursuivre sur la voie d'un accord électoral pour battre la droite” et estiment que “la campagne électorale de Refondation communiste (doit se développer — NDLR) sur la base de son propre

programme et sur les parties positives que contient le programme de l'Unione".

Donc, l'Unione, programme électoral passé avec Prodi dans le cadre de l'Union européenne, dans le cadre du respect du pacte de stabilité, comprend des "parties positives" et d'autres qui le sont moins ? Donc, pour ces raisons, le Secrétariat unifié fait campagne — dans le cadre de l'Unione dirigée par Prodi — pour la victoire de la coalition dirigée par Prodi ? Bien sûr, parce qu'il leur faut jouer le rôle d'une "gauche", au moins en apparence, ils précisent qu'à ce stade il faut faire gagner l'Unione, mais "*rester en dehors*" du futur gouvernement de centre-gauche... à moins que le Parti de la refondation communiste n'"*obtienne un accord précis pour l'abrogation des lois Berlusconi*".

La critique du Secrétariat unifié se situe donc quelque part entre soutenir de l'extérieur le gouvernement Prodi ou éventuellement créer les conditions d'y participer. Mais, il s'agit, répétons-le, d'un gouvernement dont Prodi a clairement annoncé qu'il allait poursuivre l'application stricte du pacte de stabilité, même plus strictement que Berlusconi, qu'il allait poursuivre les privatisations, la déréglementation et l'éclatement de l'Italie.

N'est-ce pas une honte pour des gens qui osent se réclamer de la IV^e Internationale (5) ?

FAIRE "PAYER" LE 29 MAI EN FRANCE

Les premiers jours de l'année 2006 sont en France marqués par la même conjonction. D'une part, un véritable basculement dans le sens de la balkanisation de la République une et indivisible sur injonction de l'Union européenne, d'autre part, pour imposer cette politique aux masses, la mise en œuvre d'une esquisse d'une grande coalition, sans rive à l'extrême gauche (puisque la LCR, section du Secrétariat unifié, s'y intègre).

Au 1^{er} janvier 2006, plus de 130 000 fonctionnaires d'Etat, de l'Education nationale et agents de l'Equipement ont été transférés aux départements et aux régions. Il s'agit de poursuivre la politique de décentralisation, qui transfère toute une série de responsabilités qui relevaient

jusqu'à présent du domaine de l'Etat vers les collectivités territoriales. Mais celles-ci ne disposant pas des moyens financiers nécessaires pour assumer les nouvelles responsabilités, ce sont des pans entiers des services de l'Etat qui sont privatisés ou menacés de privatisation... ou tout simplement liquidés. Il n'y a pas un jour sans l'annonce de nouvelles privatisations.

Au nom du respect du pacte de stabilité, la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), entrée en application le 1^{er} janvier 2006, bouleverse l'ensemble du fonctionnement de l'Etat et de ses services en diminuant les crédits affectés aux dépenses de personnel.

Au début du mois de février, la loi instaurant le "contrat première embauche" (CPE) a été adoptée par l'Assemblée nationale. Le CPE permet aux entreprises d'embaucher des jeunes de moins de 26 ans avec une "période d'essai" de deux ans, qui est en réalité une véritable période de non-droit pendant laquelle le patron peut mettre fin au contrat à tout moment sans aucune justification et sans payer la moindre indemnité de licenciement. Toute la "gauche" a protesté. Mais personne, hormis le Parti des travailleurs, n'a mis en évidence que c'est l'Union européenne qui, dans ses "lignes directrices" pour la période 2005-2008, exige de "*favoriser la flexibilité*" (ligne 20).

La Commission européenne précise : "*adapter la législation relative à l'emploi, réexaminer si nécessaire le niveau de flexibilité offert par les contrats permanents et non permanents*", puis "*encourager et propager les formes innovantes et adaptables d'organisation du travail*" et "*diversifier les modalités contractuelles et les dispositions relatives au temps de travail*". N'existe-t-il pas un rapport direct entre les recommandations de l'Union européenne et la mise en place du CPE ? Mais l'Union européenne ne s'arrête pas là. Il s'agit aujourd'hui de détruire l'ensemble des droits de la jeunesse, afin d'ouvrir la voie à une précarité "à vie". Ainsi, la Commission européenne, dans son rapport intitulé "*Emploi et*

(5) Concernant les positions de la tendance *Militant* (Falce Martello) au sein du Parti de la refondation communiste, on lira l'article consacré à ce courant dans ce numéro de notre revue.

Europe” (novembre 2005) sur l’emploi des jeunes, exige de

« soutenir les jeunes à mesure qu’ils poursuivent des carrières “non linéaires” en alternant travail, études, chômage, formation ou actualisation de leurs compétences (...), augmenter la dis-

ponibilité des formes plus flexibles d’emploi comme le temps partiel, qui permettrait aux jeunes gens de mieux concilier des responsabilités au travail et leur formation ».

Depuis deux décennies, les gouvernements successifs de toutes couleurs poli-

Union européenne, privatisations et destruction de la Sécurité sociale

A l’occasion de son XIV^e Congrès, le Parti des travailleurs a rédigé un document qui met en évidence le rapport direct entre les récentes directives européennes et leurs conséquences en France. Toutes ces directives s’appuient sur le traité de Maastricht, dont l’article 92, devenu article 87 du traité d’Amsterdam, stipule :

“Sauf dérogations prévues par le présent traité, sont incompatibles avec le marché commun, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d’Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.”

C’est notamment en vertu de cet article qu’ont été édictées plusieurs directives européennes remettant en cause les monopoles publics. Ainsi, la directive européenne 2002/39/CE du 10 juin 2002, transposée dans le droit français (loi du 20 mai 2005), supprime le monopole du service public de La Poste le 1^{er} janvier 2006. En préparation de cette ouverture au privé, la direction de La Poste avait lancé un plan de suppression de deux centres de tri sur trois et restructuré les centres de distribution des facteurs. De surcroît, cette loi crée la banque postale, à laquelle est transféré l’ensemble des bâtiments et outils d’exploitation des services financiers de La Poste. Concrètement, celle loi démantèle le statut des personnels et entraîne une réduction des services rendus aux usagers.

Dans le domaine de l’énergie, la loi du 9 août 2004, dictée par la directive européenne 2003/54/CE du 26 juin 2003, transforme EDF en une société anonyme privée. La loi du 9 août 2004, qui transpose la directive européenne 2003/55/CE du 26 juin 2003, transforme GDF en société anonyme, avec deux conséquences immédiates : le démantèlement du statut des agents, la suppression de 6 000 emplois d’ici 2007 et l’augmentation de 12 % du prix du gaz.

La Commission européenne, dans une communication sur la protection sociale du 20 avril 2004, exige, au nom du respect du pacte de stabilité : *“Les Etats membres mettent en œuvre des mesures ou des réformes destinées à assurer l’équilibre financier des systèmes qui s’appuient sur divers instruments”*, dont les *“taux de remboursement, afin de responsabiliser et d’orienter la demande”*. Afin d’appliquer cette exigence, le gouvernement s’engage alors à réduire les dépenses de santé de 11 milliards d’euros de 2004 à 2007. Depuis le 1^{er} janvier 2006, le taux de remboursement des soins par la Sécurité sociale est passé de 70 à 60 %. Le forfait journalier est passé de 14 à 15 euros et un forfait de 18 euros a été instauré pour tous les actes médicaux supérieurs à 91 euros.

L’objectif de l’Union européenne, répétons-le, aux ordres de l’impérialisme américain, est donc bien de porter les coups les plus brutaux aux travailleurs, pour ainsi détruire la classe ouvrière comme classe, et par conséquent détruire ses conquêtes et ses organisations.

tiques, de droite, PS-PCF-Verts, etc., soumis à l'Union européenne, ont imposé lois de "décentralisation" et de régionalisation sapant les bases de la République une et indivisible. N'a-t-il pas raison, ce maire, défendant la démocratie communale issue de la Grande Révolution française de 1789, qui déclarait lors de la Convention nationale pour la reconquête de la démocratie politique et la rupture avec l'Union européenne, le 16 octobre 2005 :

"Quand l'intercommunalité forcée piétine la libre administration des communes au profit de nouvelles baronnies réinstaurant des privilèges que la Révolution française avait abolis, quand la régionalisation menace directement l'unité de la République et que la décentralisation remet en cause l'égalité en droit des citoyens (...), ne sommes-nous pas en droit de nous poser la question : faudrait-il avoir recours à la mobilisation du peuple, à l'établissement de ses cahiers de doléances, pour sauver la République et reconquérir la démocratie politique ?"

N'avait-il pas raison, cet autre délégué à cette convention, qui affirmait :

"La rupture doit être réelle, sinon le risque existe d'une balkanisation de la France (...). La République est en danger, la démocratie est en danger. Nous avons le devoir de nous mettre à travailler ensemble, afin que nous puissions retrouver une société laïque et républicaine digne de ce nom."

Le 29 mai 2005, les masses, déjouant tous les calculs des appareils, ont infligé une défaite majeure à l'Union européenne. Elles ont, de ce fait, infligé une défaite majeure aux appareils, qui, soit cherchaient directement à défendre les institutions européennes, soit, sous la pression de la campagne du Comité pour la victoire du vote non (qui regroupait des militants de différents courants du mouvement ouvrier, dont des militants du Parti des travailleurs), s'étaient engagés dans une campagne dénonçant du bout des lèvres l'Union européenne, mais au nom d'une "bonne Europe" et d'un "bon traité constitutionnel" (ce qui, on le verra plus loin, demeure leur position aujourd'hui).

L'aggravation et l'accélération de l'offensive du gouvernement contre les travailleurs dans la dernière période, et en particulier depuis le 29 mai, sont incontes-

tables. Est également incontestable le fait que tous ces coups découlent directement de la mise en œuvre des directives européennes. Comme il est tout aussi incontestable que la classe ouvrière et la jeunesse en France cherchent à résister à ces attaques, cherchent les voies et les moyens de s'y opposer.

Et c'est là qu'intervient le processus conduisant à jeter les bases d'une grande coalition à la française.

CES ET ATTAC AU SECOURS DE L'UNION EUROPÉENNE

Dans ce processus, il faut souligner la place particulière de la CES, d'une part, et d'ATTAC, d'autre part.

Au début de l'année 2006, alors que la présidence de l'Union européenne a annoncé son intention de remettre sur les rails le processus conduisant à l'adoption d'une "Constitution" européenne, la prétendue "Confédération européenne des syndicats" (CES) exige d'y être associée :

"La CES appelle la présidence à apporter un nouveau support aux objectifs de la stratégie de Lisbonne (...). Elle a accueilli favorablement l'engagement autrichien à relancer le débat sur la Constitution de l'Union européenne et son rôle dans l'avenir de l'Europe, dans la foulée de son rejet, l'année dernière, par les électeurs français et néerlandais (...). La CES souhaite jouer un rôle actif dans ce débat et faire partie de toute nouvelle initiative",

a affirmé son secrétaire général, John Monks (communiqué CES, 11 janvier 2006).

La CES revendique ouvertement la remise en cause des garanties collectives. John Monks a déclaré le 12 janvier :

« Certains pays (...) ont enregistré de nombreux succès. Ils ont promu la "flexicurité", un concept soutenu par la CES. »

Qu'est-ce que la "flexicurité" ? La réponse est donnée par la Commission européenne :

"La coexistence d'un filet de sécurité social (sécurité) et de l'adaptabilité (ou flexibilité) nécessaire aux entreprises" (communiqué du 20 janvier 2006) !

ATTAC occupe elle aussi une place de choix parmi les partisans de “la relance de la construction européenne”. Dans ses documents (6) — par exemple, les propositions faites par ATTAC au sommet européen d’Hampton Court, le 27 octobre 2005 —, on peut lire :

“Pour aller vers des droits sociaux identiques dans tous les pays de l’Union (...), il s’agirait de déterminer exactement une liste des droits sociaux fondamentaux (salaires, minima sociaux, revenu minimum garanti, pensions...) pour lesquels des normes de convergence — à définir au cas par cas, leur contenu précis dépendant du niveau de développement du pays considéré — pourraient être établies. Il conviendrait simultanément de fixer un calendrier précis et aussi contraignant que celui des critères de convergence de Maastricht.”

Ainsi donc, ATTAC se revendique des “critères de convergence” de Maastricht ? Mais ATTAC veut aller plus loin et plus fort que les actuelles institutions européennes. ATTAC veut que les critères de convergence soient désormais “sociaux” !

Mais cela existe déjà. Il existe déjà toute une politique visant à faire “converger” les droits sociaux de tous les pays. Mais les faire converger sur la base de la déréglementation, de la destruction ! Tous les travailleurs d’Europe le savent.

Poursuivons. Dans une note intitulée “*Directive Bolkenstein et construction européenne, une mise en perspectives*”, datée du 31 novembre 2005, les dirigeants d’ATTAC reviennent sur la construction européenne depuis le traité de Rome. Ils saluent :

“Cette volonté de construire un marché intérieur unifié (qui) s’accompagne d’une volonté d’homogénéiser l’espace européen, que ce soit par des politiques de rattrapage avec les fonds européens ou par des directives d’harmonisation dont on peut discuter le contenu, mais qui visaient à combattre les différenciations entre les pays.”

En effet, pour “combattre les différenciations”, l’Union européenne ne s’en prive pas ! Et toujours dans le même sens, celui de détruire les conquêtes ouvrières et démocratiques.

Depuis vingt ans, au nom de l’harmonisation, l’Union européenne a détruit des droits conquis depuis des décennies. C’est l’Union européenne qui a imposé en

France, en 2001, le rétablissement du travail de nuit des femmes dans l’industrie, qui a permis la légalisation en 2006 du travail des enfants dès l’âge de 15 ans !

Et cela est vrai dans tous les pays.

En toute logique, ATTAC s’en prend à l’existence des nations : dans un document intitulé “*Propositions générales et transversales pour une autre Europe — Quelle Europe construire ?*”, ATTAC affirme :

« L’échelle des nations européennes d’hier est désormais trop étriquée (...). Qui parle encore de “République” ou de “nation” autrement que sur le mode de la nostalgie impuissante ? L’idée même de peuple, d’ailleurs, n’est-elle pas devenue quasiment obscène, abandonnée aux seuls “populistes” ? »

Mesure-t-on à quel point ATTAC est ici le porte-parole de la plus infâme réaction ? La République et la nation seraient dépassées ? L’idée de peuple serait devenue “obscène” ? Mais la Grande Révolution française a mis au centre de son combat l’unité de la nation, de la République, et l’égalité des droits qui fonde cette République et constitue le peuple !

L’objectif de l’émancipation politique et sociale en Europe, c’est-à-dire l’objectif des Etats-Unis socialistes d’Europe, suppose que les nations d’Europe soient libres, qu’elle ne soient pas détruites. Obscènes, l’existence des nations et la souveraineté du peuple, déclare ATTAC.

En revanche, il ne serait pas obscène que des institutions supranationales dictent aux peuples leurs mesures de destruction !

Il faut être clair : ATTAC, en revendiquant l’atomisation des nations, est l’expression de la politique dictée par l’impérialisme américain de décomposition de toutes les nations.

Mais pour avancer dans cette direction, alors que les masses rejettent cette politique comme elles l’ont exprimé avec force le 29 mai, il faut en France aussi avancer sur la voie de la “grande coalition”.

(6) Les documents d’ATTAC ont été étudiés par la commission de documentation d’*Informations ouvrières*.

LA "GRANDE COALITION" À L'ORDRE DU JOUR EN FRANCE

Le 8 février 2005 était organisé à Paris un "sommet unitaire de la gauche" rassemblant dix partis et formations de "gauche". François Hollande, dirigeant du Parti socialiste et fervent partisan du oui à la Constitution européenne en mai dernier, déclare à l'issue de cette réunion :

"Ça y est, la gauche est là, elle est rassemblée."

Et il précise :

"Maintenant, il y a une autre étape à venir, avec ceux qui veulent s'associer avec nous dans la perspective d'un contrat de gouvernement."

Laurent Fabius, également dirigeant du Parti socialiste, mais partisan du non à la Constitution européenne, indique :

"C'est déjà important que la réunion ait eu lieu, (...) c'est important qu'on mette en place des structures pour préparer la suite."

Chacun le comprend : le seul fait qu'une coalition de gauche se constitue en France, à peine six mois après le référendum du 29 mai 2005, et rassemble certains des dirigeants les plus connus de la campagne en faveur du oui et certains des dirigeants les plus connus de la campagne en faveur du non, et que cette coalition se constitue sans la moindre référence explicite à la rupture avec l'Union européenne, suffit à indiquer dans quel cadre elle se constitue. Surtout qu'elle se place sous la houlette de François Hollande, dirigeant de la campagne pour le oui.

La LCR n'était pas présente le 8 février. Un de ses dirigeants, Alain Krivine, explique à *Libération* (édition du 9 février) :

"Un comité national avec Strauss-Kahn ou Chevènement, ça ne nous intéresse pas. On ne servira pas de béquille à la gauche du oui et à la gauche du non."

Or le 10 mars, un communiqué de la LCR indique :

« La LCR, si elle n'a pas participé à la réunion du 8 février, est tout à fait d'accord pour être partie prenante de toute structure unitaire ayant pour but d'aider à la mobilisation contre la droite et le patronat (...). En conséquence, la LCR participera à la "structure de liai-

son souple et ouverte" mise en place pour riposter à la droite. C'est pourquoi, également, la LCR a décidé de signer le tract et la pétition unitaire exigeant le retrait du CPE. »

Ce tract commun fustige la politique du gouvernement de droite et des patrons, mais se garde bien de désigner la principale responsable de la mise en place du CPE : l'Union européenne. On le comprend, puisqu'il s'agit, dans le cadre de la crise d'effondrement des institutions de la V^e République et de l'Union européenne, de préparer une "solution d'alternance", un gouvernement de "gauche" qui enchaîne l'ensemble des organisations à la politique de l'Union européenne.

Pour la LCR, c'est là une étape qui est franchie, celle que ses amis brésiliens et italiens avaient franchie avant elle.

Mais le contenu de ce basculement vers la "grande coalition" à la française n'était-il pas dessiné dans les positions prises par cette organisation depuis un moment ? Ainsi, le nouveau manifeste de la LCR (juin 2005) affirme :

"L'échelle européenne peut être un point d'appui. L'Union européenne constitue, d'ores et déjà, un embryon d'espace public continental."

Comment peut-on parler d'"espace public continental" pour qualifier une machine de guerre contre les travailleurs ?

Le manifeste de la LCR se prononce pour "*une Europe sociale*" qui "*proposerait la création de services publics européens, en abolissant les directives centrées sur l'ouverture des marchés*". On remarquera, là encore, la similitude de langage avec ATTAC et... l'Union européenne (critères de convergence, normes de convergence). Mais surtout, arrêtons-nous sur "*l'abolition des directives centrées sur l'ouverture des marchés*".

Toutes les directives de l'Union européenne sont par principe fondées sur l'ouverture des marchés, puisqu'elles découlent toutes de la mise en œuvre du traité de Maastricht. C'est donc une véritable escroquerie que de vouloir faire croire que certaines directives européennes ne seraient pas centrées sur l'ouverture au marché.

L'art de la fraude est poussé jusqu'à intituler un paragraphe du chapitre du manifeste consacré à l'Europe "*Vers les*

Etats-Unis socialistes d'Europe”, dans lequel il est écrit :

“Les peuples doivent maîtriser les principaux outils de la vie économique, sociale et politique. Le contrôle et la maîtrise de l'économie (...), la socialisation des secteurs clés de la production exigeront un long processus (...). C'est ce que nous appelons le socialisme, car réhabiliter le sens des mots, c'est reconquérir le droit de choisir.”

Etonnante définition du socialisme ! Le socialisme, ce serait donc “reconquérir le droit de choisir” ! On remarquera, par ailleurs, le soin employé à ne pas parler de l'abolition du système de la propriété privée des moyens de production. Quant à parler de “socialisation des secteurs clés de la production”, comment celle-ci pourrait-elle se conjuguer avec la participation de la LCR à une “grande coalition” avec les partisans de l'Union européenne ?

Rappelons ce que Trotsky expliquait à propos des “Etats-Unis socialistes d'Europe” :

« Nous ne ferons pas ici de prédiction sur la rapidité à laquelle se réalisera l'union des républiques européennes, ni sur les formes économiques et constitutionnelles qu'elle revêtira (...). On pourra objecter que nous préconisons en somme une fédération socialiste européenne en tant que partie constitutive de la future fédération mondiale, et que ce régime n'est réalisable qu'à la condition de la dictature du prolétariat soit établie. Nous ne nous arrêterons pas sur cette argumentation, car elle a déjà été suffisamment analysée lors de l'examen de la question du gouvernement ouvrier. Les “Etats-Unis d'Europe” sont un mot d'ordre qui, sous tous les rapports, correspond à celui du “gouvernement ouvrier”. Le gouvernement ouvrier est-il réalisable en dehors de la dictature du prolétariat ? A cette question, on ne peut faire que des réponses conditionnelles. En tout cas, nous prenons le “gouvernement ouvrier” comme une étape vers la dictature du prolétariat. C'est là précisément ce qui constitue pour nous son immense valeur. Mais le mot d'ordre des “Etats-Unis socialistes d'Europe” a une signification identique » (7).

Pour la IV^e Internationale, il n'y a pas d'issue en dehors des Etats-Unis socialistes d'Europe, et le premier acte de la marche concrète vers les Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est le démantèlement des institutions de l'Union européenne,

c'est la rupture avec Maastricht.

Ce sont ces questions qui sont au cœur du combat engagé par le Comité national pour la reconquête de la démocratie politique. Ce comité a organisé le 18 janvier dernier un meeting pour la rupture avec l'Union européenne et pour la défense des services publics. Dans l'appel issu de ce meeting, on peut lire :

“Contrat nouvelle embauche, transfert des 90 000 ouvriers de l'Education nationale avec la décentralisation, privatisation des services publics, appauvrissement sans fin des paysans, des viticulteurs... C'est tout l'édifice de la République, c'est tout l'édifice de la démocratie politique, c'est tout l'édifice de la démocratie sociale, les droits ouvriers, le Code du travail qui sont menacés de disparition (...). Et tout cela pour une seule raison : violant le vote du 29 mai, le gouvernement continue d'appliquer les directives de l'Union européenne et les diktats du traité de Maastricht (...). Il y a urgence, il faut arrêter cette spirale destructrice (...). Il n'y aura pas de solution sans rupture avec Maastricht, sans rupture avec l'Union européenne (...). Le bureau permanent (du comité national — NDLR) décide de convoquer la deuxième convention nationale pour la reconquête de la démocratie et la rupture avec l'Europe de Maastricht les 27 et 28 mai prochains. Il propose qu'elle soit l'occasion de rassembler 1 000 délégués mandatés.”

Ce sont ces questions qui seront au centre de la discussion de la conférence de Berlin, les 25 et 26 février prochains.

Pour ce qui nous concerne, ces formulations s'insèrent dans une perspective plus ample. A la “rebalkanisation” des Balkans, nous opposons l'union libre des peuples et des nations libres, la Fédération balkanique. A la désUnion européenne des classes ouvrières et des peuples, nous opposons l'union libre des nations, des classes ouvrières et des peuples de toute l'Europe. Les Etats-Unis socialistes d'Europe sont le premier pas dans cette direction, c'est-à-dire le démantèlement des institutions de balkanisation, la rupture avec l'Union européenne et le traité de Maastricht.

Christel Keiser

(7) “De l'opportunité du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe.”

Le *Bulletin de discussion* n° 2 de la commission ex-URSS du secrétariat international vient de paraître, en français et en russe. Outre de nombreuses correspondances de Russie, du Kazakhstan, de Hongrie, de République tchèque, de Roumanie et de Serbie, il publie un échange politique composé d'un texte du Parti ouvrier révolutionnaire de Perm (Russie) et une première réponse de Jean-Jacques Marie, au nom de la commission ex-URSS du secrétariat international. Avec l'accord des camarades, cet échange est reproduit dans ce numéro de *La Vérité*, car les questions qui y sont abordées intéressent l'ensemble des militants qui, dans le mouvement ouvrier, non seulement en ex-URSS et dans l'est de l'Europe, mais dans le monde entier, s'interrogent sur les causes de la chute de l'Union soviétique et de ce qu'elle est devenue quinze ans plus tard.

Texte envoyé par le Parti ouvrier révolutionnaire de Perm (Russie)

**(publié par le bulletin de la commission ex-URSS
du secrétariat international)**

Nous avons étudié votre réponse. Il y a, bien sûr, beaucoup de points communs entre nous. Il semble qu'il y ait aussi des divergences de vue, avant tout sur le caractère de classe du régime actuel en Russie et sur le caractère même du système. Il faut dire qu'au cours des années 1991-2000, nous avons accordé beaucoup d'attention à cette question et que nous en avons beaucoup discuté.

Ces discussions ont permis à notre organisation d'élaborer une position sur cette question. Je me permets de citer des extraits du programme de notre parti sur cette question.

CONTRE-RÉVOLUTION EN RUSSIE

Les chercheurs stipendiés et les hommes politiques de la bourgeoisie s'efforcent aujourd'hui de prouver que c'est l'économie planifiée qui a été la cause de l'effondrement de l'URSS, et que cette économie est indissociable du régime bureaucratique. En réalité, cette économie a besoin de la démocratie tout autant que le corps humain a besoin d'oxygène. L'Union soviétique a pu, sur la base de l'économie nationalisée et planifiée, accumuler un gigantesque potentiel

productif, mais n'a pu utiliser la supériorité de ce potentiel, parce que les exigences du développement économique entraient en permanence en contradiction avec les intérêts de la bureaucratie. Bien que, pendant les premiers plans quinquennaux, le régime ait encore joué un rôle progressiste dans la croissance des forces productives, le système bureaucratique, avec ses privilèges monstrueux, son pillage éhonté des ressources de l'Etat et son volontarisme sans frein en matière de politique économique, était comme une gigantesque tumeur sur le corps de l'Union soviétique. Ces contradictions n'ont seulement pas diminué avec la croissance des forces productives, mais, au contraire, sont devenues de plus en plus aiguës. Aussi, à la fin du règne de la bureaucratie stalinienne, dans la période dite de la stagnation, l'efficacité de l'économie soviétique était extrêmement faible. Ce qui signifiait une seule chose : le "système stalinien" était condamné.

La seule voie pour résoudre cette contradiction dans le cadre de la propriété sociale des moyens de production était d'introduire l'autogestion et le contrôle ouvrier, ce qui pouvait parfaitement être réalisé sur la base du système de production qui existait en URSS dans les années 1980, mais entraînait en contradiction avec les intérêts de la bureaucratie dirigeante. Le mouvement vers le capitalisme est né des besoins de la caste dirigeante, qui tentait de conserver intacts à tout prix son pouvoir et ses privilèges, et, de surcroît, de se donner le droit de propriété. Cette trahison des intérêts de la classe ouvrière est incompréhensible si l'on admet que la société qui existait en URSS était "le socialisme réel" et que des "communistes" avaient dirigé le pays pendant des décennies. En réalité, l'éclatement de l'Union soviétique a été le résultat de décennies de direction bureaucratique, c'est cette direction qui le rendait inévitable en l'absence d'un mouvement ouvrier organisé de masse, qui aurait pu renverser la bureaucratie stalinienne et rétablir dans le pays le pouvoir soviétique fondé sur les principes de la démocratie ouvrière et de l'internationalisme prolétarien.

Le régime de Eltsine, parvenu au pouvoir à la suite de la contre-révolution de

1991, a été un régime de régression sociale et de crise économique. Sa nature sociale était bonapartiste, c'est-à-dire qu'il dirigeait au nom d'une classe qui ne s'était pas encore constituée, et, pour cette raison, il devait louvoyer entre des intérêts sociaux opposés, tout en s'appuyant en permanence sur les organes répressifs de l'Etat. Le caractère bonapartiste du régime de Eltsine est apparu pleinement et en toute clarté en septembre-octobre 1993, quand les deux fractions rivales de ce régime et de l'ensemble de la bourgeoisie russe se sont affrontées dans la lutte pour le pouvoir et la propriété. Toutes deux, dans leur lutte pour le pouvoir, ont fait appel aux masses, dont le mécontentement causé par la situation sociale et économique qui était la leur a suscité aussitôt après la contre-révolution de 1991 un vaste mouvement contre les réformes visant à instaurer une économie de marché. La défaite de la fraction anti-Eltsine a été le résultat logique du fait que, d'une part, la direction du mouvement de masse ne s'est pas adressée, dans sa lutte contre le régime de Eltsine, directement à la classe ouvrière, mais a agi en accord avec les forces bourgeoises nationalistes et même fascistes, et que, d'autre part, l'état d'esprit des participants du mouvement à la base était orienté sur le programme politique étatique et le mot d'ordre de "*Retour à l'URSS*".

Un autre exemple éclatant de la politique de bonapartisme bourgeois a été la guerre coloniale en Tchétchénie, planifiée comme un show préélectoral pour la seconde campagne présidentielle de Eltsine, et qui est devenu ce show pour la première campagne présidentielle de Poutine. Tout le poids de la crise et des aventures militaires a été supporté par le prolétariat, qui a payé cher et continue à payer la défaite de la révolution d'Octobre.

Aujourd'hui, le processus de restauration du capitalisme en Russie est pratiquement achevé. Des secteurs décisifs de l'industrie sont aux mains de capitalistes privés. La majorité de l'ancienne nomenclatura s'est transformée en capitalistes et est parfaitement satisfaite de sa situation actuelle.

Le régime de Poutine, indiscutablement, est beaucoup plus solide que celui

de Eltsine, car la bourgeoisie russe, non seulement s'est pratiquement constituée comme classe, mais est consciente de constituer une classe.

La situation actuelle de la classe ouvrière, qui est en train de se transformer en une classe prolétarienne classique à mesure qu'une société bourgeoise s'instaure en Russie et que les rapports de production bourgeois se développent pleinement, est tout à fait et fondamentalement différente du statut social qui était encore le sien il y a une dizaine d'années comme classe ouvrière d'URSS. C'est pourquoi il n'est pas étonnant qu'elle commence seulement à prendre conscience de ses intérêts fondamentaux de classe et de se libérer des habitudes et des préjugés que lui ont imposés d'abord les "communistes", puis les "démocrates" qui leur ont succédé. De plus, pendant les longues années de stalinisme, la classe ouvrière de Russie n'avait ni son propre parti politique ni organisation syndicale un tant soit peu indépendante de l'Etat et a été coupée non seulement de la tradition révolutionnaire du prolétariat russe, mais même de la tradition de la lutte syndicale purement économique. C'est pourquoi le mouvement ouvrier de Russie, qui commence seulement à se constituer sous nos yeux, est contraint de commencer à retrouver pratiquement depuis le début, au prix de nombreuses tentatives et erreurs, les méthodes et les formes organisationnelles de lutte pour ses intérêts de classe.

Il va de soi que ce processus pourrait être beaucoup plus rapide et moins douloureux s'il y avait dans le pays des organisations politiques et syndicales de masse, exprimant fermement et de façon conséquente les intérêts de la classe ouvrière, mais, pour toute une série de raisons historiques, cela n'est pas le cas. L'absence d'une forte opposition radicale est apparue particulièrement nettement après la crise de 1998. L'effondrement de l'économie russe était la dernière possibilité de "faire tourner la montre en arrière". Au moment de l'effondrement, il y avait un état d'esprit violemment opposé aux réformes de marché, et même la petite bourgeoisie de Moscou et de Pétersbourg critiquait le système. Les réformateurs étaient démoralisés et étaient soumis aux feux d'une forte critique. Mais le facteur

subjectif a été décisif. Le KPRF n'a même pas tenté d'orienter le mouvement vers la nationalisation de l'économie. Ce parti porte une lourde responsabilité dans ce qui s'est passé en Russie. Si le KPRF avait voulu diriger le mouvement vers l'économie nationalisée planifiée, c'était le moment propice. Mais les dirigeants staliniens du KPRF ont peur de tout mouvement de la classe ouvrière. Ils se sont montrés incapables de lutter même pour le système de l'époque de Brejnev, que soutenaient de nombreux sympathisants de ce parti. Ils se sont purement et simplement résignés au capitalisme.

Les dirigeants du KPRF et du FNPR font tout leur possible pour freiner le développement du mouvement ouvrier, les autres partis communistes et les syndicats indépendants sont pour la plupart trop petits pour jouer un quelconque rôle indépendant dans la vie politique.

Quelques années de conjoncture mondiale favorable, en même temps que les réformes fiscales et de la législation du travail, ont assuré à Poutine le soutien non seulement de la grande bourgeoisie, mais aussi celui de la petite bourgeoisie.

Tout cela étant dit, le pouvoir de la bourgeoisie en Russie repose sur des fondements extrêmement fragiles. La dépendance des exportations, l'énormité de la dette extérieure, la destruction de l'infrastructure sociale, la stagnation de l'industrie de production et le retard dans le domaine scientifique, tout cela fragilise la croissance économique, la crise peut éclater à tout moment. Posons la question plus concrètement : la bourgeoisie a-t-elle développé les forces productives en Russie depuis sa victoire de 1991 ? La réponse est indiscutablement non. La bourgeoisie russe ne joue aucun rôle progressiste dans l'économie. Marx ne reconnaissait les capitalistes qu'en tant qu'ils conservaient et accumulaient les forces productives. Leur rôle était d'investir dans le processus de production la plus-value arrachée aux travailleurs. Le fait qu'ils le faisaient par cupidité, qu'ils exploitaient férocelement le travail des femmes et des enfants, était secondaire. Tant qu'ils développaient les forces productives, ils faisaient progresser la société. Est-ce ce qui s'est passé dans la Russie contemporaine ? Non, bien sûr. Dans la période dite des réformes de mar-

ché, l'économie, en Russie, a subi un recul sans précédent dans l'histoire. De 60 % pendant les seules cinq premières années. C'est un recul sans précédent dans l'histoire de l'économie mondiale, on ne peut le comparer qu'à une défaite militaire catastrophique.

La réalité est pire encore. L'évasion des capitaux des anciennes républiques soviétiques est d'au moins 2 milliards de dollars par mois. Sur six ans, elle a été de 140 milliards. Et le chiffre est plutôt sous-estimé. Tous ces faits reflètent le caractère purement parasitaire du capitalisme post-soviétique.

Pendant que l'économie s'effondrait, l'avenir du système restait en suspens. Mais aucune économie ne peut être en permanence en ruine. La chute de la valeur du rouble et la montée du prix du pétrole ont créé les conditions d'une réanimation partielle. Mais la dévaluation a pratiquement cessé d'agir et le prix du pétrole a commencé à baisser un peu. Tant que durait la croissance mondiale, qui maintenait un cours relativement élevé du pétrole, on pouvait compter sur une croissance économique fondée sur les pétrodollars, mais dès que des signes de stagnation et de baisse de la demande sont apparus, cette source d'investissement s'est brusquement tarie. En définitive, le facteur décisif sera l'état de l'économie mondiale.

La Russie d'aujourd'hui dépend du marché mondial plus que jamais, et bien plus que la Russie tsariste. Si l'on se place d'un point de vue abstrait, la Russie semblerait un pays idéal pour les investisseurs étrangers. C'est un immense marché avec une main-d'œuvre qualifiée et instruite, des salaires bas et des ressources naturelles presque illimitées. Et pourtant, c'est paradoxal, mais les investissements étrangers directs dans l'économie russe sont infimes.

A Moscou et Pétersbourg, villes où se font la plus grande partie des investissements, une partie des ouvriers survit. Mais cette situation n'est pas typique pour la Russie. La province connaît une profonde dépression. A l'époque soviétique, de nombreux ouvriers, attirés par les hauts salaires, partaient dans le nord et l'Extrême-Orient ; de nouvelles villes étaient

construites dans les régions où étaient exploités le pétrole, le gaz, le charbon, les minerais. Ces villes étaient approvisionnées centralement. A l'époque des réformes de marché, cet approvisionnement est apparu non rentable et ces régions sont menacées de mort lente par la ruine des infrastructures sociales.

Les années de recul économique ont conduit à la destruction du secteur social. Des éléments de barbarie ont fait leur apparition. La pauvreté, la mendicité, l'alcoolisme, la drogue, la prostitution, les épidémies se propagent à une vitesse terrifiante. Un des indicateurs sociaux essentiels, l'espérance de vie, est tombé en Russie à 57 ans et se rapproche de pays comme le Pakistan. Beaucoup de gens se sont retrouvés dans la situation de réfugiés fuyant les zones de conflit armé. Mais les ennemis qu'ils fuyaient n'étaient ni des Allemands ni des Américains. Leur ennemi était le système capitaliste et la main invisible du marché.

Dans certains secteurs, on observe effectivement une reprise, particulièrement dans celui du pétrole et du gaz. Mais même là où des marchandises sont produites, les autorités provinciales et les dirigeants des entreprises sont corrompus jusqu'à la moelle et liés au monde criminel. La mafia locale a réussi à prendre sous son contrôle la vie économique de villes entières.

La difficulté de stabiliser le régime capitaliste peut être démontrée également par l'exemple de la question de la privatisation de la terre. En 2000, le nombre de fermes individuelles n'atteignait pas le dixième de celui des fermes collectives. Même dix ans après le début de la privatisation, les réformateurs n'ont pas réussi à détruire l'exploitation collective. La situation est tout à fait différente de celle des années 1930. Des années de domination d'économie planifiée et d'exploitation collective de la terre ont fait pencher la balance des forces de classe en faveur du prolétariat. La paysannerie, en Russie, a disparu depuis longtemps, le prolétariat agricole a pris sa place, et il ne voit pas d'intérêt à se transformer en petit propriétaire. Les plans de privatisation de la terre n'ont pas d'écho à la campagne, bien qu'ils aient existé dès l'époque de Gorbatchev. Dans le passé, la paysannerie

représentait une base de masse pour la réaction. Mais aujourd'hui, les rapports sociaux en Russie ont fondamentalement changé. La paysannerie comme classe a disparu.

La conclusion de tout cela n'est pas réjouissante. Si, pour l'Eglise catholique au Moyen Age, tous les chemins menaient à Rome, pour la bourgeoisie russe, tous les chemins mènent à la ruine.

Après dix ans de développement, en dépit des crises et des contradictions, le

processus de restauration du capitalisme est pratiquement achevé. Seule une révolution sociale peut changer la situation. Dans les conditions où même la reprise économique n'apporte aucun soulagement au prolétariat, ne faisant que renforcer la différenciation sociale entre les pauvres et les riches, et où la crise aggrave encore sa situation déjà misérable, la révolution sociale et le retour au programme politique d'Octobre deviennent la seule issue pour la classe ouvrière.

Réponse au texte envoyé par le Parti ouvrier révolutionnaire de Perm

**(publiée par le bulletin de la commission ex-URSS
du secrétariat international)**

**Par Jean-Jacques Marie
(réponse discutée à la commission ex-URSS
du secrétariat international)**

Chers camarades,

Votre analyse de la Russie actuelle, telle qu'elle est devenue après la chute de l'URSS (dont est responsable la bureaucratie stalinienne), soulève des problèmes de fond très importants. Une discussion sur ces problèmes devrait, nous semble-t-il, permettre d'aboutir à une compréhension, et donc à une activité assez largement communes.

Le devenir de l'ex-Union soviétique n'est pas seulement une question russe,

c'est une question mondiale, pour deux raisons !

1. Parce que nous vivons toujours dans la période des guerres et des révolutions, ouverte par la Première Guerre mondiale et la révolution d'Octobre. La période ouverte par Octobre n'est pas close.

2. Ensuite, pour une raison que vous soulignez vous-mêmes : après avoir décrit avec précision les effets destructeurs de la chute de l'URSS, que vous qualifiez de restauration du capitalisme, vous écrivez :

“En définitive, le facteur décisif sera l'état de l'économie mondiale. La Russie d'aujourd'hui dépend du marché mondial plus que jamais, et bien plus que la Russie tsariste.”

C'est parfaitement exact.

OU MÈNE LE CAPITALISME ? SOCIALISME OU BARBARIE

1) La question essentielle, dès lors, est celle-ci : ce marché mondial se développe-t-il, est-il en expansion comme à la veille de la révolution russe, et donc le prolétariat est-il en expansion, ou au contraire en situation de dislocation, de décomposition et de contraction ? La décomposition du capitalisme pose de façon cruciale l'alternative : socialisme ou barbarie. Si le marché mondial est en expansion, si les forces productives continuent à croître, cette phrase ne serait qu'un slogan émotionnel, vide de contenu. Or les faits montrent, à notre sens, qu'elle exprime la réalité du monde contemporain plus encore qu'au moment où Rosa Luxemburg l'a décrite.

Les Etats-Unis

Rien n'est plus éclairant, pour répondre à cette question, que d'examiner le sort que connaît la classe ouvrière dans le pays impérialiste de très loin le plus riche et le plus puissant du monde, et en particulier la classe ouvrière du secteur historiquement central de l'économie américaine : l'industrie automobile. Voici comment un correspondant américain du *Monde* décrit la situation dans ce secteur.

Il commence par évoquer la situation de cette classe ouvrière dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, gigantesque destruction de forces productives :

“Une partie importante des employés, notamment dans les grandes entreprises, bénéficiaient de salaires confortables, ainsi que de prestations sociales et de retraites qui les assimilaient à la classe moyenne. Les familles d'ouvriers et d'employés pouvaient espérer une amélioration constante de leur niveau de vie et une certaine sécurité. Cette société sans doute idéalisée aujourd'hui n'existe plus (...). La sécurité économique a dis-

paru. La désindustrialisation produit des ravages destructeurs. General Motors employait 618 000 personnes en 1979, l'entreprise n'en emploie plus que 142 000 à la fin de 2005, et ce nombre devrait encore, dans les trois prochaines années, diminuer de 30 000.”

C'est donc l'existence même de la classe ouvrière en tant que telle qui est remise en cause, car ces postes de travail supprimés ne sont pas recréés dans d'autres secteurs industriels, ils sont remplacés par des emplois de services plus ou moins parasitaires et des petits boulots. Une des filiales du groupe, l'équipementier Delphi, a même proposé à ses 34 000 ouvriers et employés de réduire leur salaire horaire de 26 dollars à 10, soit une réduction de près des deux tiers ! Le correspondant américain du *Monde* conclut :

“La perspective d'une réduction drastique des salaires et des avantages sociaux concerne toute l'automobile, et bien au-delà. Jusque dans les années 1980, l'automobile, à l'image de Renault en France, donnait l'exemple, enseignants, infirmières ou policiers exigeaient des contrats de travail comparables à ceux des ouvriers de GM ou de Ford. Ce modèle est en voie de disparition” (15 décembre 2005).

On ne saurait mieux dire.

La catastrophe de La Nouvelle-Orléans, cette vieille ville historique, donne une image brutale de la décomposition du capitalisme américain. George Bush, selon *Le Monde* (14 janvier),

“n'a toujours pas pris l'engagement d'amener les digues à un niveau susceptible de résister à un ouragan de catégorie 5. Pour l'instant, les responsables du génie militaire n'ont promis qu'un niveau de protection comparable à celui qui existait en août”

... et qui a permis à l'ouragan Katrina de détruire la ville et de faire 1 326 morts. Mieux (ou plutôt pire) encore, un institut d'urbanisme, invité à présenter un projet de reconstruction, l'Urban Land Institute, a préconisé une solution radicale : *“La transformation des zones inondables en zones-tampons et en marécages” (ibidem)*. Bref, il propose de parachever l'œuvre de l'ouragan.

La décomposition du capitalisme se manifeste à la fois par la désindustrialisation massive et une bataille acharnée du

capital pour casser le “coût du travail” et augmenter le plus possible la masse du surtravail, ce qui explique le transfert massif d’emplois supprimés en Europe et aux Etats-Unis (et même dans des pays comme la Turquie, l’Algérie ou le Maroc !) vers la Chine et le Vietnam, où la bureaucratie vend au capital la force de travail des ouvriers à un prix très bas, le Bangladesh ou l’Indonésie (pays où les capitalistes trouvent cependant aujourd’hui le coût de la force de travail trop élevé, la classe ouvrière indonésienne ayant constitué après la chute de Suharto des syndicats qui arrachent des augmentations de salaires, modestes certes, mais trop élevées pour les multinationales !).

L’Allemagne et l’Europe

Un processus identique s’observe dans le pays d’Europe, qui a, depuis le début du XX^e siècle, été le cœur de son industrialisation : l’Allemagne. L’unification du pays s’est traduite, constate un journaliste allemand, non pas par l’alignement de l’Allemagne de l’Est sur l’Allemagne de l’Ouest, mais par l’inverse, ou, plus exactement, par l’alignement croissant de l’Allemagne de l’Ouest sur la destruction de l’économie de l’Allemagne de l’Est. Le *Courrier International* (6 octobre) reproduit un article d’un journaliste allemand du *Tageszeitung*, Nick Reimer, qui résume ainsi la situation de l’Allemagne orientale après son intégration à la RFA :

“Le démontage soigneusement dosé de l’Etat social ouest-allemand succède à la liquidation administrative du super-Etat issu du socialisme réel (...). C’en est fini de la sécurité (...). Les femmes ont été renvoyées dans leur foyer, elles ont d’abord perdu leur emploi, puis le droit de disposer librement de leur corps (IVG). Quant aux hommes, ils ont été éliminés du marché du travail au nom du libre marché. Des familles se sont vu priver de leur toit (...). Il est clair que ce sont les usines de l’Ouest qui vont appliquer les tarifs de l’Est.”

La désindustrialisation frappe tous les pays industriels et tous les secteurs. L’Union européenne, comme toutes les institutions de ce genre (MERCOSUR, ALCA, ALENA, etc.), est une machine à détruire l’industrie, l’agriculture et les services publics. En France, ainsi, elle sub-

ventionne (maigrement) des paysans pour mettre leurs terres en jachères, des vignerons pour arracher leurs vignes (souvent historiques) et fait payer des amendes aux producteurs de lait qui en produisent trop selon ses critères. En Lettonie, où la retraite est de 100 lats par mois, elle propose aux paysans une retraite de 500 lats s’ils cessent d’exploiter leurs fermes. Résultat : dans ce vieux pays agricole, le litre de lait coûte aujourd’hui plus cher qu’en France et est devenu difficilement accessible à toute une partie de la population.

La propagande de l’Union européenne présente l’Irlande comme un pays florissant. Or en 2005, 11 000 postes ont été supprimés dans l’industrie de ce petit pays. Le revers de cette désindustrialisation est l’emploi massif dans tous les secteurs, surtout les services, d’une main-d’œuvre immigrée surexploitée et sous-payée. Ainsi, Irish Ferries emploie depuis l’année dernière des marins lettons pour 6,30 euros l’heure, alors que le salaire minimum dans le pays est de 7,65 euros. Mais il y a bien pire. Le journaliste irlandais Fontan O’Toole écrit dans le journal *Irish Times* : “*Dans l’Irlande inconnue, la légalité n’existe pas.*” Il cite les cas de plus en plus fréquents de travailleurs immigrés employés en Irlande à des tarifs trois fois inférieurs aux tarifs légaux (2 à 3 euros l’heure) pour des semaines de travail de 66 heures, des journées de 12 heures, voire, exemple extrême, qui concerne un Ukrainien : 13 heures par jour, sept jours sur sept, sans un jour de congé dans l’année, pour 2,08 euros l’heure (*Courrier international*, 21 décembre 2005). Mais les trois millions de Chiliens (sur 15 millions) qui, dans ce pays vanté par les institutions internationales comme une réussite économique, vivent avec moins de 2 dollars par jour pourraient peut-être envier cet Ukrainien surexploité et traité comme un esclave.

C’est cette désindustrialisation engendrée par la survie du système capitaliste qui a provoqué la destruction massive de l’industrie russe, dont vous donnez un tableau saisissant et qui réduit la Russie à être à peu près exclusivement exportateur de matières premières, gaz, pétrole, bois... et la chair fraîche de dizaines de milliers de jeunes filles et femmes raflées

pour être prostituées un peu partout de par le monde, de la Turquie à l'Amérique latine.

Des secteurs en expansion ?

Liquider la production de secteurs productifs entiers est un des traits du capitalisme actuel. Certes, cette tendance se heurte à une réalité incontournable : le capital ne peut survivre qu'en extrayant la plus-value. Mais les secteurs réellement en expansion de l'économie mondiale sont la drogue (autour de 600 milliards de dollars par an), la prostitution (une somme similaire), le trafic de main-d'œuvre immigrée dite clandestine (dont les experts estiment qu'elle a représenté un marché d'environ 500 milliards de dollars en 2005) et l'armement. Ces quatre marchés — auxquels on peut ajouter le marché de l'art — ont comme trait commun d'engendrer une destruction massive de la principale force productive qu'est l'homme. Pour prendre le marché mondial de trafic de main-d'œuvre clandestine, l'élimination pure et simple d'une partie de ces clandestins, abattus dès qu'ils ont payé leur passage, condamnés à mourir de faim dans le désert ou noyés ici et là dans la Méditerranée, est une partie constituante de ce gigantesque marché, élément constitutif d'un vaste secteur d'économie dite "grise" ou "informelle", qui ignore toute règle, tout statut, tout règlement, et que les Etats organisent eux-mêmes dans les zones dites "franches", qui ne sont franches que de droits.

L'Irak, avenir de l'humanité ?

La situation de l'Irak éclaire d'un jour brutal la décomposition du système et la destruction massive des forces productives qu'elle engendre. Sous le titre "*La lutte antiguérilla a absorbé les crédits américains de la reconstruction*", un article du *Monde* (5 janvier) souligne que les énormes crédits votés par le Congrès américain pour l'Irak sont à peu près totalement affectés à des objectifs militaires et policiers :

"La réhabilitation du réseau électrique, du système scolaire, de l'adduction d'eau et même des infrastructures pétrolières est passée au second plan. La

priorité des priorités est devenue le recrutement, la formation et l'équipement des forces de sécurité (...). De l'argent a été dépensé massivement pour financer la création d'unités antiguérilla, de commandos spécialisés dans la libération d'otages, de forces de police spéciales, de gardes pour protéger les infrastructures, les bâtiments officiels, les juges et les membres du gouvernement (...). Dans certains cas extrêmes, 80 % du coût d'un programme sont affectés à la protection des biens et équipements. Plus de 25 000 gardes privés étrangers sont employés en Irak... (tout cela est d'ailleurs parfaitement inefficace, comme chaque jour le montre, mais absorbe des sommes gigantesques). En moyenne, les Irakiens ont moins de douze heures d'électricité par jour (...). La corruption généralisée explique aussi l'inefficacité de la reconstruction. L'inspecteur général Stuart Bowen (...) a débusqué de multiples cas de fraudes impliquant des citoyens américains, des membres du gouvernement irakien et des entreprises locales et étrangères."

Bref, dans la réalité, il s'agit d'un énorme système de pillage organisé. Or l'impérialisme américain, après avoir aussi mis une bonne moitié de l'Afrique à feu et à sang, envisage ouvertement d'étendre demain à la Syrie et après-demain à l'Iran le traitement destructeur qu'il inflige à l'Irak.

On ne saurait comparer ce traitement au mouvement de colonisation qui a accompagné le développement du capitalisme au XIX^e siècle : malgré les horreurs de la colonisation et la surexploitation imposée aux populations des pays colonisés, ces derniers ont été entraînés dans le marché mondial.

Aujourd'hui, les ravages de l'impérialisme les font revenir en arrière dans un processus destructeur, comme le souligne le sort réservé à la plupart des pays d'Afrique, du Liberia aux pays de la région des Grands Lacs, du Tchad au Congo.

C'est ce qui explique ce que vous trouvez paradoxal. Vous écrivez :

"La Russie semblerait un pays idéal pour les investisseurs étrangers. C'est un immense marché avec une main-d'œuvre qualifiée et instruite, avec des salaires bas et des ressources naturelles presque illimitées. Et pourtant, c'est paradoxal, mais les investissements étrangers directs dans l'économie russe sont infimes."

Ce serait paradoxal si le marché mondial se développait. Mais le marché mondial croule sous un excès croissant de liquidités, qui ne trouvent pas à s'investir dans la production non pas parce que cet investissement ne correspondrait à aucun besoin réel (c'est-à-dire à aucune valeur d'usage), mais parce qu'ils ne trouveraient pas d'acheteur permettant la réalisation du profit. Ils forment donc une bulle spéculative, dont l'explosion est inévitable, dans des dimensions et des délais imprévisibles.

De plus, la décomposition mafieuse de l'économie de l'ex-URSS et des ex-démocraties populaires s'étend à l'économie mondiale. Un spécialiste policier français des problèmes de mafias affirme ainsi :

“Le mafieux est un animal économique qui a trouvé dans les sociétés de marché l'espace idéal pour ses appétits prédateurs (...), la criminalisation du monde va bon train.”

Or l'économie mafieuse est, par définition, parasitaire ; l'investissement productif lui est étranger, seuls l'intéressent le racket, le détournement de fonds, la drogue, la prostitution, le trafic d'êtres humains et d'armes, et les secteurs spéculatifs (l'immobilier, les œuvres d'art).

UNE BOURGEOISIE NATIONALE RUSSE ?

2) On peut ensuite aborder la question : une bourgeoisie nationale s'est-elle constituée ou se constitue-t-elle dans les pays de l'ex-URSS et les anciennes “démocraties populaires”. Les nations se sont formées dans le cadre même du développement du capitalisme, c'est-à-dire du développement massif de l'industrie ; le prolétariat s'est constitué dans le cadre même de la nation et de sa formation pour la raison simple qu'exprime le *Manifeste du Parti communiste* : le développement du prolétariat est le produit même du développement de la bourgeoisie.

“La condition essentielle d'existence et de domination pour la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse dans des mains privées, la formation et l'accroissement du capital : la condition du capital est le salariat (...). La bour-

geoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs.”

Une bourgeoisie nationale est une classe qui extrait la plus-value de la classe ouvrière en constituant un marché national et en tentant de pénétrer sur le marché des autres bourgeoisies nationales, afin d'accroître ses parts du marché mondial. Les groupes issus de la décomposition de la bureaucratie ou de la nomenklatura constituent-ils une telle classe ? Lors d'une émission sur Arte, le 4 janvier 2006, un des oligarques interviewés par le réalisateur du film (Goussinski, semble-t-il) répondait à sa manière à la question en affirmant :

“Une centaine d'entrepreneurs prenant possession des usines du pays, cela n'engendre pas une classe, mais juste un clan.”

Peu importe que le mot de “clan” ne soit pas strictement “scientifique”. Trotsky soulignait que le terme de “bureaucratie” utilisé par lui pour définir la caste parasitaire qui avait pris le contrôle de l'URSS n'était pas vraiment scientifique et qu'il l'utilisait par commodité, faute de mieux. L'essentiel est que le terme choisi (“clan”, “groupe mafieux”, “clique mafieuse”) définisse la nature réelle de ce groupe tentaculaire : il s'agit de clans issus de la bureaucratie, et dont l'activité essentielle consiste à se partager les richesses du pays, à les piller, et, ce faisant, à en détruire une grande partie, en utilisant une partie dérisoire des produits de ce pillage pour investir dans un secteur productif en Russie même ou ailleurs.

Vous connaissez les activités des mafieux ouraliens Sosnine et Fedoulev, qui ont par exemple mis la main sur l'usine d'hydrolyse de Tavda et l'ont à peu près complètement liquidée avant de faire subir le même sort au combinat métallurgique de Katchanar, l'une des rares usines au monde spécialisées dans la production de ferrovanadium.

Sosnine et Fedoulev ne sont pas des exceptions ouraliennes. Ils définissent la réalité pillarde et purement destructrice de mafieux incapables de constituer une classe dirigeante ayant des intérêts communs de classe.

Le directeur général d'une des entreprises atomiques Guidropress, Iouri Dra-

gounov, le souligne à sa manière quand il explique :

“Chez nous, un homme d'affaires se fait accorder un crédit par l'Etat pour réaliser un projet en Inde, en Indonésie ou ailleurs et utilise tout cet argent pour s'acheter une entreprise.”

Il poursuit :

“Le gouvernement est prêt aujourd'hui à vendre tout, recevoir de l'argent, et ce qui se passera demain ne l'intéresse pas.”

Cette réalité purement parasitaire de cette clique pillarde s'exprime dans tous les domaines. Ainsi, un journaliste bulgare explique pourquoi la Bulgarie a beaucoup de peine à satisfaire à l'exigence présentée par l'Union européenne que tous les automobilistes bulgares soient assurés !

« Seuls 45 % des Bulgares ayant une voiture sont assurés. Sachant que les “groupes d'assurances” — appelons-les ainsi par pure politesse — agissent comme des racketteurs ordinaires, les gens n'ont nullement l'impression de s'assurer, mais de payer des bandits pour qu'on ne leur vole pas leur voiture » (Svetslav Terziev Sega).

Vous soulignez que, chaque mois, des capitaux à hauteur de 2 milliards de dollars (au moins) quittent la Russie. Que deviennent ces capitaux à l'étranger ? Si leurs détenteurs étaient membres d'une bourgeoisie russe plus ou moins conquérante dans un capitalisme plus ou moins en développement, ils s'investiraient dans un secteur productif. Or, vous le savez, ces capitaux sont dépensés dans des casinos, servent à acheter des clubs chics ou sportifs, des call-girls, des villas luxueuses, des yachts, des bateaux ou des avions privés. Quel investissement a effectué Roman Abramovitch en Tchoukoktka, dont il est gouverneur depuis cinq ans ? Un aéroport, qui sert surtout à ses propres avions... En Angleterre, il a acheté un club de football (Chelsea) et des joueurs de football à des prix exorbitants.

Dans la mesure où la Russie est étroitement intégrée au marché mondial, l'émergence d'une bourgeoisie nationale se heurte enfin à la dislocation des nations engendrée par la décomposition du capitalisme. Cette décomposition menace en effet l'existence même de ces nations.

Non seulement l'impérialisme américain a fait exploser la Yougoslavie, mais les mini-pseudo-Etats qui en sont issus ne sont que des fabrications artificielles d'opérette (mais d'opérette sanglante) entièrement contrôlées par les gradés de l'OTAN installés sur les lieux ou les représentants directs des Etats-Unis, coiffant une pluie de mafias locales qui privatisent, pillent et détruisent ; le même sort attend l'Irak, dont les plus modérés des commentateurs prévoient déjà l'explosion en trois mini-Etats fantoches (kurde au nord, bagdadi au centre, chiite au sud), tous les trois également artificiels et sous le contrôle étroit des Etats-Unis ; la régionalisation propulsée par les Etats-Unis et relayée par l'Union européenne a les mêmes objectifs.

ET LE PROLÉTARIAT ?

3) Marx et Engels écrivent dans le *Manifeste du Parti communiste* :

“Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent passif et inconscient, remplace l'isolement des ouvriers, né de la concurrence, par leur union révolutionnaire au moyen de l'association.”

La décomposition du capitalisme tend à engendrer l'effet inverse : le capital tend à et tente de disloquer le prolétariat. C'est ainsi que le clan mafieux au pouvoir a des années durant poussé des millions d'ouvriers à se transformer en vendeurs de leur propre production déclinante (ce que Eltsine a, si l'on ose dire, théorisé dans une déclaration de 1993), pour faire ainsi des ouvriers des concurrents les uns contre les autres. C'est d'abord un phénomène objectif particulièrement prononcé dans les pays issus de l'ex-URSS et les démocraties populaires, où la désindustrialisation et le pillage atteignent une ampleur sans égale.

Sous-prolétaires... ou chômeurs

Le prolétariat naît du développement du capitalisme et de la bourgeoisie. Si, en Russie, on assistait à la formation d'une bourgeoisie nationale, on devrait logiquement observer le maintien ou la reconsti-

tution d'un prolétariat russe. Or la classe ouvrière de l'ex-URSS et des ex-démocraties populaires vit majoritairement dans des conditions qui tendent à faire d'elle un sous-prolétariat sans droits, sans statut, sans cadre d'organisation, et, dans les autres républiques, à la transformer en main-d'œuvre exportable à loisir comme sous-prolétariat surexploité (un demi-million d'Ukrainiens travaillent ainsi sur des bateaux battant pavillons de complaisance, comme journaliers au Portugal, comme main-d'œuvre clandestine dans les cafés et les bars de l'Europe, comme débardeurs sans droits, etc.).

En Russie, dans le Caucase du Nord (Tchéchénie, Ingouchie, Kabardino-Balkarie), Chamil Amlinovitch Beno, Tchéchéne, vice-président de Héritage islamique russe, déclare :

“Le chômage dépasse le taux fatidique de 50 % dans toutes les Républiques de la région. En fait, les gens travaillent dans l'économie grise, avec 15 à 20 % des hommes qui font du transport et 30 à 40 % des femmes qui travaillent sur les marchés. Ils ne sont pas considérés comme actifs et ne paient pas d'impôts, mais versent en revanche d'énormes pots-de-vin aux fonctionnaires, aux autorités locales, etc.” (Courier international, n° 781, 20-26 octobre).

Dans les sept républiques d'Asie centrale et du Caucase, plus de dix millions d'hommes, de femmes et d'enfants travaillent ainsi sans droits ni statut.

On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Mais les vieux pays capitalistes eux-mêmes sont confrontés à une dégradation similaire. Un numéro du *Monde* de début janvier 2006 consacrait trois quarts de pages à une situation nouvelle : des hommes et des femmes qui ont un travail et un salaire, et qui, pourtant, vivent dans la rue faute de pouvoir payer un loyer que la spéculation immobilière rend inaccessible à des centaines de milliers d'entre eux.

Le prolétariat est donc placé partout, dans le monde entier, devant la nécessité de défendre sa propre existence en tant que classe, et, à cette fin, confronté à la nécessité de défendre et surtout créer ses propres organisations indépendantes, partis indépendants et syndicats indépendants.

A cette dislocation objective s'ajoute, comme dans les vieux pays capitalistes qui exportent dans l'ex-URSS leurs experts, leurs conseillers et leurs méthodes, une politique systématique de dislocation organisée par le capital et ses instruments politiques : instauration systématique de la sous-traitance et de la filialisation, liquidation des conventions collectives, individualisation du salaire, liquidation des statuts.

Sur quoi s'appuyer ?

Certes, en Russie, plus que dans les autres républiques, le prolétariat peut s'appuyer sur ce qui reste des acquis d'Octobre, matérialisés par exemple par le maintien de charges locatives très basses, l'existence partielle d'un secteur nationalisé (les chemins de fer, avec leur réseau démantelé, mais pas entièrement détruit, les jardins d'enfants, l'enseignement encore gratuit, même si l'enseignement payant se développe), etc.

Enfin, le prolétariat russe, comme celui du Kazakhstan, d'Ukraine ou des pays Baltes, ne dispose pas de ses organisations traditionnelles (partis et syndicats), qui, dans les pays capitalistes, constituent le cadre qui l'organise en tant que classe face au capital, et que ce dernier tente de détruire en les intégrant et en les dissolvant dans la société civile (organisations non gouvernementales de toutes sortes). Le prolétariat de ces pays est donc confronté à la nécessité de défendre son existence même en reconstituant syndicats et partis détruits par le stalinisme dans les conditions de la désindustrialisation et du pillage mafieux.

LES TÂCHES

4) En 1939-1940, de nombreux opposants au stalinisme, y compris certains trotskystes, voulaient abandonner la définition de l'URSS comme Etat ouvrier dégénéré : ils insistaient sur la nécessité d'une révolution sociale, et non seulement politique. Dans le texte *“L'URSS dans la guerre”*, Trotsky affirmait que cette définition *“n'ajoute rien de décisif aux tâches*

de la révolution que nous avons énumérées”, et il en concluait qu’il fallait mener cette discussion jusqu’au bout tout en ayant l’objectif de l’action commune sur des objectifs communs :

“Ce serait donc une absurdité monstrueuse que de faire scission avec des camarades qui ont un autre avis que nous sur la nature sociologique de l’URSS, mais, à l’inverse, ce serait pur aveuglement que d’ignorer des différences purement théoriques, même terminologiques, car dans le développement ultérieur, elles peuvent prendre chair et sang et aboutir à des conclusions politiques tout à fait différentes.”

La destruction de l’URSS par la bureaucratie stalinienne a représenté une défaite catastrophique pour la classe ouvrière du monde entier. Les conquêtes de la révolution d’Octobre (expropriation du capital, propriété d’Etat, planification centrale, monopole du commerce extérieur), qui avaient aidé le prolétariat d’autres pays à arracher ses propres conquêtes, doivent être reconquises, dans une situation où tous les acquis de la classe ouvrière sont partout remis en question.

Dans cette situation, ne pensez-vous pas que la discussion, importante, sur la restauration ou non du capitalisme, et donc de la formation d’une bourgeoisie nationale dans l’ex-URSS et les ex-“démocraties populaires”, doit être menée dans un esprit identique ? Nous sommes convaincus qu’elle doit et peut être menée dans l’objectif d’aider les exploités et les opprimés à s’organiser pour faire face aux

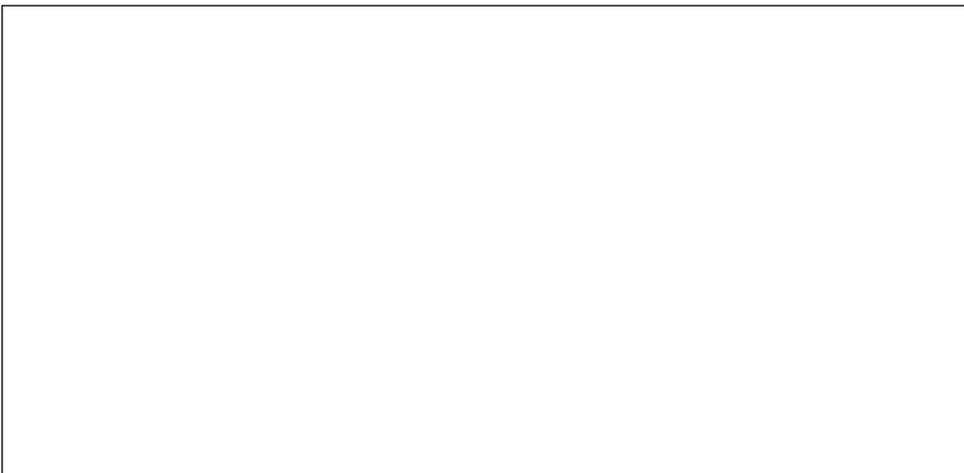
menaces qui pèsent sur eux sur les objectifs suivants : construction ou défense du parti ouvrier indépendant, construction de syndicats indépendants, défense des organisations ouvrières face aux tentatives des organisations de l’impérialisme (FMI, OMC, ALCA, MERCOSUL, Union européenne), de les intégrer ou de les dissoudre dans la société civile (les organisations non gouvernementales aux financements institutionnels multiples), défense de toutes les conquêtes arrachées par la classe ouvrière au cours de son combat séculaire, défense des nations historiques, dans le cadre desquelles le prolétariat s’est constitué en classe, contre la tentative de l’impérialisme de les détruire.

Ce que nous avons tenté de montrer dans ce texte, c’est que la décomposition du capitalisme menace la survie de l’humanité et de la civilisation : après le dépeçage de la Yougoslavie, les massacres en Irak sont l’image de l’avenir promis au monde par l’impérialisme américain. L’alternative “socialisme ou barbarie” n’est pas un slogan : elle exprime la réalité à laquelle le prolétariat est confronté, et qui pose, à notre sens, de façon cruciale la question centrale du *Programme de transition* :

“La crise historique de l’humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.”

C’est de tous ces problèmes que nous vous proposons de discuter.

Jean-Jacques Marie



Afrique des Grands Lacs : “plans de paix” et PPTTE

Par Kageyi Méthode

Le régime de la propriété privée des moyens de production, confronté à la crise structurelle du capitalisme, est aujourd’hui contraint, pour prolonger sa survie, à une destruction massive des forces productrices de l’humanité à travers la guerre impérialiste (Irak, Afghanistan...) et de décomposition (guerres “ethniques”, en particulier sur le continent africain), les plans de privatisation et de remboursement de la dette externe, les pillages des richesses, la destruction des Codes du travail et des statuts des fonctionnaires, etc.

Les développements dans la région des Grands Lacs, en Afrique, illustrent de manière particulière cette entreprise de destruction perpétrée par l’impérialisme et ses institutions internationales (Banque mondiale, FMI, Union européenne, ONU).

GUERRES DE DISLOCATION ET “ACCORDS DE PAIX”

Depuis ces douze dernières années, se développent dans la région des guerres

“ethniques” fomentées par l’impérialisme et ses institutions pour disloquer le cadre des Etats issus de la Conférence de Berlin (1885), du repartage opéré au lendemain des deux guerres impérialistes et des indépendances politiques formelles des années soixante.

Il convient de rappeler que le Congo (actuelle République “démocratique” du Congo, RDC), qui avait été propriété du roi des Belges, a été “cédé” à la Belgique, pendant que le Burundi et le Rwanda, qui avaient été “octroyés” à l’Allemagne, étaient placés sous la tutelle de la Belgique.

Au cours du siècle dernier, et essentiellement au lendemain de ces indépendances, les impérialismes français et américain n’ont cessé de disputer à la Belgique leur influence sur la région, dominée aujourd’hui par l’impérialisme américain et ses multinationales, souvent par l’intermédiaire de sociétés sud-africaines et israéliennes, notamment depuis l’effondrement du mur de Berlin et de l’Union soviétique.

La région a donc connu et connaît encore des cycles de violence à caractère “ethnique” et génocidaire.

On note, ici, les premiers massacres anti-Tutsis de 1959 au Rwanda sous le couvert de la “révolution hutue”, qui ont donné le coup d’envoi des tueries de masse qui jalonnent l’histoire récente des pays de la région, et qui ont culminé dans la guerre de décomposition anti-Tutsis au Burundi en 1993, dans le génocide rwandais de 1994 et la guerre de dislocation en 1996 et 1998 au Zaïre.

Au Rwanda, l’accord d’Arusha de janvier 1993 aboutira au génocide de 1994 exécuté par le régime de Habyalimana avec les Forces armées rwandaises (FAR) et les miliciens Interahamwe, et qui, en trois mois, d’avril à juillet 1994, fera un million de morts parmi les Tutsis et les Hutus dits modérés.

L’intervention militaire “humanitaire” française, “La Turquoise”, œuvrera à aménager un couloir d’évacuation des Interahamwe et des FAR vers l’est du Zaïre, où ceux-ci créeront plus tard les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) avec des exactions meurtrières sporadiques contre les populations civiles.

En RDC, l’Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila, appuyée militairement par le Rwanda et l’Ouganda pour le compte des multinationales qui drainent les richesses de ce pays, se détourne de ses anciens alliés, ce qui amènera ces derniers, en 1998, à une nouvelle offensive militaire en soutien au Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) pro-Kigali et au Mouvement de libération du Congo (MLC) pro-ougandais, contre le régime de Kabila accusé de soutenir à son tour les Interahamwe et les ex-FAR.

Il aura fallu l’intervention militaire, entre autres, de l’Angola, du Zimbabwe, de la Namibie et du Tchad pour empêcher la chute de Kabila, dont l’armée est plus que décomposée.

L’accord de Lusaka de 1999, signé entre les armées en présence sur le terrain, vise au retrait des troupes étrangères et la création de la Mission d’observation des Nations unies au Congo (MONUC), qui a pour “mission” le désarmement “volontaire” des ex-FAR et Interahamwe.

En 2002, bien que les troupes étrangères se soient retirées de la RDC et que ce pays

et le Rwanda aient signé un accord de paix avec le désarmement des Interahamwe et des ex-FAR, le rapatriement des derniers soldats devant intervenir le 5 octobre 2002 (!), malgré la mise en place de la MONUC, d’une force multinationale sous commandement français, Artémis, et d’un gouvernement avec quatre vice-présidents représentant les “composantes du dialogue intercongolais” (selon les accords de Sun City, Afrique du Sud, 17 décembre 2002), les massacres de populations civiles se sont intensifiés dans l’Ituri, dans le Kivu (nord-est et est de la RDC).

Dans la seule Ituri, en moins de cinq ans, plus de 500 000 personnes ont dû fuir, pendant que plus de 50 000 d’entre elles ont été tuées.

Les mutineries au sein de l’armée de la RDC se sont multipliées et la tension n’a cessé de monter entre Kigali, Kampala et la RDC, les premiers accusant cette dernière de soutenir les génocidaires et les forces d’“opposition” basés sur son territoire. Ainsi, on note que les éléments des FDLR ont été en mesure de tirer des missiles Katioucha sur le Rwanda et d’opérer des incursions dans ce pays dans la région de Ruhengeri, tout comme au Burundi, dans la province de Bujumbura rural, dans le même temps que l’Ouganda mène des incursions en RDC du côté de l’Ituri.

La guerre de décomposition en RDC continue d’accroître le nombre des victimes civiles.

Selon les chiffres officiels, dans ce pays (grand comme l’Europe occidentale, s’étendant sur 2,345 millions de km²), qui compte 53 millions d’habitants, cette guerre a déjà fait plus de 3 500 000 morts parmi les populations civiles sous la haute surveillance de la “communauté internationale” et de ses troupes de l’ONU présentes sur le terrain.

Dans ces conditions, les élections générales qui devaient avoir lieu avant la fin juin 2005 ont été repoussées et devraient intervenir avant le 30 juin 2006, nouveau calendrier électoral fixé par la “communauté internationale”.

A ce sujet, la récente délégation du Conseil de sécurité conduite par Jean-Marc de Lasablière dans la région des Grands Lacs avait sommé Kabila et son gouvernement de ne pas aller au-delà de cette limite.

C'est dans ce cadre qu'a eu lieu, le 18 décembre dernier, un référendum constitutionnel, base de toutes les élections programmées en RDC.

Poursuivant le processus de décomposition de la RDC et de la région, la nouvelle Constitution disloque le pays en 25 enclaves économiques ("comptoirs"), qui doivent chacune verser annuellement à Kinshasa 60 % de leurs "recettes", et impose une parité hommes-femmes dans les institutions !

Ladite délégation du Conseil de sécurité, après Kinshasa, a effectué une "visite" à Mbuji-Mayi et à Lubumbashi, avant de poursuivre son périple par Bujumbura.

Fait significatif : Mbuji-Mayi est la capitale du Kasai-Oriental, en fait capitale du diamant, et Lubumbashi est la capitale du cuivre, de l'uranium et du cobalt.

Et c'est à Lubumbashi même que Louis-Michel, commissaire de l'Union européenne au développement et à l'aide humanitaire, a été reçu par Kabila pour exprimer à ce dernier ses congratulations au sujet du "succès" du référendum.

Selon les observateurs sur le terrain, les Congolais disent ne pas connaître le contenu du texte constitutionnel, mais ils pensent qu'avec ce processus, les choses vont "changer".

C'est ainsi que l'on peut relever que dans les régions de l'est, les plus frappées par la guerre, le vote oui, selon l'AFP, aurait enregistré 97,77 % des suffrages au Sud-Kivu, 96,2 % au Nord-Kivu, 96,32 % au Maniema et 91,14 % au Katanga.

Il est clair que les Congolais, comme les peuples de la sous-région, et plus généralement du continent, aspirent à la paix, à leur souveraineté, à la démocratie et à une vie digne. Mais ce n'est pas ce que recherchent les puissances, la Banque mondiale, le FMI, l'Union européenne et l'ONU, dont la politique consiste précisément à piller et à disloquer les pays et les peuples à travers la planète.

De Lasablière, dans sa tournée, n'a pas manqué de féliciter le nouveau gouvernement burundais d'avoir "réussi" le processus électoral et de bien piloter le processus de paix.

Au Burundi, le processus électoral issu de l'accord d'Arusha (Tanzanie) signé par

les partis institutionnels le 28 août 2000, en présence et sous la haute surveillance de Bill Clinton et des représentants de la Banque mondiale, du FMI, de l'Union européenne, de l'ONU et de l'Union africaine, a conduit à la victoire électorale du Conseil national de défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) — coalition issue d'une des "rébellions" hutue — au niveau des communales, des législatives et des sénatoriales, et a porté à la présidence de la République Pierre Nkurunziza, le chef de ladite "rébellion", élu par le Parlement le 19 juillet 2005, selon les termes de la Constitution de mars 2005, découlant du processus dislocateur d'Arusha.

La déroute électorale du tandem FRO-DEBU-UPRONA s'explique par le fait que ces partis, au pouvoir depuis 1993 à la suite de l'assassinat du président Ndadaye et l'éclatement de la guerre de décomposition en cours jusqu'à aujourd'hui, ont appliqué à la lettre les plans du paiement de la dette et de privatisation-pillage du FMI et de la Banque mondiale, alimentant cette même guerre qui perdure dans les provinces du Bujumbura rural et de Bubanza.

La criminalité croissante à travers le pays et les massacres de populations perpétrés par le PALIPEHUTU-FNL continuent à faire des victimes civiles.

Dans cette situation, les troupes de l'ONU jouent un rôle d'accompagnement du processus de destruction physique des populations et de pillage, comme ce fut le cas de la MINUAR au Rwanda, et aujourd'hui de la MONUC en RDC et de l'ONUB au Burundi.

Ainsi, lors de sa prise de fonction en qualité de représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en 2004 au Burundi, la Canadienne Carolyn Mac Askie a déclaré que l'ONUB disposait de tous les moyens pour empêcher le génocide et les massacres de populations.

Moins de trois mois après, soit le 13 août 2004, les bandes armées mai-mai et du PALIPEHUTU-FNL massacraient plus de 160 Banyamulenge (Tutsis congolais) réfugiés au Burundi, à Gatumba (à la frontière entre le Burundi et la RDC).

La même Mac Askie ne faisait-elle pas savoir, à l'occasion, que les troupes de l'ONUB n'étaient que des "observateurs" ?

Pour la classe ouvrière et les peuples de la région des Grands Lacs, mais aussi de Côte-d'Ivoire, d'Haïti, d'Irak, d'Afghanistan..., l'exigence urgente n'est-elle pas que les troupes étrangères retournent chez elles ?

Les institutions elles-mêmes éclatent selon une ligne de partage "ethnique".

Par exemple, la répartition des postes dans le gouvernement tracée par la Constitution s'est faite dans les proportions suivantes : 40 % tutsis et 60 % hutus, dont 30 % de femmes.

Dans l'administration territoriale, les proportions sont de 33 % pour les Tutsis et de 67 % pour les Hutus ; les forces de défense et de sécurité sont à parité Hutus-Tutsis.

Par ailleurs, selon le Code électoral (loi n° 1/015 du 20 avril 2005),

"L'Assemblée nationale compte au moins 100 députés à raison de 60 % de Hutus et 40 % de Tutsis, dont un minimum de 30 % de femmes, élus au suffrage universel direct sur la base de listes bloquées à représentation proportionnelle, constituées de manière à ce que, pour trois candidats inscrits à la suite sur une liste, deux seulement appartiennent au même groupe ethnique et au moins un sur quatre soit une femme (...). La commission électorale nationale indépendante procède également à la cooptation de trois députés de l'ethnie twa provenant de régions différentes."

A titre d'exemple, l'éclatement "ethnique" de l'Assemblée nationale, en application du Code électoral et de la Constitution "post-transition", et à la suite des opérations de la "commission électorale nationale indépendante", est illustré par les résultats suivants : cette institution compte 118 membres, dont 64 du CNDD-FDD, 30 du FRODEBU, 15 de l'UPRONA, 4 du CNDD et 2 du MRC, soit 60 % de Hutus et 40 % de Tutsis, dont 23 femmes, auxquels s'ajoutent 3 Twas cooptés.

Concernant la composition du Sénat, l'article 161 du même Code électoral dispose que cette institution est constituée

"— de deux délégués de chaque province, élus par un collège électoral composé de membres des conseils communaux de la province considérée, provenant de communautés ethniques différentes et élus au cours des scrutins distincts menés sur base des candidatures présentées par les partis politiques ou à titre indépendant ;

— de trois membres de l'ethnie twa cooptés par la commission électorale nationale indépendante et provenant des régions différentes ;

— des anciens chefs d'Etat ;

Il est assuré un minimum de 30 % de femmes."

Une situation déjà vécue : l'impérialisme et ses agents rééditent et institutionnalisent les manipulations ethnicistes de l'époque de la colonisation, où la mention "ethnique" figurait sur les pièces d'identité.

De cette manière, ce qui compte, c'est l'"ethnie" au service de la mise en œuvre des plans dévastateurs contre toute politique de résistance et d'indépendance de la classe ouvrière.

À L'ORIGINE, LE PILLAGE ET LA DETTE

Les peuples de la région des Grands Lacs sont sous les feux de la guerre de décomposition imposée par l'impérialisme sous l'hégémonie américaine.

La région elle-même regorge de ressources minérales et énergétiques colossales. Les peuples de la région se trouvaient dans un processus où ils avaient commencé à construire des nations.

La RDC, pays ayant été baptisé par des experts de "*scandale géologique*", a été victime d'un pillage perpétré par les multinationales au service desquelles avaient toujours œuvré les "rébellions" MLC, RCD-ML, RCD-GOMA, d'une part, et, d'autre part, l'armée gouvernementale.

Encore qu'aujourd'hui, en Ituri, la milice dite "Front nationaliste intégrationniste" est au service de la deuxième compagnie productrice d'or dans le monde, l'Anglo-Gold Ashanti, qui exploite les mines de Kilomoto sur une étendue de 10 000 km² et en évacue le produit de l'extraction par l'Ouganda.

Le même processus de privatisation-pillage s'est amplifié à la suite de la mise en place du gouvernement de "transition", le 30 juin 2003, qui comprend le Parti pour la réconciliation et la démocratie (PPRD) de Kabila Joseph et les chefs des ex-"rébellions".

Dans ce pays, les services publics sont délabrés, les maigres infrastructures qui y

avaient été érigées pendant la colonisation et au lendemain de l'indépendance politique formelle du 30 juin 1960 ont été mises à sac.

L'économie y est dollarisée dans nombre de secteurs, et, dans d'autres, la population fait appel au troc pour les échanges de biens et de services.

L'on notera que les deux guerres en RDC sont à chaque fois parties de l'est, du vaste gisement de zinc, cuivre, uranium, cobalt, fer, manganèse, diamant, charbon, or, coltan, qui va de Lubumbashi à Bunia,

L'extraction (pillage) de ces minerais est contrôlée par des multinationales américaines, dont l'American Minerals Fields Incorporated (AMFI), l'Anglo-American Corporation, l'Amoco, ainsi que d'autres firmes d'Israël, de Belgique et des intermédiaires d'Ouganda et d'Afrique du Sud (voir *La Vérité*, n° 31 nouvelle série, n° 637, d'octobre 2002).

L'on comprendra ici le rôle joué par l'Afrique du Sud (Mandela, Thabo Mbeki) dans la "médiation" au sujet des "conflits" ivoirien, congolais, burundais, et plus généralement dans le cadre du NEPAD pour le compte de l'impérialisme américain et à travers la politique dictée par la Banque mondiale et le FMI.

Dans ce cadre, le Rwanda met en application les plans d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale, et privatise à tour de bras les entreprises et services publics.

Dans les documents de base du Front patriotique rwandais (FPR), parti au pouvoir, on peut lire :

"Le parti FPR œuvrera à la coopération, dans l'intérêt du Rwanda, avec les institutions internationales comme la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'Union européenne, etc."

L'impérialisme français a été activement impliqué dans le génocide anti-Tutsis et contre les Hutus "modérés" de 1994.

Kofi Annan et Bill Clinton, qui en avaient la préparation, ont présenté officiellement des excuses.

A qui le tour, demain ? Il appartient aux travailleurs rwandais et à tous les peuples travailleurs du monde d'empêcher cette évolution, dans laquelle se trouve inscrite la réédition des conflits sanglants sous la hou-

lette des multinationales et de l'impérialisme américain.

Au Burundi, la présentation par le gouvernement, le 23 décembre 2005, du plan quinquennal dit "*Cadre stratégique pour la relance économique et la lutte contre la pauvreté*" est un plan de parachèvement des privatisations.

Ce pays renferme nombre de gisements miniers en nickel, vanadium, or, cassiterite, wolframite, colombo-tentalite...

Selon les observateurs, la minéralisation en nickel est la plus convoitée, car elle existe dans plusieurs endroits du pays, avec des réserves de dépôt de 261 millions de tonnes.

Le plan des privatisations initié depuis 1991, qui a déjà frappé plus de dix entreprises publiques, vise à en faire disparaître une vingtaine d'autres.

Le Service chargé des entreprises publiques (SCEP), en fait chargé des privatisations, a dans sa ligne de mire la Régie de production et de distribution de l'eau et de l'énergie électrique (REGIDESO), l'Office national des télécommunications (ONATEL), la Société sucrière du Moso (SOSUMO), les actions détenues par l'Etat des diverses entreprises comme les assurances (UCAR, SOCABU), etc.

Au sujet de l'Office des cultures industrielles du Burundi (OCIBU), le FMI a ordonné la privatisation-liquidation du secteur du café, qui procurait jusque-là à l'Etat plus de 80 % des recettes d'exportation, avant la fin de l'année 2005.

Selon le rapport du FMI n° 05/55 de janvier 2005,

"des réformes profondes sont (...) nécessaires pour attirer les investissements et les financements privés dont le secteur a tellement besoin, améliorer la qualité, soutenir le revenu des petits producteurs (...). Une stratégie globale de réforme, élaborée avec le soutien de la Banque mondiale et de l'Union européenne, comporte la libéralisation immédiate des investissements, de la commercialisation et de l'exportation du café, ainsi que la réforme et le démantèlement du monopole public de l'OCIBU sur la commercialisation."

Cette situation met à l'ordre du jour, du point de vue des intérêts des travailleurs et du peuple, la question de la nationalisation des entreprises privatisées et des banques.

Au moment où les services de santé sont privatisés sous la forme du “régime d'autonomie de gestion” et où la privatisation des douanes est en cours, le gouvernement vient d'annoncer, pour le Plan 2005-2010, la privatisation des services des Impôts.

L'on comprend alors que le Burundi soit admis à l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), selon l'annonce de Radio France International (22 décembre 2005).

Rappelons que l'AGOA a été promulguée par Clinton le 18 mai 2000 et que cette loi vise, entre autres, à :

“— encourager le développement économique et les réformes en Afrique subsaharienne en favorisant une vaste gamme de branches d'activités et en accordant des avantages concrets aux créateurs d'entreprises, aux agriculteurs et aux familles ;

— favoriser un accès et des possibilités accrues pour les investisseurs et les entreprises des Etats-Unis en Afrique subsaharienne”.

Voilà qui est clair : destruction des entreprises et services publics, pillage des richesses naturelles par le biais de la privatisation au profit des multinationales américaines et à travers l'incitation à l'éligibilité des pays au régime de pays pauvres très endettés (PPTE), afin d'obtenir l'“annulation” de la dette.

La décision d'“annulation” de la dette prise par le G 8 et entérinée par la Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement (BAD) concerne à peine 10 % de la dette externe de ces pays et ne concerne donc que la dette multinationale.

On notera également que sont admis dans la classification PPTE les pays qui, pendant une période de six ans, ont appliqué à la lettre les plans du FMI d'ajustement structurel, c'est-à-dire de privatisation, de rigueur budgétaire, d'ouverture des marchés. Il s'agit, en fait, des pays totalement ruinés par ces mêmes plans.

Dans la région des Grands Lacs, l'Ouganda et le Rwanda font partie des 14 pays d'Afrique, qui, avec la Gambie, Madagascar, le Bénin, le Burkina Faso, l'Ethiopie, le Ghana, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, le Sénégal et la Tanzanie, ont été qualifiés de PPTE.

La RDC et le Burundi sont engagés dans une course effrénée pour être admis comme PPTE.

Pour le capital et ses institutions, les pays à soumettre au régime PPTE doivent passer par une phase correspondant au “point de décision” avant d'aboutir au “point d'achèvement” pour pouvoir entrer dans ce groupe.

Et pour le vice-ministre du Budget de la RDC, Trésor Kapuku, le projet de budget 2006 a été élaboré pour répondre, d'une part, aux objectifs de la transition, et, d'autre part, pour atteindre le “point d'achèvement” de l'initiative PPTE.

Dans son point de presse, le représentant résident principal du FMI à Kinshasa, le 30 août 2005, déplore

“(…) les dérapages dans la mise en œuvre des politiques économiques (...) et la lenteur de l'exécution des réformes”.

Cependant, poursuit-il,

« sous l'initiative PPTE (...), l'annulation définitive de la dette extérieure deviendra effective au “point d'achèvement” attendu pour fin 2006 pourvu que la mise en œuvre du PEG (programme économique du gouvernement — NDLR), appuyé par la FRPC (facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance — NDLR), reste satisfaisante et que certaines autres conditions soient satisfaites (...) ».

Le Burundi est devenu “éligible” par la Banque mondiale et le FMI (“point de décision”) dans le groupe des PPTE en juin 2005.

Selon *Jeune Afrique* (18 septembre 2005),

“le Burundi est devenu (...) le vingt-huitième pays à atteindre le point de décision de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE). A terme, la remise de dette se chiffrera à 826 millions de dollars, soit 91,5 % de l'encours total.”

C'est-à-dire qu'il s'agit de poursuivre les privatisations, de diminuer les budgets sociaux, baisser les protections douanières, assurer la libre circulation des capitaux, etc.

A titre d'exemple, le budget de 2005 était consacré à 45 % au remboursement de la dette externe, 30 % aux services de défense et de sécurité... et 2 % au secteur de la santé !

Pour le budget de 2006, ce même secteur obtient à peine 5 % du budget total, alors qu'une grande partie de la population a renoncé aux soins de santé, dont le coût est exorbitant, et que les populations sont

confrontées à une misère accrue et à la famine (nord, nord-est, est) devenue endémique.

La décision d' "annulation" de la dette est un arrêt de mort programmé pour les peuples des pays dominés en général, et ceux des PPTE en particulier.

L'Ouganda, "bon élève" du FMI et de la Banque mondiale, a bénéficié de l'initiative PPTE. Ce pays, qui avait une dette externe de 3,6 milliards de dollars US en 1998, payait la dette avec un taux de remboursement de 85 %. Il a "bénéficié" d'un "allègement" de la dette de 650 millions de dollars en 1998 et de 1,3 milliard de dollars en 2000.

Selon une étude de l'Institut de développement économique (IDEC) (Bujumbura, mai 2005) financée par l'Union européenne,

"alors qu'en 2000, la dette était retombée à 1,7 milliard de dollars, la dette ougandaise était de 4,2 milliards de dollars US en 2004. Le ratio de la dette sur les exportations, dont l'objectif était de 150 %, aurait atteint 300 % en 2003 (contre 250 en 1997)."

D'après le même document, l'endettement a repris depuis 2000 et est devenu insoutenable avec une forte progression de la pauvreté. En fait, le régime PPTE et la prétendue annulation de la dette rentrent dans le cadre de la politique du capital et de ses institutions faisant main basse sur les richesses des peuples, politique programmée de disparition de l'Afrique en général, et des pays des Grands Lacs en particulier.

LE MOUVEMENT DE RÉSISTANCE ET LA POLITIQUE DES APPAREILS

Face à la politique de destruction, les travailleurs et les peuples sont engagés dans la voie de la résistance, et cela dans des conditions particulièrement difficiles : guerre, licenciements, violation des droits ouvriers (conventions de l'OIT), mise en pièces des Codes du travail, des statuts des fonctionnaires, misère généralisée.

Le verdict de la deuxième session du Tribunal international chargé de juger les responsables de l'évolution meurtrière imposée aux travailleurs et aux peuples d'Afrique, tenue à Madrid le 18 mars 2005, montre que

"l'Afrique est le continent qui paie un des plus lourds tributs aux maladies infectieuses : la tuberculose, le Sida et le paludisme ont fait six fois et demi plus de victimes que toutes les guerres dans le monde depuis 1945. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : deux millions de malades. Un million de morts du paludisme, 40 millions de malades. L'espérance moyenne de vie des Africains va descendre en 2015 à 33 ans, d'après le rapport de l'OMS."

Ce rapport indique que la responsabilité de cette situation vient de la disparition des systèmes de santé performants.

La responsabilité du développement des épidémies est le déplacement de populations, l'effondrement des économies, la détérioration des conditions d'hygiène, qui découle des points précédents.

Ainsi, concernant la vaccination contre les maladies infectieuses, le traitement du paludisme, le traitement du Sida, l'Afrique, par ses seules ressources, si elles n'étaient pas drainées chaque année hors du continent vers les coffres du FMI, pourrait faire financièrement face."

De la même manière, comme cela a été établi par les journées parlementaires (14 et 15 mai 2005) organisées par le groupe parlementaire du Parti des travailleurs d'Algérie, et auxquelles ont participé comme orateurs des responsables syndicaux de Côte-d'Ivoire, du Togo, du Burundi, une militante noire des Etats-Unis d'Amérique, le secrétaire général de l'UGTA, le porte-parole du Parti des travailleurs d'Algérie et un représentant de l'Entente internationale des travailleurs :

"Ce sont ces mêmes politiques qui sont à l'origine des guerres, des conflits armés prétendument ethniques et des crises politiques qui explosent désormais à chaque échéance électorale (...), les plans dits de paix, parce qu'ils consacrent notamment des représentations politiques sur la base de quotas ethniques, contraires à la démocratie et à l'égalité des droits. Plus fondamentalement, ces accords évacuent des questions de fond qui sont à l'origine des crises, à savoir l'effondrement socio-économique du fait du remboursement de la dette et du pillage des ressources naturelles du continent (...)."

Plus généralement, les participants considèrent que les développements mondiaux, par la propagation des guerres, la spéculation, la drogue, la régression sociale effrayante sur tous les continents, la désertification industrielle, les licenciements massifs, la remise en cause des

droits sociaux et du rôle des Etats, menacent les bases mêmes de la civilisation humaine. Par conséquent, les participants réfutent la pseudo-inélectabilité de ce système. Ils considèrent, au contraire, que la survie des peuples et des travailleurs, de la civilisation humaine appelle à la lutte unie pour le défaire."

Des résistances multiformes, de la résistance passive en passant par les grèves, se développent à travers les pays de la région des Grands Lacs : grèves dans l'enseignement en RDC, au Burundi..., dans le secteur de la santé, etc.

La portée de ces mouvements est limitée par le fait que ceux-ci ne sont que sectoriels, ou alors ils sont brisés par la bureaucratie syndicale qui sert de béquille aux gouvernements mettant en œuvre les diktats meurtriers du G 8 et des institutions de Bretton Woods.

Au Burundi, pendant que les hôpitaux "détiennent" les malades en convalescence faute de paiement des factures d'hospitalisation, les dirigeants syndicaux du secteur de la santé (SYNAPA, SNTS) se replient sur les revendications corporatistes comme la gratuité des soins pour les personnels de la santé, en opposition à une mobilisation sur le terrain de la défense des services publics dont font partie intégrante les hôpitaux.

L'Office national pharmaceutique (ONAPHA) lui-même vient d'être privatisé et repris par une multinationale sud-africaine. Dès lors que les services sont privatisés ou liquidés, les emplois détruits, d'où pourrait-provenir cette gratuité ?

La nouvelle direction de la Confédération de syndicats du Burundi (COSYBU) non plus ne veut même pas lever le petit doigt face à la liquidation des hôpitaux, de l'OCIBU, et la privatisation de l'ONAPHA (qui, selon le président de la COSYBU, est une "bonne chose" si les emplois sont sauvegardés !), à la marche vers la liquidation de l'entreprise publique Complexe textile du Burundi (COTEBU). Cette position est radicalement opposée à celles adoptées lors de la journée de réflexion syndicale tenue en avril 2002 sur le refus des privatisations, le refus de l'intégration à la "société civile", la défense des conventions de l'OIT et la lutte pour la satisfaction des revendications des travailleurs dans tous les secteurs.

Au Rwanda, la Compagnie de télécommunication (RWANDATEL) étant privati-

sée et reprise par une multinationale américaine, la Terracom, la moitié du personnel de l'entreprise est mise à la porte, pendant que la direction de la centrale des syndicats des travailleurs du Rwanda (CESTRAL) appelle à un "forum des syndicalistes".

Au moment où la classe ouvrière et les peuples se trouvent confrontés à une offensive forcenée de liquidation par l'impérialisme et ses multinationales, la direction de la COSYBU, liée à la CGSLB (syndicats libéraux de Belgique), liés au Parti libéral de Louis-Michel, veut engager les organisations syndicales dans le giron de la "gouvernance mondiale".

La même direction, lors du dernier congrès d'octobre 2005, a exprimé, sans discussion, la volonté de

"poursuivre le recrutement des organisations membres pour renforcer la solidarité syndicale, d'autant plus qu'on se prépare à la fusion de deux grandes centrales internationales, la CMT et la CISL, en une organisation unique".

L'existence même des populations de la région des Grands Lacs a pour condition la défense des services publics, des droits ouvriers et des conventions de l'OIT, la nationalisation des entreprises privatisées sans indemnités ni possibilité de rachat, la souveraineté nationale sur toutes les ressources et richesses naturelles, ce qui met à l'ordre du jour l'élection, dans chaque pays, d'une Assemblée constituante souveraine garantissant la souveraineté des peuples sur leur propre sort.

Il se pose donc de manière urgente l'exigence de l'annulation de la dette externe et la nationalisation immédiate des richesses naturelles dans la région des Grands Lacs.

Parmi les conclusions des journées parlementaires d'Alger sur "Les raisons de la dérive meurtrière du continent africain", on peut noter qu'il y a lieu d'"œuvrer à réunir les conditions pour l'organisation d'une conférence africaine pour l'annulation de la dette, et, pour cela, s'adresser à toutes les organisations des travailleurs en Afrique, aux Etats-Unis et dans le monde".

La IV^e Internationale prend toute sa place dans ce processus pour l'indépendance de classe de la classe ouvrière et des organisations ouvrières.

Kageyi Méthode

Afrique : socialisme ou barbarie

(deuxième partie)

Par Meziane Diop

Dans notre précédent article, ayant établi la situation catastrophique de l'Afrique et qui ne cesse d'empirer, nous nous étions interrogés : *“Pourquoi l'Afrique et les Africains seraient-ils contraints à une telle situation ? Manqueraient-ils de ressources, de richesses naturelles ? Y en a-t-il et à qui appartiennent-elles ?”*

Le présent article répondra à cette question. Dans notre prochain numéro, un troisième et dernier article reviendra sur le combat des travailleurs et des peuples en Afrique.

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

“Même si les ressources énergétiques de l'Afrique ne sont pas prédominantes à l'échelle mondiale, elles sont physiquement plus qu'adéquates pour satisfaire aux besoins à court et même à moyen termes” (World Energy Council).

Pour le pétrole, la carte que nous publions ci-après précise la situation.

Les 16 et 17 février 2005, s'est tenu à Alger le II^e Congrès africain du pétrole. Étaient présents les responsables de 200 compagnies pétrolières de 35 pays, parmi lesquels : Chevron Texaco, Exxon Mobil, British Petroleum, ENI (Italie), Petromas (Malaisie), Total (France), Repsol (Espagne), Almerada Hess.

Jeune Afrique-L'Intelligent écrit :

“Si les majors occidentales se sont déplacées en force, c'est que l'Afrique fournit désormais près de 11 % des besoins mondiaux du brut, avec 8 millions de barils/jour.

Une part qui devrait continuer à progresser dans les années à venir, puisque la production énergétique du continent augmentera de 68 % d'ici 2020. Les réserves prévues du continent atteignent 98 millions de barils et de nombreuses exploitations n'ont pas encore livré tous leurs secrets.”

Donc, que se passe-t-il ?

• En Guinée équatoriale

Depuis 2004, la Guinée équatoriale est entrée dans le club des principaux producteurs de pétrole d'Afrique-Subsaharienne. Certes, loin derrière le Nigeria et l'An-

gola, mais déjà en bonne place aux côtés du Gabon et du Congo.

Selon le ministère de l'Économie et des Finances de Guinée équatoriale,

“les premiers contrats de partage étaient outrageusement avantageux pour les compagnies américaines. Les intérêts de l'Etat n'étaient que de 3 % dans le champ d'Alba et de 5 % dans ceux de Zafiro et de Ceiba.”

Il s'agit d'Exxon Mobil, qui s'attribue 80 % de Zafiro et de Almerada Hess.

Mais on veut modifier l'“outrageusement avantageux” et on arrive à ce que, aujourd'hui, le nouveau système mis en place prévoit le versement de royalties comprises entre 10 % et 16 % de la production. Au final, *“globalement, 75 % du chiffre d'affaires de l'activité pétrolière vont encore aux majors, contre 25 % à l'Etat”*.

• Au Mali

A ce jour, le Mali ne figure pas encore sur la liste des producteurs de pétrole. Mais personne ne s'y trompe. Aux quelques découvertes des années 1960 et 1980 succède maintenant une certitude : le Mali est un énorme champ pétrolier. 65 % de la superficie du pays, soit 800 000 km², ont été découpés en quinze blocs de production.

Immédiatement, le consortium international Baraka Mali Ventures Limited (BMV) a acheté d'un coup cinq blocs.

• Le Tchad

La situation de ce pays est extrêmement significative de ce qui se passe partout.

Dans la première quinzaine de janvier 2006, tous les journaux ont fait état de décisions du gouvernement tchadien de remettre en cause les accords passés avec la Banque mondiale. Celle-ci s'en émeut. Des sanctions sont prises. Qu'en est-il exactement ?

La question porte sur la révision de la loi n° 001/PR/99 du 11 janvier 1999, établissant la gestion des revenus pétroliers. On se souvient que, dès les premières découvertes de pétrole au Tchad, la Banque mondiale décidait de s'investir directement, notamment par son intervention

directe dans la construction de l'oléoduc Tchad-Cameroun. C'est à cette occasion que sont signés traités et conventions entre l'Etat tchadien et la Banque mondiale. Cette loi 001 fait partie de ce dispositif.

Ces conventions et accords et les lois qui en découlent sont présentés à l'époque comme “exemplaires”. L'objectif affiché en est qu'au moins cette fois les revenus du *“pétrole du Tchad iront aux Tchadiens”*. Voilà ce qu'il faut faire partout !

La loi 001, imposée par la Banque mondiale, organise la répartition des fruits du pétrole. Une retenue d'office de 10 % des ressources directes rapatriées au Tchad est placée sur un compte séquestre ouvert à l'étranger (53 millions de dollars à la City Bank de Londres) servant à alimenter un fonds pour les générations futures.

Le reste est réparti de la façon suivante : 80 % sont destinés essentiellement aux investissements dans les secteurs prioritaires, et 15 %, destinés à couvrir les dépenses de fonctionnement (y compris les salaires), sont versés au Trésor public. 5 % sont affectés à la région productrice de pétrole.

Notons déjà, comme le fait le Syndicat des enseignants du Tchad (SET), qu'au minimum, cette loi *“pêche par le fait d'accorder une place prépondérante aux investissements au détriment du social”*.

Le différend entre le gouvernement tchadien et la Banque mondiale porte sur le fait que le Tchad a modifié la loi pour récupérer les 10 % gelés pour les générations futures. Non sans raison, le SET propose

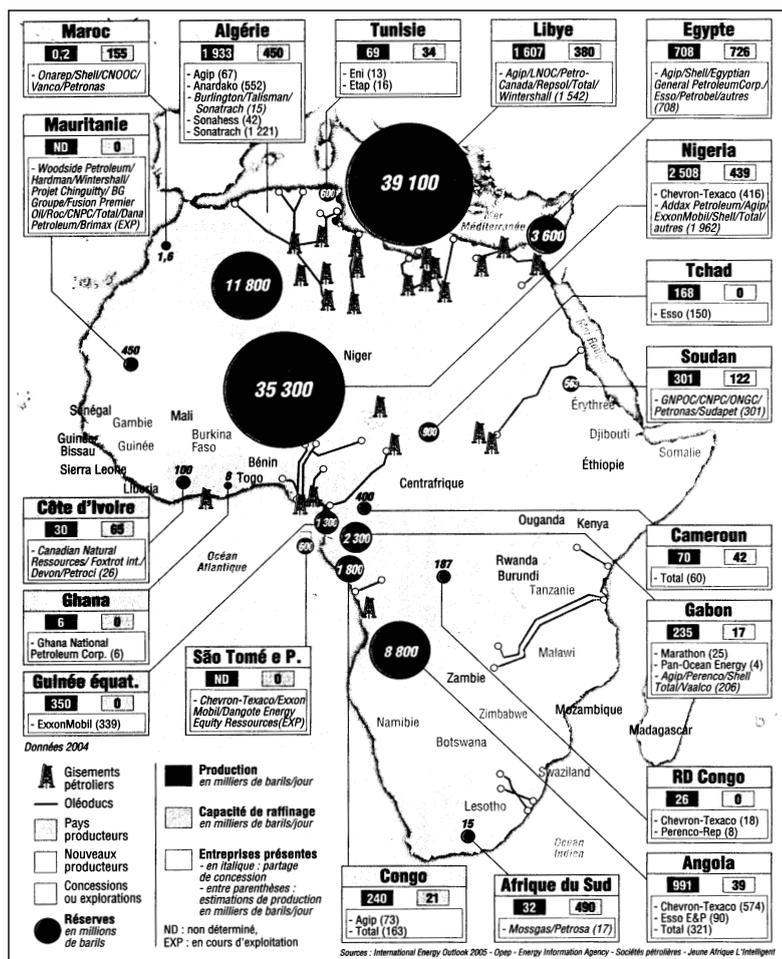
“que la loi n° 001 soit modifiée dans le sens de transférer une part importante du fonds d'investissement au fonds social géré par le Trésor public. Quant aux fonds des générations futures, il ne doit pas être prélevé pour l'instant.”

Mais ces 10 % sont 10 % de quoi ?

Dans son communiqué, le SET met en avant une première revendication :

“Que le gouvernement mobilise la population tchadienne en vue d'obtenir la révision de la convention de 1988.”

C'est en effet cette convention adoptée sous les auspices de la Banque mondiale avec son intervention directe, qualifiée de *“Partenariat unique sur la mise en valeur*



du champ de Doba avec la Banque mondiale”, qui fixe l’ensemble du dispositif. Cette convention a été signée entre l’Etat tchadien et le “consortium”. Qu’est-ce que “le consortium” ? Exxon, Chevron, Petronas, dont les sous-traitants en font également partie : Bouygues, Cegelec, Corres, Europipe, Kellogg, SOGEA-Saton, SDV (Bolloré), SPIE-Capac, Salzgitter AG, Wilbros...

En juin 2005, la FIDH publiait un article intitulé : “Tchad-Cameroun : pour qui le pétrole coulera ?”

“La FIDH attire l’attention des administrateurs de la Banque mondiale sur le caractère déséquilibré du contrat passé entre le gouvernement tchadien et le consortium pétrolier (Exxon, Chevron, Petronas) et auquel la Banque mondiale s’apprête à apporter sa caution. Ce contrat prévoit une royauté de 12,5 % sur la valeur de la production exportée et

une taxe variable sur les bénéfices du consortium (40 % à 65 % des bénéfices nets imposables).

Pendant, les nombreuses déductions fiscales prévues aux termes de ce contrat (investissements de prospection entre 1969 et aujourd’hui, investissements futurs d’exploitation et de prospection, franchise douanière sur les matériels importés, exonération sur les salaires et revenus rapatriés...) se traduiraient pour le Tchad par des recettes nulles au titre de l’impôt sur les bénéfices entre les années 2004 et 2013. Ces dix années de production, en franchise totale d’impôt sur les bénéfices, représentent 632 millions de barils, soit 71 % de la production totale prévue, une valeur estimée à 10,2 milliards de dollars en valeur nominale, selon une hypothèse moyenne présentée dans le Project Appraisal Document (PAD), document sur lequel le conseil d’administration doit fonder sa décision.

L'impôt sur les bénéficiaires commencera à rentrer à partir de l'année 2014. Le ratio moyen impôt sur les bénéficiaires/production exportée, par exemple, durant les années 2014-2018, est de 2,74 US \$ par baril. Si ce ratio était appliqué aux dix années antérieures, on obtiendrait des recettes de 1 731 millions de dollars. Ce montant — l'équivalent de la rente pétrolière tchadienne — donne une idée de l'étendue du manque à gagner fiscal pour l'Etat.

Au-delà de ce contrat, la FIDH note que ce projet servira pour l'essentiel l'intérêt économique du consortium pétrolier et de ses sous-traitants."

12,5 % de royalties ! Un manque à gagner pour l'Etat tchadien de 1 731 millions de dollars US ! 4,26 milliards de dollars pour le consortium entre 2003 et 2005 et 395 millions de dollars pour le Tchad. Même pas les 12,5 % !

Cette convention contient 37 articles. L'article 23.4 et ses multiples avenants permet, par exemple, au consortium de porter au débit du compte d'exploitation générale et du compte pertes et profits toutes les dépenses réalisées depuis l'octroi du permis de recherche originel, en... 1969. Ce qui veut dire que toutes les dépenses d'investissement réalisées par les compagnies pétrolières qui se sont succédées, depuis Conoco jusqu'à Esso et autres, seront remboursées à des taux préférentiels.

Le futur est aussi planifié : toutes les dépenses qui se font en dehors du champ de Doba, donc pour découvrir et exploiter de nouvelles zones, sont déductibles du revenu d'exploitation, lui-même déjà allégé de tous les coûts de fonctionnement, de redevances, d'amortissement et de provision.

En clair, le gouvernement tchadien subventionne les futures opérations de prospection du consortium sans que cela ne lui donne des droits additionnels sur les parts futures.

La FIDH met aussi en avant un autre aspect de cette opération :

"Avant d'être un projet de lutte contre la pauvreté au Tchad, ce projet est une opportunité commerciale pour les sociétés transnationales. Or l'investissement de la Banque mondiale est crucial pour les opérateurs du projet. Il leur offre la meilleure garantie possible vis-à-vis du risque politique et contribue à une

mobilisation importante de capitaux, qui va bien au-delà du strict engagement financier de la banque."

Et de démontrer l'implication de la Société financière internationale (groupe de la Banque mondiale) et des compagnies d'assurances Coface et Eximbank :

« Le consortium bénéficie donc à la fois d'exonérations fiscales considérables, de la caution politique de la Banque mondiale et de l'«effet catalyseur» de cette dernière pour mobiliser une part essentielle du financement. »

A cela, le correspondant de *La Vérité* au Tchad ajoute :

« Concernant le pétrole, des consortiums et la Banque mondiale ont fait accepter au gouvernement tchadien l'idée que le prix du pétrole fluctuant généralement dans le sens de la baisse, il aurait intérêt à accepter un prix fixe du baril estimé finalement d'un commun accord à 27 dollars US. Aujourd'hui, le pétrole se vend sur le marché à 60 dollars US le baril, alors que celui du Tchad est maintenu au prix fixe de 27 dollars (...). Le Collège de contrôle et de surveillance des revenus pétroliers (CCSRP), mis en place pour «surveiller» les revenus pétroliers, n'a droit de regard que sur les redevances tchadiennes, non sur l'ensemble des revenus pétroliers. Pire, de ces revenus pétroliers, l'essentiel va au remboursement de la dette, avec une avance de remboursement de deux ans, c'est-à-dire qu'en 2005, le pays qui a fini de rembourser les dettes de 2004, 2005 et 2006 est en train de rembourser la dette de l'année 2007. »

Pendant des mois, les salaires de ce qui reste de la fonction publique n'ont pas été payés. Le Tchad est dans le peloton de queue de tous les indices de développement humain, services sociaux et sanitaires... Récemment, un rapport d'Amnesty International a dénoncé les conséquences incalculables pour la nature, incluant les hommes qui ont été expropriés, chassés sans même le droit de retourner chercher de l'eau dans leurs puits, occasionnées par la construction de l'oléoduc, et qui se poursuivent quotidiennement.

Qui peut honnêtement prétendre qu'il n'y aurait là que "les effets pervers de la mondialisation" ou d'un "libéralisme outrancier" ? Le maintien de la propriété privée, c'est la destruction systématique dans tous les domaines.

• En Libye

La levée des sanctions, imposées il y a longtemps à la Libye, n'est pas un fait anodin. Les grosses compagnies américaines ont toujours fait pression pour la levée des sanctions. Pour les compagnies pétrolières Conoco, Chevron, Marathon Oxy comme pour les constructions d'avions civils (Boeing) et militaires (Sikoraz), le marché libyen représente entre 4 et 5 milliards de dollars par an.

La Libye fait partie des dix premiers producteurs de pétrole du monde. Son pétrole est unique, parce qu'il est plus léger que celui de tous les autres producteurs. La Libye, comme l'Algérie, fait partie des pays au nord du Sahara où les indices de destruction de masse ne sont pas ceux de l'Afrique-Subsaharienne (espérance de vie moyenne de 72 ans, etc.) Mais jusqu'à quand ?

Abdallah al-Badri, patron de la National Oil Company (NOC), explique :

“En 1999, nous avons adopté une nouvelle loi concernant l'attribution des permis d'exploitation. A ce jour, nous avons reçu des offres de 123 compagnies américaines, européennes et canadiennes.”

Pour la première fois depuis dix ans, dix-sept compagnies américaines figurent parmi les candidats à l'obtention de permis d'exploitation : Chevron-Texaco, Marathon Oil, Conoco-Phillips.

C'est un début.

Fin octobre, protestation des compagnies pétrolières française et italiennes, qui n'avaient pas été incluses dans les premiers appels d'offres. Le gouvernement libyen ouvre immédiatement la “compétition” pour cinq nouveaux blocs pétroliers. Pas une semaine sans que l'on trouve dans la presse des informations du type :

“Nigeria : or noir aux enchères. Les autorités du Nigeria ont concédé, le 26 août, 27 blocs pétroliers à des sociétés européennes, asiatiques, américaines et brésiliennes... D'autres seront soumis à appels d'offres au cours de la prochaine session d'attribution de licence d'ici 2007” (Jeune Afrique/L'Intelligent, septembre 2005).

“Congo : Brazzaville a donné son feu vert à l'exploitation du champ pétrolier offshore de Moho-Bilondo... Première opération dans le pays avec 57 % de la

production, le groupe français Total a obtenu 53,5 % des parts, contre 31,5 % au groupe américain Chevron...” (ibidem).

Selon les sources officielles, en Afrique, les conditions d'exploitation profitent plus aux compagnies pétrolières qu'aux États : elles prélèvent 20 à 70 % pour couvrir leurs coûts, amortir leurs équipements et tirer leurs marges bénéficiaires. Une petite société australienne, Hardman Ressources, a investi en Mauritanie en 1995. Entre 1995 et 2004, sa capitalisation boursière a été multipliée par 375, passant de 4 millions de dollars à 1,5 milliard de dollars.

En septembre 2005, *Le Monde* titrait : “*Les majors gagneront plus de 100 milliards de dollars en 2005*”, loin du record historique de 83 milliards de dollars enregistré en 2004.

L'OR

Avec une production de 376 tonnes d'or en 2003, l'Afrique du Sud reste le premier producteur d'or du monde, devant les États-Unis, l'Australie, la Chine, la Russie, le Pérou, l'Indonésie et le Canada.

A quoi il faut ajouter ceci : selon Christian Hocquart, chercheur au Bureau de recherche géologique et minière (BRGM), la majeure partie des nouvelles réserves a été décelée sur le continent africain : 67 millions d'onces au total, contre, par exemple, 37 millions d'onces en Australie.

Sur dix-neuf nouvelles mines entrées en exploitation dans le monde depuis 1997, six se trouvent en Afrique (deux au Mali, trois en Tanzanie, une en Afrique du Sud).

A la fin des années 1980, les plans d'ajustement structurel (PAS) de la Banque mondiale ont imposé une modification des codes miniers dans différents pays. Résultat : à ce jour, les cinq premiers groupes aurifères du monde sont tous présents en Afrique (hors Afrique du Sud) :

— Au Ghana (deuxième producteur africain), trois compagnies se partagent l'essentiel de la production : l'américain Newmont Mining (leader mondial) et les sud-africains Gold Fields et AngloGold.

— En Tanzanie (quatrième producteur africain), les deux géants canadiens Barrick Gold et Placer Dome.

— Au Mali (troisième producteur africain), la production devrait atteindre 53 tonnes en 2005 et 62 tonnes en 2006. Les potentialités sont évaluées à 800 tonnes. Le site de Morila est particulièrement productif (22,7 tonnes à lui seul pour 2003). 80 % du capital de Morila SA sont détenus par deux compagnies : la canadienne Randgold Ressources Limited et la sud-africaine AngloGold Ashanti. En 1996, Robex Ressources INC, compagnie d'extraction canadienne, acquiert des propriétés dans la fameuse vallée de Kambia, connue pour ses énormes réserves d'or.

— En Mauritanie, qui n'est pas encore sur la liste des producteurs d'or, les réserves viennent d'être estimées à 24,5 tonnes. Une première mine est ouverte à Tasiat. C'est la compagnie hispano-canadienne Rio Narcea Gold Mines qui a décroché la concession : le loyer du gisement ne s'élève qu'à 3 % de la production aurifère.

— En Guinée (sixième producteur africain), c'est la société anglaise Gold Corporation qui détient 85 % d'une des plus grosses mines : Loro.

— Au Burkina Faso, où la production doit atteindre les 10 tonnes en 2006, un "code minier attractif" a été édicté. Cent trente-cinq permis de recherche sont en cours d'attribution et trois permis d'exploitation industrielle ont été délivrés à... High River et Etruscan Ressources (deux compagnies canadiennes), et Cluff Mining (Compagnie anglaise).

— Au Sénégal, qui est un tout petit producteur d'or, mais avec de belles promesses d'avenir, deux permis d'exploitation viennent d'être accordés. La société australienne Mineral Deposite Limited (MDL) a acquis le permis pour l'exploitation d'un site de 20 km² dans le sud-est. La société canado-saoudienne Euro Mines a acquis un permis pour 230 km². Les termes de "l'échange" sont : l'Etat sera actionnaire de la mine à hauteur de 10 % et recevra 6,5 dollars US de royalties sur chaque once produite. A titre de comparaison, l'or s'échange en moyenne aux alentours de 428 dollars l'once sur le marché mondial. Et, par exemple, le prix de

revient de l'or extrait de la mine de Morila (Mali) est de 100 dollars l'once.

Jeune Afrique/L'Intelligent (novembre 2004) pose la question : "Les ressources aurifères de l'Afrique sont-elles bénéfiques aux économies africaines ?" Réponse :

"Les 136 mines d'or du continent sont exploitées par 47 compagnies. Sur ce total, seule une infime minorité est contrôlée par des investisseurs locaux."

"Un certain cynisme..." Sous prétexte de corruption, Tony Blair a lancé en 2002, à l'occasion du sommet mondial pour le développement durable, à Johannesburg, l'Initiative pour la transparence des industries extractives (EITI). Qui sponsorise et soutient cette EITI ? Les grandes compagnies minières AngloGold et Newmont !

LE COTON, "L'OR BLANC" DE L'AFRIQUE

Le 14 septembre 2005, à l'ONU, quelques jours après les dramatiques événements de Louisiane, le président Bush a fait une déclaration que de nombreux journaux ont relayée sous le titre "George Bush se fait l'avocat des pays en développement" (*Le Monde*, 16 septembre 2005).

Il déclare :

"Il nous faut travailler ensemble pour éliminer les subventions agricoles qui perturbent les relations commerciales et ralentissent le développement."

Il poursuit :

"Les Etats-Unis sont prêts à éliminer toutes les barrières douanières, les subventions et autres obstacles pour libérer le flux des biens et des services au fur et à mesure que d'autres pays en feront de même."

Quelles dispositions précises ? Quelles propositions concrètes ? Aucune. Si ce n'est la conditionnalité que notent bon nombre d'observateurs : "au fur et à mesure que d'autres pays feront de même".

Suivie de la remarque de Peter Mandelson, commissaire européen au Commerce, reconnaissant que l'Union européenne va devoir "offrir d'importants nouveaux accès à son marché agricole".

Bob Geldof, chantre de l'action humanitaire et invité spécial de Kofi Annan au sommet de New York, déclare au sujet des propos de George Bush :

“Là, je pense que c'est un grand pas en avant. Maintenant, nous allons avoir besoin de tout le monde et de porter le débat en Europe.”

De réelles mesures ou un nouvel épisode de la guerre que se livrent les États-Unis et en particulier la France en Afrique ? A ce point que *Le Monde* conclut :

“A l'approche de la réunion de Hong-Kong, il n'est plus temps pour les États-Unis et l'Union européenne de se renvoyer la balle sans rien mettre de concret sur la table.”

Un mois plus tard, le 18 octobre 2005, *Le Figaro* titrait : *“L'Amérique soutient ses fermiers comme jamais.”* Après avoir informé que, pour 2005, les récoltes étaient estimées à plus 2 % pour la production de maïs et de coton et à plus 4 % pour le soja, *Le Figaro* écrit :

“Les estimations des dépenses de soutien devraient à leur tour être revalorisées. Il y a trois mois, elles représentaient 21,4 milliards de dollars, soit 60 % de plus que l'an dernier. Les aides sont donc parties pour battre le record absolu de 2000, 22,9 milliards de dollars.”

Quelles conséquences et comment se pose le problème ?

Dans l'ensemble, la filière coton fait vivre presque 20 millions d'Africains sur tout le continent. Le Mali et le Burkina Faso sont les deux principaux producteurs de coton d'Afrique avec 620 000 et 638 000 tonnes de coton-graine pour l'année 2005. Le Burkina Faso est le deuxième exportateur mondial et 80 % de son coton sont classés haut de gamme. L'agriculture emploie 78 % de la population active avec, en son centre, le coton.

Pressé par la Banque mondiale dans le cadre du PAS et du NEPAD, le Burkina Faso a engagé dès 1999 la privatisation de la filière coton. L'enjeu est de taille : non seulement la filière fait vivre des millions, mais, du fait de la construction des pistes rurales nécessaires à son transport, elle contribue à la “civilisation” et au désenclavement dans tout le pays, en particulier des régions les plus isolées.

La SOFITEX a été démantelée. L'Etat n'en possède plus que 35 %, Dagriss

(entreprise française) 34 %, et 30 % des 31 % détenus par l'UNPC sont répartis entre les producteurs.

Cette opération a été présentée comme extrêmement positive pour les producteurs locaux.

En 2004, nouvelle étape : deux usines d'égrenage sont privatisées et cédées à des “pools d'opérateurs privés locaux et internationaux”. A ce jour, la filière compte donc trois opérateurs : la SOFITEX (zone ouest, sud et sud-ouest), la SOCOMA (zone est) et Faso Coton (zone centre).

A quoi aboutit-on ?

Le cas du Mali l'indique parfaitement. En 2001, le FMI et la Banque mondiale obtiennent une décision de “réorganisation de la filière coton”, premier pas vers une privatisation totale prévue pour être effective en 2006.

Le calendrier prévoyait la création de trois ou quatre sociétés cotonnières privées, chacune bénéficiant de l'exclusivité de l'achat du coton graine dans sa zone déterminée (voir le Burkina Faso).

Toute la filière coton est dans une situation de quasi-monopole de la collecte à la vente de la fibre par la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT), société mixte détenue à 60 % par l'Etat et à 40 % par l'entreprise française Dagriss.

La “réorganisation” de 2001 a contraint la CMDT à un désengagement de ses fonctions de transporteur et d'entretien des pistes rurales. Résultats immédiats :

“Les retards d'évacuation du coton se sont multipliés, les routes se sont dégradées et les populations se sont retrouvées enclavées.”

Pour les producteurs locaux,

“c'est le fruit de notre sueur qui est abandonné à la pourriture” (Jeune Afrique/L'Intelligent, juin 2005).

Dès la mise en place de ce désengagement, la CMDT n'a plus investi ni dans la maintenance, ni dans le matériel, ni dans les réparations. Sur les vingt tracteurs de la zone de Diola, plus aucun ne fonctionne. En 2003, 500 licenciements. La CMDT a cessé ses aides à l'obtention de crédits, ses cours d'alphabétisation, ses campagnes de distribution de Nivaquine pour la lutte contre le paludisme, la main-

tenance des pistes rurales et l'équipement et l'entretien des réseaux hydrauliques villageois. Ni l'Etat ni personne n'a repris en charge ces fonctions. La CMDT n'assume plus non plus l'approvisionnement en intrants céréaliers.

Constat des producteurs et de leurs familles :

“Nous sommes les principales victimes d'une privatisation qui n'amène rien de bon. L'objectif des bailleurs de fonds internationaux est de nous évincer de la culture du coton au profit des multinationales. Si l'on privatise jusqu'au bout, seuls les paysans qui disposent de gros moyens pourront continuer de produire. Les autres devront se retirer. En outre, les sociétés privées ne sont pas obligées d'acheter tout le coton, contrairement à la CMDT.”

Dernier aspect : en novembre 2003, le Mali a obtenu le visa African Growth Opportunity Act (AGOA), qui lui permet d'exporter sans frais de douane des produits finis aux Etats-Unis. Beau geste, mais qui ne coûte pas cher, puisque le Mali ne transforme qu'à peine 1 % de sa production de fibres.

Mais le Mali cherche à transformer sa production. Dans ce but, a été inaugurée récemment une usine de transformation de textile, la Fitina. En relation avec l'Etat, la CMDT facture à la Fitina ses fibres à un prix inférieur de 30 % par rapport au marché mondial. On comprend ce qu'il adviendra si la privatisation est menée à son terme.

Devant cette situation, le Mali a demandé un report du programme de privatisation pour 2008. Immédiatement, la Banque mondiale a décidé de geler le versement d'une aide de 25 millions de dollars (une part de son crédit d'ajustement structurel).

La “raison” invoquée par la Banque mondiale et le FMI pour terminer la privatisation est la faible productivité de la filière coton.

Régulièrement, des “études” font état de ce qu'au Mali, on pourrait produire 600 000 tonnes de coton avec moitié moins de producteurs !

De ce fait, à ce jour, le chiffre d'affaires de la CMDT est passé de 9 milliards de francs CFA en 1997 à moins de 6 mil-

liards en 2003. En 2004, le déficit de plus en plus grand est estimé à 50 millions de francs CFA

• L'Afrique, les producteurs africains de coton sont-ils en cause ?

François Traoré, président de l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina (UNCPB), déclare :

“Je suis allé aux Etats-Unis. J'ai vu le coton récolté à la machine. La qualité de fibre en pâtit. Prétendre que nous avons perdu notre compétitivité est encore plus faux. A preuve : dès que l'on parle de libéraliser les filières africaines, les sociétés du monde entier se pressent chez nous.”

Seydou Traoré, ministre de l'Agriculture du Mali, explique :

“Le déficit de la CMDT résulte moins du prix au producteur que de la baisse des cours mondiaux du coton, elle-même liée à l'impact néfaste des subventions des pays du Nord.”

Les subventions accordées aux producteurs américains atteignent chaque année 4 milliards de dollars. Entre 1997 et 2002, cette aide massive a provoqué une chute des cours du coton de 50 %. Ces 4 milliards de dollars versés aux 25 000 producteurs de coton représentent quatre fois le montant de l'aide au développement que les Etats-Unis consacrent à l'Afrique.

Au total, les subventions accordées par les Etats-Unis, l'Union européenne et la Chine s'élèvent à 6 milliards de dollars par an.

Quant à la Banque mondiale, elle n'hésite pas à intervenir directement sur le prix du kilo de coton graine. Au Mali, pour la récolte 2004, la CMDT et les producteurs s'étaient entendus pour l'achat du coton graine à 210 francs CFA le kilo. Considérant le prix excessif au regard d'autres pays, elle a exigé et obtenu la baisse du prix à 190 francs CFA le kilo. Pour la récolte 2005-2006, le prix a été annoncé : 160 francs CFA le kilo. Même si le dispositif prévoit une possible hausse en milieu de campagne, les producteurs considèrent que, “à ce prix-là, la culture n'est plus rentable”.

A nouveau, un constat : augmentation de la production agricole et de coton aux

Etats-Unis et en Afrique... Tout le monde, les peuples de la planète ne devraient-ils pas s'en féliciter ? Manqueraient-ils de bouches à nourrir, d'êtres humains à qui nourriture et produits seraient immédiatement indispensables ?

Au Niger, par exemple, la famine est permanente. Famine en 2004, famine en 2005, particulièrement grave. Tous les ans, au Niger, il meurt en moyenne 160 000 enfants de moins de 5 ans. Avec raison, *Jeune Afrique/L'Intelligent* explique dans un article intitulé "Les petites tombes du Niger" :

"Autrement dit, toutes les semaines, ce petit pays de 10 millions d'habitants est victime d'un 11 septembre qui ne tue que des enfants."

Des progrès considérables ont été réalisés en matière de semences et d'engrais. Mais les paysans d'Afrique tropicale récoltent 1 700 kg de blé à l'hectare, alors que les paysans chinois en récoltent 5 500. Or, en Afrique-Subsaharienne, on n'utilise que 9 kg d'engrais à l'hectare, contre 206 dans les pays industrialisés. Les agronomes estiment que les paysans africains pourraient tripler leur récolte s'ils utilisaient des semences et des engrais modernes.

Mais l'inexistence d'industries de production d'engrais ou de pesticides agricoles place l'Afrique dans une situation de dépendance. Les intrants sont importés en particulier d'Europe. Vendus 90 dollars la tonne en Europe, les engrais reviennent à 550 dollars la tonne en Afrique de l'Ouest, soit une culbute de 600 %.

Dans le cadre des "lois du marché", de la propriété privée des moyens de production, l'augmentation de la production en Afrique et aux Etats-Unis, les progrès techniques en Europe, qui sont un atout pour toute l'humanité, se transforment en un cauchemar pour le continent africain en particulier.

A quoi il faut encore ajouter un aspect : l'eau. Les privatisations des entreprises publiques aboutissent à une situation où l'eau et la distribution de l'eau n'appartiennent quasiment plus aux Africains sur tout le continent. A titre d'exemple, le groupe Veolia (ancienne Générale des eaux) détient 51 % de la Société d'énergie et des eaux du Gabon (SEEG). Au Niger, elle détient 55 % de la SEEN, au Burkina

Faso elle a signé avec l'ONA un contrat d'assistance technique. Au Maroc, elle a obtenu la concession du service des eaux, de l'assainissement et de l'électricité pour l'agglomération de Rabat pour une durée de vingt-six ans. Elle détenait déjà les concessions de Tanger et de Tétouan.

On pourrait faire exactement la même démonstration sur le manganèse, l'uranium (18,5 % des réserves mondiales), les diamants, le gaz (10,8 % des réserves mondiales), les capacités hydroélectriques (13 % des capacités mondiales)...

LA QUESTION DE LA TERRE

Sur la situation au Zimbabwe, on se reportera à l'excellent article de Lybon Mabasa dans *La Vérité*, n° 43.

Mais la question de la terre pose aussi de façon cruciale et centrale la question de la privatisation, ce qui nous ramène aussi à l'enjeu de la propriété privée des moyens de production.

Au Zimbabwe, on sait que le problème de fond se situait dans le fait que 6 000 fermiers blancs étaient toujours détenteurs et propriétaires des meilleures terres du pays, pendant que 700 000 agriculteurs noirs étaient confinés sur des terres dites "communales" aux sols totalement appauvris.

Les décisions prises par Robert Mugabe en 1977, l'annonce du programme d'expropriation et en 2000 de procéder aux occupations de terres (près de 500 fermes supplémentaires sont saisies début août 2004) engendrent plusieurs conséquences sur les paysans voisins, en Zambie, au Mozambique et en Afrique du Sud.

Dans les années 1970, la terre a été nationalisée en Zambie. Même processus au Mozambique, au départ massif des colons portugais après l'indépendance de 1975.

Dès l'expropriation des fermiers blancs du Zimbabwe, bon nombre d'entre eux se sont dirigés vers la Zambie et le Mozambique, mais aussi vers le Nigeria. C'est ainsi qu'au Mozambique, l'Etat propriétaire de la terre ouvre un processus de privatisation en créant des parcelles de 1 000 hectares à des individus ou des entreprises pour une période de 50 ans renouvelable.

Même chose au Nigeria, où, depuis juillet 2004, on a cédé la terre à une quinzaine de fermiers blancs du Zimbabwe dans une région des plus fertiles, dans la province de Kwara. Le gouvernement leur a cédé la terre pour une période de vingt-cinq ans renouvelable et s'est engagé à renforcer et à mettre en place les infrastructures, et à consentir de sérieuses exonérations fiscales et douanières.

On peut se demander — comme pour le pétrole au Tchad — à qui profitera l'augmentation de la production agricole ! Ce d'autant que, selon la FAO, les ravages du Sida au Mozambique aboutiront en 2020 à une perte de 20 % de la main-d'œuvre agricole.

En Afrique du Sud, la situation se présente d'une tout autre façon. Dès son accession au pouvoir, l'ANC s'était engagée à remettre en cause une situation où 60 000 fermiers blancs détenaient 87 % des terres cultivables, alors que des millions de Noirs se partageaient 13 % des terres restantes. L'Etat, s'abstenant de toute intervention autoritaire, a privilégié une réforme agraire dite "*assistée par le marché*", fondée sur la libre volonté des parties : "*Vendeur consentant, acheteur consentant.*" Avec, donc, comme le note un correspondant d'un journal français, "*la liberté des deux parties, et donc le respect de la propriété privée*".

En 1994, ce programme prévoyait de redistribuer 30 % des terres agricoles dans les cinq années à venir. Quelle est la situation aujourd'hui ? 3,6 % des terres ont été redistribuées à 1,2 million de Noirs sur les quelque 14 millions parqués dans les anciens bantoustans créés par le régime de l'apartheid ou dans des bidonvilles aux alentours des villes. Et ce sont toujours 60 000 Blancs qui accaparent plus de 80 % des terres cultivables.

Depuis 1994, à peine 4 % des terres ont changé de mains. A ce point que même des mesures prises par le gouvernement, et qui pouvaient apparaître comme favorables aux travailleurs, se sont retournées en leur contraire. Lorsque le gouvernement a décidé que les travailleurs agricoles devaient recevoir un salaire de 650 rands au lieu des 150 donnés par les

fermiers blancs, ceux-ci ont indiqué qu'ils n'avaient pas les moyens de les payer. Ils les ont chassés par familles entières et ont embauché des saisonniers à la demande. Ils les empêchent même d'enterrer leurs morts là où ils ont vécu depuis des décennies, de peur qu'ils réclament le droit de revenir ou de rester sur "la terre de leurs ancêtres".

A ce jour, quelque 7 millions de Noirs vivent sur les 65 000 fermes commerciales blanches. Quatorze millions de Noirs vivent dans les anciens "homelands", dans des conditions parfois pires que sous l'apartheid. Le chômage est évalué à 45 % de la population active. Pour nombre d'observateurs, le fameux programme GERS (croissance, emploi et stratégie de la redistribution) défendu par l'ANC doit être mis en cause.

Libération (4 novembre 2005) titre "*Un premier fermier blanc expropriable en Afrique du Sud*" :

« Certes, le différend porte sur le montant de l'indemnisation, le fermier blanc voulant 387 000 euros et l'Etat ne lui en offrant que 287 000. Cela indique tout de même les sommes énormes, surtout au vu du niveau de vie, que l'Etat se dispose à payer sur le dos des Sud-Africains. Mais cela indique aussi que ce qui se passe au Zimbabwe exerce une réelle pression sur la situation en Afrique du Sud. Lors du Sommet de la terre, en juillet 2005, la vice-présidente du gouvernement a déclaré qu'il faudrait "importer des experts du Zimbabwe". »

Selon le journal en question, "*la réforme agraire du Zimbabwe est perçue avec une certaine sympathie en Afrique du Sud*".

Selon *Le Monde* (25 août), "*le spectre du Zimbabwe inquiète les fermiers blancs*". Et ce n'est pas pour rien que cette fameuse conférence nationale sur la réforme agraire de juillet dernier a remis en cause le principe des "*vendeur et acheteur consentants*", estimant qu'il était le principal obstacle à "*l'accélération de la réforme*".

Peut-on parler de quelque réforme que ce soit sans poser la question de la propriété ?

Meziane Diop

A propos de la politique du courant Grant-Woods

(première partie)

Par Jean Alain

En ce début de XXI^e siècle, la crise mortelle du régime de la propriété privée des moyens de production (impérialisme) met plus que jamais à l'ordre du jour l'affirmation du programme de la IV^e Internationale selon laquelle *“la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat”*. Les plus grandes convulsions, comme le montre la situation ouverte en Palestine par les récents événements, amènent l'existence même de la IV^e Internationale à être un enjeu central de la lutte de classe internationale.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre ce qu'un dirigeant de l'organisation française du Secrétariat unifié (SU) feint de ne pas comprendre quand il écrit dans une contribution :

« Notre organisation, qui est pourtant capable d'une grande “souplesse” stratégique, paraît dans l'incapacité de se défaire de l'étiquette “trotskiste” qui nous est publiquement imposée. Il ne s'agit pas de nier ou masquer notre héritage et notre histoire. Loin de là. Mais si nous pensons sincèrement que le cycle de

1917 s'est définitivement refermé, alors, il est logique de nous présenter pour ce que nous sommes vraiment en 2005 : une organisation pour tous les révolutionnaires » (bulletin intérieur préparatoire au congrès de la LCR).

L'existence (et leur “propulsion” officielle au-devant de la “scène politique”) de courants qui se réclament frauduleusement de la IV^e Internationale pour mener la politique que mène le ministre pabliste Rossetto dans le gouvernement brésilien, qui refuse la terre aux paysans et couvre les assassinats des escadrons de la mort des latifundiaires, peut-elle s'expliquer autrement que par la nécessité de faire disparaître la IV^e Internationale ?

Dans cette contribution à la discussion, nous soumettons de premières réflexions sur la façon dont cette politique intégralement réactionnaire du SU est “complétée” par toute une série de courants, dont l'existence même est due à la crise pabliste de 1950-1953 de destruction de la IV^e Internationale comme organisation, en particulier le courant connu sous le nom de *Militant* et dirigé en Grande-Bretagne par

Ted Grant et Alan Woods (1), dont nous allons exposer quelques-unes des positions.

OUI OU NON, FAUT-IL CHASSER BLAIR ?

Chaque jour qui passe voit la situation sociale des masses de Grande-Bretagne s'effondrer sous les coups de la politique de Blair relayant directement tous les plans de l'Union européenne et de l'impérialisme américain. Guerre en Irak, privatisations et destruction pure et simple des hôpitaux, des transports publics, chasse aux chômeurs, tentative d'élévation de l'âge du départ à la retraite, remise en cause de toutes les libertés politiques, civiles et démocratiques arrachées depuis la grande révolution anglaise et même avant : cette politique provoque les plus grandes résistances à l'intérieur même de ce qui reste perçu comme "son" parti par la majorité de la classe ouvrière britannique, le Labour Party, et dans les syndicats (TUC), qui, historiquement et organiquement, constituent la base du Labour Party. Ce qui amène Blair à chercher à détruire non seulement les syndicats, mais le parti qui leur est lié, le Labour.

Une question est donc posée : faut-il chasser Blair le privatiseur, Blair le massacreur de l'Irak, du Labour Party ? Le groupe de Grant-Woods se proclame "*fraction marxiste*" dans le Labour Party. Quelle est donc leur position ? Le 4 octobre 2005, au lendemain du congrès du parti, ils publient un article dont le titre est "*Blair doit partir*". Mais ils s'empressent d'ajouter "*mais Brown n'est pas mieux*". En dehors du remplacement de Blair par un autre qui "*n'est pas mieux*", il n'y aurait donc aucune issue pour les militants du Labour ? Il faut attendre le 10 novembre, au lendemain de la défaite majeure infligée à Blair par un député du Labour sur six à la Chambre des communes sur la question du projet de loi sur le renforcement de la garde à vue (dans le cadre des prétendues "mesures antiterroristes"), pour trouver un nouvel article dans la presse de Grant-Woods. Le titre en résume l'orientation : "*L'avant-dernier clou dans le cercueil de Blair.*" Le mili-

tant, le syndicaliste cherchera en vain quel sera le dernier et qui l'enfoncera. Ignorant ce qui constitue l'élément décisif de ce vote — une défaite infligée à Blair par le Labour lui-même —, l'article ajoute :

"Cela fait un certain temps que ses jours (de Blair) sont comptés. Le gouvernement conservateur de Major a continué deux ans sans majorité."

(1) Il ne s'agit pas ici de faire un exposé "historique" de ce courant. Rappelons simplement que ce courant, fondé par Ted Grant et connu sous le nom de *Militant*, trouve son origine dans la crise de ce qui était la section unifiée de la IV^e Internationale en Grande-Bretagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : le Revolutionary Communist Party (RCP). Ted Grant était lié au courant dit des "droitiers" dans l'Internationale. Après l'éclatement du RCP, Grant et ses partisans développent certaines positions qui sont communes avec le pablisme, en particulier l'affirmation d'une capacité des forces productives à se développer, qui les amène à considérer que la social-démocratie a un avenir historique. En 1949, la section britannique de l'Internationale explose. Ted Grant a alors formé un groupe qui est entré dans le Labour dans les années 1950. Ce noyau autour de Ted Grant s'immerge totalement : c'est une version de l'"entrisme sui generis" de Pablo dans le Labour Party, où ils gagnent peu d'influence, alors que le groupe dirigé par Jerry Healy commence à gagner des positions dans le Labour, en particulier chez les jeunes. Le groupe qui allait donner naissance à *Militant* est devenu la section officielle de l'Internationale pabliste pendant un bref laps de temps. En 1964, ils lancent le journal *Militant* et précisent leur stratégie "d'entrée profonde" en cessant de publier tout organe se référant à la IV^e Internationale. Il est à noter que jamais ce courant ne s'est démarqué du pablisme, et en réalité a repris les principales "théories" développées par Pablo. Par exemple, la "théorie" selon laquelle le taux de nationalisation constituait un critère permettant de définir un Etat ouvrier, ce qui entraînait que l'Egypte de Nasser ou la Guinée de Sékou Touré tendaient à devenir des Etats ouvriers. L'ascension de *Militant* dans le Labour a été très largement favorisée par la dégénérescence de la Socialist Labour League de Healy et son expulsion sans combat du Labour par la bureaucratie. En 1992, lors du mouvement populaire contre la "poll tax" de Thatcher, l'appareil du Labour dirigé par Neil Kinnock finit par se débarrasser de *Militant* et l'expulsa du Labour. Cela entraîne une scission (1993) dans le groupe en Grande-Bretagne et dans le regroupement international qui lui est lié (le "Committee for a Workers' International, CWI, créé par Grant en 1974). Une fraction majoritaire reste en dehors du Labour et y constitue le "Socialist Party" (*sur la politique de ce courant, voir La Vérité, n° 45*). Une fraction en Ecosse constitue avec les partisans du SU le Scottish Socialist Party, acceptant ouvertement le cadre de dislocation de l'Europe des régions, et se réclame de "l'altermondialisme". Enfin, une minorité dirigée par Grant et Alan Woods retourne dans le Labour et se regroupe autour du Committee for a Marxist International (CMI).

Que faut-il en conclure ? Que chasser Blair est impossible ? Que, de toute façon, celui qui le remplacera “ne vaudra pas mieux” ?

Abstraitement, disent-ils,

“il n’y a qu’une force qui puisse battre Blair : les syndicats et la base du parti. Ce qu’il faut maintenant, c’est une campagne syndicale militante de défense des emplois et des retraités combinée au combat contre les blairistes pour la défense des libertés et pour une politique socialiste...”

S’il “n’y a qu’une force qui puisse battre Blair : les syndicats et la base du parti”, mais qu’on ne dit pas comment, sur quel mot d’ordre, faudrait-il que les militants du Labour et des syndicats en concluent que c’est leur faute si Blair continue ?

Et d’ailleurs, l’article conclut :

“La première défaite parlementaire de Blair peut se révéler être l’avant-dernier clou dans son cercueil. Quand s’en ira-t-il ? On ne peut répondre à cette question avec certitude. Pas de sitôt, de toute évidence.”

Voilà donc le message que cette fraction “marxiste” adresse aux militants du Labour, aux syndicalistes : “Blair ne peut pas, ne doit pas partir” (2).

LA CLASSE OUVRIÈRE PEUT-ELLE ÊTRE “INDIFFÉRENTE” À L’UNION EUROPÉENNE, À MAASTRICHT ?

Aucun de ces articles ne fait une seule référence à la politique de l’Union européenne. N’est-ce pas pourtant cette institution, directement aux ordres de Washington, qui inspire toute la politique de destruction des nations et de destruction des conquêtes sociales et démocratiques en Europe ? Politique relayée par les Blair, Schröder, Prodi et autres.

Mais pour Grant-Woods, à propos du traité de Maastricht :

“Nous ne sommes ni pour ni contre se retirer de l’Union européenne dans le cadre du capitalisme. Les intérêts de la classe ouvrière ne sont représentés par aucune de ces deux solutions (...). Il ne

faudrait pas nourrir l’illusion — comme le font les forces de la gauche — que les mesures d’austérité ne sont dues qu’à Maastricht. Avec ou sans Maastricht, de telles mesures auraient été mises en place.”

Traduction : tant que le socialisme n’est pas réalisé, la politique et les institutions de l’Union européenne sont indifférentes aux classes ouvrières d’Europe. Mais sur quelle planète vivent nos grands “révolutionnaires” ?

Ils ajoutent :

“Quel avenir pourrait-il y avoir pour de petits Etats tels que la Grande-Bretagne, la France, l’Allemagne, s’ils sont isolés ? Les deux principaux obstacles au développement de l’industrie, de l’agriculture, de la science et de la technique à l’échelle mondiale sont la propriété privée des moyens de production et les Etats-nations.”

Et l’Union européenne, qui, dans tous les pays, disloque le cadre des nations (pour détruire tous les conquêtes sociales et démocratiques) au nom de la “décentralisation” et de la “régionalisation”, en “balkanisant” l’Europe en minuscules territoires, permet-elle d’ouvrir un avenir ?

A moins que l’on considère que l’Union européenne et Maastricht aient des vertus que les travailleurs d’Europe ignoraient :

(2) Pour justifier cette capitulation permanente devant l’appareil du Labour, Grant affirme depuis des décennies que “l’avenir verra la naissance d’une organisation centriste au sein du Labour. Nous devons préserver nos positions à tout prix” ; “Nous devons prendre des positions de direction, la prochaine vague révolutionnaire nous portera à la direction du parti et de la classe” ; “L’établissement de la république des conseils passe par une majorité de députés révolutionnaires, qui, à la Chambre des communes, décréteront l’expropriation des 200 grandes entreprises capitalistes et ainsi réaliseront l’expropriation pacifique du capital”. Dans un bulletin intérieur des années 1970, lorsque Militant avait trois députés à la Chambre des communes, Grant écrit que la perspective pour les révolutionnaires est d’obtenir “une majorité de députés marxistes”. La question de la nature du parti, de la rupture avec l’appareil bourgeois qui dirige le Labour, n’est jamais posée. La même ligne s’exprime au niveau de l’Etat avec le mot d’ordre de “nationalisation des 200 plus grandes entreprises par un acte du Parlement” — sans poser la question de l’Etat, des institutions monarchiques, ni d’ailleurs, comme on le lira dans cet article, des institutions de l’Union européenne.

“Maastricht, l’euro et les autres accords ont eu comme conséquence d’internationaliser la lutte de classe à l’intérieur des frontières de l’Union européenne. Partout, les travailleurs font face à la même politique. Partout, les retraites, les acquis sociaux, l’éducation, les transports publics... tout est attaqué. Et partout, nous voyons les grèves et les manifestations contre ces mesures, d’Autriche en Grèce, d’Italie en Espagne. Aucun pays n’est immunisé contre ce processus” (article de Roberto Sandri et Fred Weston).

Donc, l’Union européenne est un moteur stimulant la lutte de classe...

Il est vrai que, pour Grant-Woods, l’Union européenne (dont l’ancêtre était issu à l’origine, rappelons-le du plan Marshall) n’est pas une institution au service de l’impérialisme américain. Ainsi, Alan Woods, dans “*Une alternative socialiste à l’Union européenne*”, écrit :

“Les marchés nationaux séparés de la Grande-Bretagne, de la France, de l’Allemagne et d’autres étaient beaucoup trop réduits pour les monopoles géants. Le Marché commun fut créé dans l’objectif de surmonter cette limitation. Les grands monopoles avaient les yeux tournés vers un marché régional sans restrictions, et à travers lui vers le marché mondial. Sur les bases de la croissance économique, les capitalistes européens obtinrent largement le succès escompté en établissant cette glorieuse union douanière, dans laquelle l’abolition des taxes entre les pays du Marché commun et un tarif commun avec le reste du monde servait à stimuler et à développer le commerce mondial.”

Les capitalistes européens auraient donc réussi à abattre les frontières, développer la production, constituer un marché plus grand, stimuler le “développement” économique dans l’Union européenne ? N’est-ce pas exactement l’inverse que subissent les travailleurs dans toute l’Europe depuis des décennies ?

En juin 2005, dans un article du Committee for a Marxist International (CMI) de Martin Vanheuverwijn, ils écrivent :

“Bien que l’analyse de fond élaborée par les marxistes ait été vérifiée (comme la crise actuelle le démontre), l’expansion de l’Union européenne des six pays qui en sont à l’origine à vingt-cinq et l’intégration de leurs économies ont été

beaucoup plus loin qu’on ne l’escomptait au point de départ. Cela a été dû en grande partie au développement du commerce mondial et à la croissance générale du capitalisme mondial de 1948-1974, dont tous ont bénéficié. Tout cela était prévu par un haut niveau de croissance économique. Cela permit un développement significatif des forces productives pendant un temps. Dans ce contexte, l’intégration croissante des économies des principales forces européennes allait dans l’intérêt de chacune d’entre elles.”

“MAASTRICHT A INTERNATIONALISÉ LA LUTTE DE CLASSE” ? MAIS DANS QUEL MONDE VIVONS-NOUS ?

Oui, vous avez bien lu, ce courant revendique le fait que l’Union européenne ait été un instrument de développement des forces productives, stimulant le développement du marché mondial (3) ! Et d’ailleurs, la création de ce “marché commun” a permis d’unifier la lutte des travailleurs à travers l’Europe.

Si cela correspondait aux faits, alors, effectivement, il faudrait, comme le font messieurs Grant et Woods, soutenir de façon à peine critique l’Union européenne, l’unification des marchés nationaux dans des marchés plus vastes tant que le régime de la propriété privée des moyens de production permet le développement des forces productives, et en particulier de la principale d’entre elles, la classe ouvrière. Mais dans quel monde vivons-nous ?

Il y aurait un développement du marché et des forces productives en Europe ? Mais alors, comment expliquer la liquidation de l’agriculture dans toute l’Europe

(3) Ce point de vue est loin d’être original. Tous les courants de “gauche” et “d’extrême gauche” expliquent à qui veut l’entendre que “les forces productives se développent”. Des altermondialistes : “*La mondialisation n’est pas seulement l’irruption dans l’histoire de nouvelles techniques et de nouveaux marchés*” (Ignacio Ramonet, *Manière de voir*, n° 72), et bien entendu les pablistes : “*La mondialisation, le libéralisme impérialiste, est une nouvelle phase du développement du capitalisme, qui, en gagnant toute la planète, exacerbe ses contradictions*” (*Critique communiste*, n° 175, printemps 2005).

au nom de la politique agricole commune (PAC) et de ses “réformes” successives (citons pour exemple le fait qu’en France, la population active travaillant dans l’agriculture est passée de 6,1 millions à 1,3 entre le début de la PAC en 1955 et aujourd’hui, tandis que la production nationale agricole ne cessait de chuter) ? Développement du marché, des “monopoles” européens et des forces productives, les conséquences de Maastricht ? Mais comment expliquer alors que (toujours en prenant l’exemple de la France) le bilan du traité de Maastricht de 1992 soit une vague de désindustrialisation sans précédent : destruction d’un emploi sur six dans l’industrie navale, aéronautique et ferroviaire, un emploi sur quatre dans le textile, un sur deux dans l’habillement et le cuir ? Comment expliquer les 8 millions de “pauvres” en dessous du seuil de pauvreté (sur 60 millions d’habitants) des statistiques officielles du gouvernement ?

Et messieurs Grant et Woods, dont la principale organisation en Grande-Bretagne est aux premières loges pour constater la dévastation de l’agriculture, des mines et de l’industrie nationale, au profit du pillage des fonds de pension nord-américains, sous l’égide de l’Union européenne, eux, osent affirmer que “Maastricht, l’euro et les autres accords ont eu comme conséquence d’internationaliser la lutte de classe à l’intérieur des frontières de l’Union européenne” !

LE BILAN DE LA “GAUCHE PLURIELLE” EN FRANCE : “UN CERTAIN NOMBRE DE RÉFORMES POSITIVES” ?

Ce soutien assumé à l’Union européenne est décliné par le courant international de Grant-Woods dans chaque pays. Ainsi, en France, où les partisans de Grant-Woods sont en fraction dans le Parti communiste français et organisés autour du bulletin *La Riposte*.

En France, entre 1997 et 2002, un gouvernement dit de la “gauche plurielle” (PS, PCF, écologistes) a gouverné le pays en respectant scrupuleusement la politique de la Commission de Bruxelles. Ce qui a

amené un quotidien patronal à saluer en 2002 le gouvernement Jospin comme étant celui “qui a le plus privatisé”... car ayant appliqué scrupuleusement les directives européennes.

Quel est le bilan du gouvernement de la “gauche plurielle” que tirent les amis français de Grant-Woods ?

Si, “sur toutes les questions fondamentales, la politique mise en œuvre par Jospin s’alignait sur la défense des intérêts capitalistes”, *La Riposte* n’en note pas moins que “les quelques mesures positives de son gouvernement — telles que la CMU (couverture maladie universelle — NDLR) et la loi sur les 35 heures — n’ont pas empêché la dégradation générale des conditions de vie de la majorité de la population” (*La Riposte*, “PCF : programme et participation gouvernementale”, 30 mai 2005).

Un bilan défini dès 2002 ainsi :

« Dans la politique appliquée par la “gauche plurielle” depuis 1997, tout n’a pas été négatif. En dépit de leurs limites, les emplois jeunes sont un pas en avant. La CMU aussi. Cependant, dans l’ensemble, les réalisations du gouvernement ont été un mélange de réformes sociales bâclées et insuffisantes, d’une part, et, d’autre part, de contre-réformes réactionnaires empruntées directement au “plan” d’Alain Juppé » (« 1997-2002 : le bilan social de la “gauche plurielle” », Jérôme Métellus, 9 mai 2002).

Dès janvier 2002, le principal dirigeant de *La Riposte* avait détecté dans la politique de Jospin “un certain nombre de réformes positives” (“Barrer la route à la droite, rétablir les idées du socialisme à gauche !”, Greg Oxley, janvier 2002).

Prenons les principales mesures que *La Riposte* qualifie de “positives”.

La loi Aubry, dite des “35 heures”, prétendument censée “réduire le temps de travail” et dictée par les directives européennes, a eu pour principale conséquence de permettre aux capitalistes d’annualiser le temps de travail pour exploiter la main-d’œuvre en fonction des besoins de la production, et elle a largement contribué à exonérer les entreprises des “charges sociales”, c’est-à-dire qu’elle a permis aux patrons de voler aux ouvriers la partie de leur salaire (salaire différé) qui est versée directement aux caisses de la Sécurité sociale.

La “couverture maladie universelle”, censée faire bénéficier les plus pauvres d’une “protection sociale minimum”, prive en réalité ces couches les plus exploitées du bénéfice de la Sécurité sociale arrachée par la classe ouvrière en 1945, en échange d’un quota de soins minimum (“panier de soins”).

Les “emplois jeunes”, contrats de travail d’un an, renouvelables cinq fois au maximum, pour remplacer du personnel bénéficiant d’un statut dans la fonction publique par des jeunes surexploités, qui, depuis, ont tous été licenciés après leur cinq années de travail.

Quant aux “contre-réformes réactionnaires” de la “gauche plurielle”, d’où viennent-elles, selon *La Riposte* ? Elles ont été « empruntées directement au “plan” d’Alain Juppé ». Mais pourquoi la droite et la “gauche”, que nous, IV^e Internationale, n’avons jamais mis sur le même plan, ont-elles fait rigoureusement la même politique ? A cette question, *La Riposte* refuse de répondre, car il faudrait pour cela mettre en cause l’Union européenne que droite et “gauche” ont acceptée.

Ce qui amène le groupe *La Riposte*, dans le PCF, à répondre à la question “D’après *La Riposte*, le PCF devrait-il accepter de gouverner avec le PS ?”, par la déclaration suivante :

“Pas dans n’importe quelles conditions. Selon nous, il devrait être hors de question de participer à un gouvernement de gauche, qui, à l’instar du gouvernement Jospin, privatise massivement et, sur toutes les questions fondamentales, aligne sa politique sur les intérêts des capitalistes. Le PCF devrait se dire prêt à gouverner avec les dirigeants du PS à condition que ceux-ci s’engagent sur un programme de mesures décisives pour défendre les intérêts des travailleurs et pour briser le contrôle des capitalistes sur l’économie” (4).

On demande à la direction stalinienne de passer un accord avec le Parti socialiste pour constituer un gouvernement qui “s’engage sur un programme de mesures décisives pour défendre les intérêts des travailleurs”, sans dire que, comme pour le gouvernement Jospin, la condition première pour cela serait de rompre avec Maastricht et l’Union européenne, volonté qu’a exprimée la majorité du peuple en

votant non le 29 mai 2005 ! Et pour cause, puisque Grant-Woods expliquent aux travailleurs que Maastricht est un point d’appui pour la lutte de classe en Europe !

Et *La Riposte* de ressasser une propagande abstraite pour une “Europe socialiste”... qui serait possible sans rompre avec l’Union européenne !

“La seule alternative à l’Europe actuelle est une Europe socialiste, dans laquelle les secteurs clés de l’économie seront sous le contrôle démocratique des salariés. Pour y parvenir, un première tâche s’impose en France : nous devons lutter pour que le PS et le PCF s’orientent fermement vers l’unique issue hors de l’impasse actuelle : la transformation socialiste de la société” (“Un rejet massif de la Constitution et de la droite au pouvoir”, 30 mai 2005).

Est-ce cela, le message du peuple le 29 mai ? Un gouvernement PS-PCF fera autre chose que la droite s’il ne se situe pas sur le terrain de la rupture avec les directives européennes de privatisation ?

Comme bien d’autres, *La Riposte* est candidate à un strapontin gouvernemental :

“Il ne faut pas, à notre avis, exclure d’avance toute nouvelle participation gouvernementale. Au contraire, le PCF devrait expliquer publiquement qu’il est parfaitement disposé à participer au gouvernement avec le PS, mais à condition que ce gouvernement prenne des mesures décisives contre les capitalistes.”

La Riposte sait parfaitement que tout le monde peut s’engager” à de belles promesses avant les élections... Mais les travailleurs montrent, en s’abstenant toujours plus nombreux aux élections depuis vingt ans, qu’ils savent bien, eux, ce que valent ces “engagements” électoraux si au point de départ on ne rompt pas avec Maastricht et l’Union européenne ! C’est d’ailleurs pour cette raison qu’à l’inverse de la tendance à l’abstention ouvrière et populaire vérifiée à toutes les élections, les travailleurs sont massivement allés voter non à la “Constitution” européenne, le 29 mai 2005.

Tout le monde le sait : sans la rupture avec l’Union européenne, ces engagements sont une tromperie...

(4) *La Riposte*, “Qui sommes nous ?”, sur le site Internet <http://www.lariposte.com/>

Ce qui n'empêche pas *La Riposte* de saluer au passage "Marie-George Buffet" (la secrétaire générale du Parti communiste français), qui

« a raison — mieux vaut tard que jamais — quand elle dit que la gauche a perdu parce qu'elle "n'a pas osé affronter les tenants du système capitaliste", allant de "concessions en concessions" et "d'adaptation en adaptation" aux intérêts capitalistes » ("Le PCF doit retrouver son identité révolutionnaire !", Greg Oxley, septembre 2002).

Mais ce qui caractérise la politique de Marie-George Buffet, n'est-ce pas précisément de chercher un accord de gouvernement avec ceux qui, au Parti socialiste, soutiennent ouvertement l'application des directives européennes ?

Pour les amis français de Grant-Woods, le plus grand danger pour les travailleurs, ce ne sont pas ceux qui cherchent à les tromper avec de belles promesses... irréalisables dans le cadre de Maastricht et de l'Union européenne, que tous acceptent. Non, le plus grand danger, ce sont ceux qui critiquent Maastricht, l'euro et l'Union européenne !

A propos de la mise en place de l'euro, ils déclarent :

"Imaginer que le maintien du franc français changerait quoi que ce soit à la situation des salariés, en France ou ailleurs en Europe, c'est se leurrer complètement. Pis, lancer une campagne sur ce thème ne peut que favoriser des réflexes nationalistes. Ce n'est pas l'unité de compte monétaire qui est à l'origine des difficultés du salariat, mais plutôt la maîtrise des ressources monétaires, industrielles et commerciales par une minorité de capitalistes" (5).

Donc, il serait réactionnaire de s'opposer à la mise en place de l'euro, que les capitalistes européens ont présenté eux-mêmes comme le moyen de faire de la force de travail "la seule variable d'ajustement", et dont n'importe quelle ménagère de n'importe quel pays d'Europe sait chaque jour qu'il a été un moyen d'entamer comme jamais son pouvoir d'achat !

Polémiquant contre ceux qui « demandent aux travailleurs de s'opposer à l'Union européenne, afin d'éviter, disent-ils, le bradage de la "souveraineté nationale" », *La Riposte* déclare :

"Là aussi, nous nous trouvons sur un terrain tout à fait nationaliste, dépourvu du moindre atome de contenu progressiste ou socialiste" (6).

S'opposer aux directives supranationales de privatisation, de déréglementation, défendre dans chaque nation les acquis arrachés par la lutte de classe serait donc réactionnaire ?

Quant aux "acquis sociaux français", ils ne sont « pas si "exceptionnels" qu'on veut bien le prétendre » (7). N'est-ce pas là le pire langage de la réaction ? Pour la classe ouvrière menacée chaque jour de la déchéance et de la misère, "exceptionnels" ou pas, faudrait-il accepter de perdre la Sécurité sociale, les régimes de retraite, les services publics, l'école publique... arrachés par la lutte des classes ?

Peut-on appeler cette politique autrement qu'un soutien clair et net à l'Union européenne, soutien déguisé de quelques palabres "socialistes" ?

FAUT-IL S'ALIGNER SUR PRODI, L'HOMME DE LA COMMISSION EUROPÉENNE ?

Cette politique de Grant-Woods n'est pas une "exception française". En Grande-Bretagne, on refuse de dire "chasser Blair". En France, on soutient la "gauche plurielle et le PCF" en combattant ceux qui disent qu'il faut rompre avec Maastricht... Et en Italie ? Dans ce pays, la tendance Grant-Woods a des positions importantes à la direction du Parti de la refondation communiste (PRC) (8). On le sait, toute la "gauche", des partisans de l'Internationale socialiste (DS) aux néo-staliniens comme Bertinotti du PRC et aux pablistes (9), vient de se ranger

(5) "Les différentes tendances au sein du PCF s'affrontent sur la question de l'Europe", Francesco Giliani, janvier 2001.

(6) *Ibidem*.

(7) *Ibidem*.

(8) Un parti néo-stalinien, membre du Parti de la gauche européenne (PGE) (voir *La Vérité*, n° 46), dont la direction réunit d'anciens dirigeants du Parti communiste italien, les partisans italiens du Secrétariat unifié de Krivine-Rossetto et la tendance "Falcemartello", membre du CMI de Grant-Woods.

comme un seul homme dans une “grande coalition” appelée “l’Unione”, coalition sans rivage à droite (10), derrière Romano Prodi, pour “faire front contre Berlusconi”.

Qui est Prodi ? Dans un document récent de la section italienne de la IV^e Internationale, nos camarades rappellent :

« Romano Prodi a été ministre de l’Industrie en 1978-1979. Il a ensuite été président de l’Institut de la reconstruction industrielle (IRI) de 1982 à 1989 et de 1993 à 1994, dont dépendaient 500 000 travailleurs. Durant cette période, qui comprend les premières années d’application du traité de Maastricht, il liquide complètement la sidérurgie, 200 000 emplois supprimés, puis l’agroalimentaire par la suppression de 40 000 emplois, ainsi qu’Alfa Romeo et de nombreuses autres entreprises publiques (...). En 1996, il devient Premier ministre du gouvernement de l’Olivier jusqu’en octobre 1998, durant 28 mois. Un de ses biographes indique : “C’est lui qui a fait entrer l’Italie dans l’euro”, grâce à une “restriction des dépenses publiques (...), il a réussi à faire accepter d’importants sacrifices”. »

Puis, Prodi devient président de la Commission européenne. La déclaration des trotskystes italiens — à laquelle on se reportera — poursuit :

« Comme président de la Commission européenne, il a préparé les sommets des chefs d’Etat, dont celui de Lisbonne.

Qu’est-ce que la “stratégie de Lisbonne” décidée lors du sommet des 23 et 24 mars 2000 ? Citons “les conclusions de la présidence”.

Il faut “accélérer la libéralisation dans les secteurs tels que le gaz, l’électricité, les services postaux, les transports. De même, en ce qui concerne l’utilisation et la gestion de l’espace aérien, le Conseil invite à présenter ses propositions aussi vite que possible” (page 6, point 17) (...). Il faut “mettre en place dans les écoles, les centres de formation, les entreprises et les établissements de recherche, des partenariats pour l’acquisition des connaissances qui soient profitables à tous”. C’est-à-dire la destruction-privatisation des universités, les partenariats entreprises-universités, la mise en œuvre de LMD (...). Pour l’Italie, Prodi “recommande” à Berlusconi les lignes directrices suivantes : (...) “Définir une stratégie de vieillissement actif (...) pour maintenir les travailleurs plus longtemps

sur le marché de l’emploi et décourager les départs en préretraite”. »

Dès lors, l’attitude vis-à-vis de Prodi n’est pas “secondaire” pour la classe ouvrière et la nation italiennes. Il en va de leur avenir, de leur survie... Peut-on aider les travailleurs italiens à chasser Berlusconi en s’unissant derrière quelqu’un qui a, par les directives européennes, fourni à Berlusconi les armes de sa politique de régionalisation, de privatisation des services publics, de liquidation de l’industrie ?

Répétons-le, les amis de Grant-Woods sont membres de la direction du PRC. Quelle est leur attitude vis-à-vis de Prodi ? Avant les primaires (31 août 2005), un article signé Claudio Bellotti indique : “L’Unione se fait le gardien incorruptible des politiques européennes”, mais l’article “oublie” de préciser que Prodi a été durant quatre ans président de la Commission européenne...

Suit une référence à “l’expérience des années 1990” (Prodi, d’Alema, Amato), qui ont “financé les écoles privées”, “agi contre l’impôt progressif”, “ouvert des centres de détention” et fait “la guerre en Yougoslavie”. Notons au passage qu’il s’agit là d’une “critique” très limitée du gouvernement de l’Olivier... Mais ne polémiquons pas. Voyons quelles conclusions en tirent les amis italiens de Grant-Woods, dirigeants du PRC :

“Dans la majorité du parti (du PRC — NDLR), certains veulent pousser les camarades les plus critiques sur une position de renoncement, de boycott ou d’abstention passive (...). Eh bien, si certains dirigeants pensent ainsi, ils se trompent lourdement (...). Aujourd’hui, Prodi a le vent en poupe, mais demain, il en sera autrement. Notre bataille pour changer le PRC n’est pas finie.”

(9) Le dirigeant pabliste du PRC, Luigi Malabarba, déclarant : “L’actuel système électoral, majoritaire et antidémocratique, rend aujourd’hui nécessaire une alliance avec le centre-gauche”... c’est-à-dire l’alliance derrière l’Union européenne et Prodi.

(10) Sans rivage à droite... *La Repubblica* (26 janvier) nous apprenant ainsi que les listes de “l’Unione” comporteront “l’ex-Alliance nationale Domenico Fisichella ; et on parle aussi de Maria Artoni, de la Confindustria d’Emilie-Romagne”. L’Alliance nationale est un parti se revendiquant de l’ex-Mouvement social italien (MSI, néofasciste) et la Confindustria est l’organisation du patronat italien.

Les amis de Grant-Woods disent donc clairement : tout le monde s'aligne derrière Prodi, qui *"a le vent en poupe"*, alors, dans le PRC, hors de question de "s'abstenir"... il faut attendre, car *"demain, il en sera autrement"*. N'est-ce pas là un appel à accepter l'alignement du PRC derrière Prodi... en attendant "des lendemains qui chantent" ?

Après les "primaires" qui virent Prodi être désigné comme "candidat de toute la gauche", la tendance Grant-Woods du PRC note :

"La perspective des élections devient aujourd'hui centrale, elles paraissent l'élément le plus simple pour chasser la droite du gouvernement, puisque cela n'a pas réussi avec les mobilisations dans la rue."

Pourquoi les travailleurs n'ont-ils pas réussi à mettre en échec Berlusconi *"avec les mobilisations dans la rue"* ? Ce serait "la faute aux travailleurs" ? Ou bien la responsabilité en incombe-t-elle aux appareils de DS et du PRC, entraînant les sommets syndicaux, qui refusent de rompre avec l'Union européenne, comme ils viennent de le montrer en s'alignant sur Prodi ?

Deuxième question : peut-on prétendre *"chasser la droite du gouvernement"* par les élections, c'est-à-dire derrière et sur le programme de Prodi... qui est le même que le programme de Berlusconi, Union européenne oblige ? A cette question, Grant-Woods répondent... en appelant à s'aligner derrière Prodi.

Ils ajoutent :

"Nous ne voulons plus de Berlusconi", c'est ce qui a guidé "le peuple de gauche" aux urnes dimanche. »

Nul ne conteste que les masses puissent avoir des illusions. Mais peut-on aider les masses à chasser Berlusconi en s'alignant sur Prodi, qui a écrit les directives européennes que Berlusconi n'a fait qu'appliquer ?

Les amis de Grant-Woods affirment :

"Notre devoir dans ce moment difficile pour Refondation n'est pas de s'abandonner à un sectarisme sans perspective, qui ne voit qu'un côté de la situation (...). Nous devons traverser cette

expérience côte à côte avec les militants du parti, sans tomber dans les illusions, sans isoler notre voix critique."

Grant-Woods disent donc aux travailleurs italiens, aux militants : vous n'avez pas réussi à chasser Berlusconi *"dans la rue"*, contentez-vous donc de Prodi en attendant des jours meilleurs !

A tel point que, lors de la "conférence des marxistes du PRC à Cortona", le 20 décembre 2005 (dans un compte rendu officiel dans lequel le mot "Prodi" n'apparaît pas !), il est indiqué :

« Le coordinateur de la cinquième motion du PRC (la tendance Grant-Woods dans le PRC — NDLR) a insisté sur un point fondamental en rapport avec la perspective d'un prochain gouvernement de "l'Unione" : "(...) Nous ferions une erreur de doctrinarisme si nous regardions le gouvernement de "l'Unione" avec nos yeux et pas avec ceux des masses. C'est pour cette raison que ceux qui parlent aujourd'hui de faire une scission dans le PRC font des bavardages sans aucun sens". »

Les amis de Grant-Woods le répètent et le répètent encore : tous derrière Prodi et son gouvernement. Et malheur à ceux qui refusent la politique de soumission à Prodi exigée par la direction stalino-pablisme du PRC ! Direction à laquelle les amis de Grant-Woods participent...

Est-ce aider les travailleurs italiens que de mener cette politique de soumission à Prodi et à la Commission européenne ?

Nous reviendrons, dans le prochain numéro de *La Vérité*, sur la politique réactionnaire de Grant-Woods, et en particulier sur les questions suivantes :

— Peut-on accepter l'oppression nationale et la partition de l'Irlande ?

— Peut-il y avoir une autre issue, concernant la Palestine, sans le droit au retour de tous les réfugiés ?

— Les masses d'Amérique latine peuvent-elles s'appuyer sur le MERCOSUL ?

— Peut-on, concernant le Brésil, condamner Lula et exonérer Rossetto ?

Jean Alain

LA VERITE**Bulletin d'abonnement**

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Amérique latine : pour la souveraineté des nations

(chronique des sections de la IV^e Internationale)

Par Jean-Pierre Raffi

Partout, sur tout le continent américain, comme dans le monde entier, l'impérialisme nord-américain s'emploie, sans ménagement, à disloquer, démanteler les cadres nationaux qui se sont constitués au long de cinq siècles d'histoire.

Même dominées comme elles l'étaient, malgré le caractère semi-colonial qui a été et reste le leur, les nations qui constituent les Amériques s'avèrent aujourd'hui pour l'impérialisme des entraves insupportables.

La carte de "l'Amérique utile" et de "l'Amérique inutile" (1) s'oppose à l'existence de toutes les nations.

L'objectif d'abaissement partout dans le monde du "coût du travail" s'oppose à l'existence de droits ouvriers et démocratiques, consignés dans des lois, des codes, qui ont été façonnés précisément par la lutte de classe dans ces cadres nationaux.

En Bolivie, cette offensive prend la forme de la menace directe de sécession brandie par les oligarchies du département de Santa Cruz, notamment, appuyées par l'ambassade américaine, dans le but de permettre aux multinationales la poursuite du pillage éhonté des ressources naturelles, pétrole et gaz boliviens. Au Pérou, les prochaines élections remettront à l'ordre du jour un projet de "régionalisation" rejeté massivement il y a quelques mois par les travailleurs et le peuple péruviens, qui ont parfaitement compris que cette "régionali-

sation" ne signifierait rien d'autre que le démantèlement de leur nation.

Au Mexique, Washington s'est employé de toutes ses forces à interdire lors des prochaines élections toute expression politique de la souveraineté populaire en prétendant faire invalider la candidature du dirigeant du Parti de la révolution démocratique (PRD), Lopez Obrador ; 1 200 000 travailleurs, paysans, jeunes ont, lors d'une immense manifestation à Mexico, le 24 avril dernier, empêché ce coup d'Etat à froid.

L'un des principaux instruments de l'impérialisme dans cette recherche systématique de subversion de la souveraineté des peuples et des nations, ce sont les prétendus "traités de libre commerce" : le projet d'ALCA que l'impérialisme nord-américain prétend imposer sur tout le continent, le MERCOSUL, qui, sous la houlette de Lula (président brésilien), s'avère le moyen par lequel Washington peut tenter de contourner l'obstacle de la résistance des peuples à son projet d'accord "de l'Alaska à la Patagonie" (*lire notre précédent numéro* : "A quoi sert le MERCOSUL ?") et tous les traités

(1) Référence à la carte de "l'Afrique utile et l'Afrique inutile" qu'avait osé dessiner le FMI dans l'un de ses rapports, consacré aux "plans d'ajustement structurel" imposés au continent africain, qui l'ont conduit au chaos dans lequel il s'enfonce aujourd'hui.

bilatéraux qui visent à disloquer l'un après l'autre tous les cadres nationaux.

Partie prenante de la résistance des travailleurs et des peuples, les sections de la IV^e Internationale interviennent et agissent. C'est

cette activité des sections au Mexique, en Bolivie et en Uruguay que nous illustrons ci-dessous à partir de leurs documents et publications récentes.

I. Mexique

Extraits du rapport de la direction mexicaine au secrétariat international de la IV^e Internationale (janvier 2006)

(...) Fox est en train d'appliquer au cours de ces derniers mois de gouvernement ou est en train de tenter d'appliquer le dernier paquet de contre-réformes qu'il n'a pas pu faire passer avant. Voici les principales :

— Au mois d'octobre dernier, le syndicat de l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS) a signé avec les autorités de cette institution la contre-réforme des régimes de retraite (allongement des années de service, allongement de l'âge minimum de départ à la retraite, individualisation de l'assurance retraite en abolissant son caractère solidaire, etc.). Les travailleurs ont refusé la contre-réforme présentée par le directeur de l'IMSS. Face à cela, le secrétaire général du syndicat (député du PRI, le principal parti de la bourgeoisie mexicaine) a présenté une proposition qui est en réalité une version légèrement modifiée et l'a imposée lors du congrès du syndicat (...).

— Aujourd'hui, le Sénat à majorité PRI discute et va certainement voter une contre-réforme qui ouvre les portes à l'investissement privé dans la Pemex (société nationale du pétrole). 20 % des nouveaux investissements seront réservés aux capitaux privés, c'est-à-dire aux multinationales.

— Le secrétaire général de la fédération des syndicats de travailleurs des services de l'Etat (député du PRI lui aussi) a présenté une initiative de contre-réforme de l'ISSSTE (deuxième institution publique de sécurité sociale du pays). Elle vise non seulement le système des retraites, mais aussi tous les autres systèmes d'assurance (comme l'assurance maladie) (...).

— Les Chambres sont également sur le point de voter une nouvelle contre-réforme de l'article de la Constitution qui régit les questions agraires. Une partie de la CNC (centrale

syndicale "priiste") déplore le fait que cette réforme va accélérer les privatisations des terres, et notamment des terres communales ; il affirme que la "réforme" est un retour à la période de la dictature de Porfirio, à la fin du XIX^e siècle, qui fut renversé par la révolution de 1910.

— La Cour suprême de justice, la plus haute instance judiciaire du pays, est sur le point d'émettre un avis qui, selon la presse, entérinera "*l'acte de démission de la capacité expropriatrice de l'Etat*". Cela pour se mettre en conformité avec l'ALENA (accord de "libre commerce" entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada), qui établit le droit des étrangers à une "audience préalable" avant que l'Etat ne prenne une décision d'expropriation ou de nationalisation.

Voilà quelques-unes des contre-réformes à l'ordre du jour des Chambres et de l'activité du régime du PRI-PAN (le PAN est le deuxième parti bourgeois, c'est à ce parti qu'appartient l'actuel président Fox). C'est une guerre contre les conquêtes de la nation et les droits des travailleurs.

La pression du gouvernement Bush sur le pays s'accroît chaque jour. L'"Accord pour la sécurité et le progrès en Amérique du Nord" (ASPAN), également appelé "TLC +", se traduit aujourd'hui dans la loi 4 437 votée par la Chambre des députés des Etats-Unis, et qui est discutée maintenant au Sénat, loi qui criminalise tous les émigrés sans papiers, et qui, de fait, légalise les assassinats d'émigrés par la "miga" (en 2005, 500 personnes sont mortes en tentant de passer la frontière). Les infâmes déclarations de l'ambassadeur des Etats-Unis répondant au scandale provoqué par l'assassinat barbare d'un Mexicain sur la frontière par un policier gringo sont la preuve qu'il ne s'agit pas de policiers qui échappent aux contrôles, mais d'une politique brutale.

Fermer la frontière, criminaliser les émigrés, c'est fermer la soupape qu'a représentée pour le régime du PRI l'exode des Mexicains vers les États-Unis, mais c'est aussi exercer encore plus de pression sur le gouvernement pour qu'il cède aux exigences de l'impérialisme (...).

Dans ces circonstances, de larges secteurs du peuple travailleur voient en Obrador (le candidat du PRD) un point d'appui pour exprimer ses revendications et un changement de politique pour le pays. La mobilisation d'un million de personnes le 24 avril dernier a surpris tout le monde, y compris Obrador lui-même (...).

Même si Obrador s'est exprimé avec prudence lors de ses meetings, donnant des garanties au patronat et à l'impérialisme sur le fait qu'il ne radicaliserait pas ses actions, la pression des masses — et la campagne orchestrée contre lui par les médias et les porte-parole de l'impérialisme — l'ont obligé à des déclarations que les masses chargent d'un contenu de changement : son refus absolu de la privatisation de la Pemex, ses déclarations contre les fonctionnaires corrompus et sa proposition d'abaisser les salaires des hauts fonctionnaires, sa position contre les assassinats d'émigrés et sa proposition de développer l'industrie et l'agriculture pour créer de l'emploi et pour que les Mexicains restent au Mexique, etc. Inévitablement, le mandat que lui confieront les masses sera de défendre la nation et ses conquêtes, et de défendre les droits de la population laborieuse (...).

La marche d'un million de personnes le 24 avril a également poussé Marcos à se mettre en mouvement. Après un quasi-silence de trois ans, Marcos lance à présent son "autre campagne", une campagne contre Lopez Obrador, et fondamentalement contre le mouvement des masses travailleuses. Marcos va parcourir tout le pays en s'appuyant sur les organisations centristes, gauchistes, et sur des organisations paysannes indigènes. La

revue *Rebellion*, dirigée par Rodriguez Lazcano, membre du Secrétariat unifié, est présentée comme une revue semi officielle de l'EZLN (les groupes armés dirigés par Marcos). Cet individu est à présent le principal dirigeant du bras politique de l'organisation "marquiste" (de Marcos). Des dirigeants priistes et panistes, de leur côté, font l'éloge de Marcos, le félicitant de laisser les armes et de se lancer dans l'activité politique (...). Marcos reçoit un large appui du journal *La Jornada*, de Radio Educacion et, de façon moins accentuée, de l'ensemble de la presse et de la radio, qui fait connaître les activités de "l'autre campagne".

Marcos ne se réfère à aucun moment à l'impérialisme et à ses plans de destruction de la nation mexicaine.

Nous avons indiqué la façon dont se conjuguent deux forces qui, formellement, se situent à l'opposé l'une de l'autre, la direction de l'EZLN et le docteur Simi (*homme d'affaires, journaliste et candidat à la présidence, un démagogue de la pire espèce, spécialisé dans les restructurations, privatisations d'entreprises publiques — NDT*), montrant que l'impérialisme n'hésitera pas à employer tous les moyens pour semer la confusion et faire avorter le mouvement de masses qui se prépare (...).

L'objectif de la campagne que nous commençons à présent est de réunir 3 000 signatures sur la lettre à Obrador, de constituer des comités de signataires et d'animateurs de cette campagne, de tenir une seconde rencontre nationale pour la défense de la souveraineté nationale de signataires de la lettre à Obrador le 7 avril prochain, où nous réunirons 150 travailleurs et dirigeants syndicaux de Mexico, d'Oaxaca, de Campeche, de Tabasco, d'Aguascalientes, de Baja California et de Sonora, et, bien sûr, avec la participation de plusieurs régions de l'État de Chiapas, étant donné que la rencontre se tiendra dans la ville de Tuxtla Gutierrez.

II. Bolivie

Lettre de Bolivie :

"Les élections à la Constituante et la régionalisation"

Evo Morales (le nouveau président de la République bolivienne) a annoncé ces jours-ci que les élections à l'Assemblée constituante devaient se dérouler le 2 juillet et que

les séances commenceraient dans la capitale constitutionnelle de la République, dans la ville de Sucre, le 6 août. La convocation à de telles élections pour une Constituante a tra-

versé pendant ces dernières années, en particulier depuis le soulèvement d'octobre 2003, les différents combats des travailleurs et du peuple boliviens. Toutes les forces politiques réclament une Constituante, et en particulier le Mouvement vers le socialisme (MAS), auquel appartient le nouveau président, dont le programme électoral en fait son propre mot d'ordre.

Aujourd'hui, la loi électorale n'est pas encore définie. Or la question n'est pas secondaire, car la représentation par circonscription et uninominale ou la représentation par listes nationales à la proportionnelle détermine d'une certaine façon le caractère de la Constituante.

Comme le déclarait un journaliste, Ricardo Paz Ballivan, partisan des listes nationales :

« Ainsi, nous aurons des députés de la Constituante ayant une vision nationale et d'ensemble, convaincus de l'unité de la nation, et non des représentations fragmentaires, corporatistes ou "territoriales", qui ne pensent qu'à leurs intérêts particuliers » (La Razon, 28 janvier).

Le conseil pré-Constituante

Avant les élections du 18 décembre, à l'initiative de Morales, s'est mis en place un "conseil pré-Constituante et pré-autonomie", avec l'objectif de "proposer" au gouvernement entrant une proposition de Constituante pour les élections.

Participent à ce conseil des représentants de toutes les forces politiques, et en particulier les syndicats. Ainsi, Edgar Patana, secrétaire exécutif de la centrale ouvrière régionale de El Alto, est un des conseillers. Lors de la dernière réunion du conseil, les 12 et 13 janvier, à Cochabamba, les rapports des différentes commissions, sur les différents points de la Constituante, n'ont pas été adoptés faute de consensus, et le conseil s'est pratiquement dissous. Entre-temps, le gouvernement a commencé à consulter les syndicats et les organisations sociales pour parvenir à un accord sur la Constituante. En réalité, des rumeurs se répandent selon lesquelles Morales offre aux différents dirigeants des centrales régionales et d'autres organisations des postes sur les listes du MAS.

Dans le même temps, le gouvernement organise des consultations avec l'Eglise, les différentes institutions et forces politiques, pour parvenir à un accord.

Mais un accord sur quoi ?

Institutionnaliser la régionalisation

Rappelons que les élections du 18 décembre procédèrent pour la première fois à l'élection directe des neuf préfets. Auparavant, c'était une délégation du gouvernement central.

Il y a maintenant un an que s'est constitué à Santa Cruz, capitale de ce département du centre-est de la Bolivie, un "comité civique" qui encourage l'autonomie régionale. Ce comité, impulsé par l'oligarchie agroexportatrice, est composé de grands propriétaires fonciers, mais aussi de la COR (union régionale de la COB), ce qui a provoqué et provoque encore un conflit avec l'organisation syndicale à l'échelle nationale, la Centrale ouvrière bolivienne (COB), et c'est une des questions qui doit être traitée au prochain congrès de celle-ci en février ou mars.

Le président de ce "comité civique", German Antelo, soutenait la candidature de Ruben Costas (homme politique de la droite), qui a été élu préfet de Santa Cruz et qui a pris ses fonctions le 28 janvier, anniversaire de la manifestation impulsée par le "comité civique", qui rassembla quelque 200 000 personnes pour l'autonomie de Santa Cruz. German Antelo a déclaré :

"Nous savons que l'autorité est encore limitée, nous savons qu'elle sera difficile et que nous rencontrerons des difficultés, mais le nouveau préfet doit conforter ses assises pour devenir un véritable gouverneur, il doit avancer jusqu'à la réussite de l'autonomie départementale, il doit éliminer le centralisme, il doit aller vers la province, les municipalités et les communautés."

Evo Morales n'était pas présent à la prise de fonction du nouveau préfet, mais il lui a envoyé son salut et il a déclaré qu'

"il fallait tourner la page de la campagne électorale, que maintenant nous allions agir ensemble pour ce changement".

Ruben Costas a conclu son discours en disant qu'

"il exigera que l'exécutif agisse dans la clarté la plus absolue sur le référendum pour l'autonomie, en commençant par préciser ses liens sur le plan départemental. Le gouvernement devrait poser le problème de l'Assemblée constituante de manière responsable, en pensant à tous les Boliviens."

Entre-temps, un groupe informel de préfets du centre-est du pays, coordonné par le préfet du MAS David Sanches de Chuquisaca, s'est

réuni pour faire des propositions sur la portée et les compétences des autonomies régionales.

Rappelons que ces départements, en particulier Tarija, comprennent les principales réserves de gaz et les principales ressources agroexportatrices (*La Razon*, 27, 28, 29 janvier).

La Razon (propriété de *El Pais*, en Espagne), porte-parole direct de Repsol et des autres multinationales, se distingue par ses campagnes systématiques pour la "régionalisation".

Dans des termes parfois utilisés en Espagne, il "calque" dans une certaine mesure l'État des autonomies espagnoles sur la situation bolivienne. Ruben Costas, lors d'une visite récente en Espagne, a déclaré qu'il s'inspirait de la régionalisation espagnole.

En fait, Morales, qui base son gouvernement sur la participation des syndicats et des autres organisations sociales, entreprend une négociation avec Costas et les autres préfets de la zone pour présenter un projet de régionalisation pour la Constituante.

Mais quel est le contenu de la régionalisation ?

Au cours de toute l'année dernière, le comité civique de Santa Cruz s'est prononcé explicitement pour le maintien des 76 contrats signés entre le gouvernement bolivien et les multinationales.

Aujourd'hui, il pose le problème d'établir de façon urgente un traité de libre commerce avec les Etats-Unis et il propose que les préfets puissent établir des contrats directement avec les multinationales. Parallèlement, il propose une réforme fiscale, impliquant un degré élevé d'autonomie fiscale pour les départements.

Il n'est pas difficile de conclure que les forces politiques directement liées à l'impérialisme agissent pour le démantèlement de la nation bolivienne.

Dans quelque temps, le préfet de Santa Cruz, Ruben Costas, recevra ses collègues de Cochabamba, Chuquisaca et Tarija pour discuter de thèmes concernant les hydrocarbures et l'exploration des réserves, les investissements et les raffineries.

Une Constituante pour unir la nation ou pour la livrer aux multinationales ?

Pour le mouvement ouvrier, les paysans, leurs organisations, la lutte pour la Constituante s'est toujours identifiée au combat pour la souveraineté nationale. Une Constituante avec des pouvoirs qui doit permettre de nationaliser les hydrocarbures, de décider la réforme agraire, d'établir les mêmes droits pour toutes les composantes de la nation, d'instaurer la pleine liberté, l'indépendance par rapport au FMI, le non-paiement de la dette, en somme d'inscrire tous ces droits dans la Constitution et nommer un gouvernement responsable face à cette Constitution.

Pour la majorité, cela s'identifie à la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur l'organisation et la reconstitution des assemblées populaires et de l'Assemblée populaire nationale.

Au cours de ces prochains mois, le combat pour une Constituante souveraine, pour l'unité de la nation, s'identifiera à l'exigence de la nationalisation des hydrocarbures sans indemnisation.

La Paz, 30 janvier

III. Uruguay

Extraits de la lettre de la IV^e Internationale en Uruguay

Bulletin de discussion

(troisième année, n° 14, janvier-février 2006)

"Tabaré peut et doit annuler les traités sur les investissements avec les Etats-Unis. Signons la lettre à Tabaré Vasquez pour la rupture avec le MERCOSUR et contre l'entrée dans l'ALCA."

D'abord, il y a eu l'approbation au Parlement, le 22 décembre, du traité sur les investissements avec les Etats-Unis, et maintenant, c'est le "non, mais oui" de chacun des ministres et de Tabaré Vasquez (candidat du

Frente Amplio [Union de la gauche], élu il y a deux ans à la présidence de la République) qui préparent la signature d'un traité de "libre commerce" avec les Etats-Unis.

Et la signature de ce traité n'est en rien contraire à l'appartenance au MERCOSUR (union inspirée de l'Union européenne, rassemblant les pays du Cône Sud de l'Amérique : Argentine, Uruguay, Paraguay, Brésil, auxquels se sont adjoints depuis, sur instigation notamment du président brésilien, Lula, la Bolivie et le Venezuela), comme l'ont précisé Kirchner et Lula lors de la récente réunion de Brasilia avec Chavez.

Et nous mettons entre guillemets "libre commerce", car un traité avec les Etats-Unis n'a rien d'un traité de libre commerce, puisque c'est le gouvernement de Bush qui décide quand et comment se signe un tel traité et quel est son contenu. C'est justement là la tactique des Etats-Unis pour nous intégrer à l'ALCA (2), que ce soit à travers le MERCOSUR ou en dehors de lui.

Par conséquent, la question que nous devons nous poser, avec l'ensemble des travailleurs et des jeunes qui ont élu ce gouvernement, est, au contraire : *"Pourquoi Bush désirerait-il un traité de libre commerce avec l'Uruguay ?"*

L'impérialisme américain est en train de signer des traités bilatéraux avec chacun des pays des trois Amériques pour mettre en place l'ALCA. Fernandez Huidobro (MPP) le confirme le 22 décembre au Parlement, lors de l'approbation du traité sur les investissements :

"Nous allons tout droit à l'ALCA, Cuba incluse."

Comme nous l'avons dit dans la lettre ouverte à Tabaré Vazquez, dont nous avons pris l'initiative :

"La politique du gouvernement Bush est la même dans le monde entier (...). Ainsi, aujourd'hui, l'Irak est l'exemple de ce à quoi mène cette offensive de l'impérialisme nord-américain, qui dépouille de leur in-

dépendance les pays, quels qu'ils soient, et démembrer leur unité nationale."

Malgré le refus de Tabaré, au sommet de Mar del Plata (sommet des chefs d'Etat des Amériques en juillet dernier), de signer l'ALCA, il est clair qu'avec l'approbation par le Parlement du traité sur les investissements, le gouvernement Bush a déjà un point d'appui très important pour notre entrée dans l'ALCA. Le pas suivant est la signature du traité de libre commerce. Mais, au sein du gouvernement du Frente Amplio (FA), ceux qui l'appuient avec enthousiasme sont justement ceux qui ont le moins d'appui parmi les travailleurs et la jeunesse : Astori, Lepira, Lezcano, Vaillant, Saravia, Nin Novoa.

C'est pourquoi les militants de la IV^e Internationale ont pris l'initiative, pour empêcher l'entrée dans l'ALCA, de la lettre à Tabaré pour qu'il annule le traité sur les investissements avec les Etats-Unis. Et nous demandons au PIT-CNT (centrale syndicale uruguayenne), à la FUCVAM, au mouvement du 26 mars, au Parti communiste, de faire leur cette initiative.

Car seuls le PIT-CNT, la FUCVAM, le Mouvement du 26 mars, le Parti communiste, par l'autorité dont ils jouissent auprès de milliers de travailleurs, en s'unissant tous pour faire signer ces milliers sur une initiative comme cette lettre, peuvent construire la force qui obligera le gouvernement du Frente Amplio à faire marche arrière en annulant le traité sur les investissements et en refusant l'entrée dans l'ALCA.

Il s'agit, pour les milliers qui ont chassé du gouvernement les "blancos" et "colorados" (les deux partis traditionnels de la bourgeoisie), d'utiliser à leur profit le gouvernement pour gouverner pour eux, un gouvernement du Frente Amplio qui rompt avec la politique de l'impérialisme américain.

(2) Rappelons que l'Accord de libre commerce des Amériques (ALCA) est une initiative des Etats-Unis pour établir un gigantesque traité avec les autres pays des Amériques, de l'Alaska à la Terre de Feu.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0506 G 84847 - ISSN 0294-359X